

Les objectifs de développement de la justice 2022 – Résumé des projets

Table des matières

Objectif 1: Régler les problèmes juridiques de la vie quotidienne	4
L'Alberta.....	4
La Colombie-Britannique.....	6
Le Manitoba.....	9
National.....	12
Le Nouveau-Brunswick.....	13
Terre-Neuve-et-Labrador.....	14
La Nouvelle-Écosse.....	14
Le Nunavut.....	18
L'Ontario.....	19
L'Île-du-Prince-Édouard.....	21
Le Québec.....	21
La Saskatchewan.....	23
Objectif 2 : Répondre aux besoins juridiques.....	25
L'Alberta.....	26
La Colombie-Britannique.....	29
Le Manitoba.....	31
Le Nouveau-Brunswick.....	32
Les Territoires du Nord-Ouest.....	33
La Nouvelle-Écosse.....	33
L'Ontario.....	36
L'Île-du-Prince-Édouard.....	38
Le Québec.....	39
La Saskatchewan.....	41
Objectif 3 : Enforcer l'efficacité des tribunaux	42
L'Alberta.....	43
La Colombie-Britannique.....	44
Le Manitoba.....	47
National.....	47

Le Nouveau-Brunswick.....	49
La Nouvelle-Écosse.....	50
L'Ontario.....	52
L'Île-du-Prince-Édouard.....	53
Le Québec.....	53
Le Yukon.....	54
Objectif 4 : Améliorer la justice familiale.....	54
La Colombie-Britannique.....	55
Le Manitoba.....	61
National.....	61
Le Nouveau-Brunswick.....	62
La Nouvelle-Écosse.....	63
L'Ontario.....	64
Le Québec.....	65
La Saskatchewan.....	65
Objectif 5: Travailler Ensemble.....	66
L'Alberta.....	67
Le Manitoba.....	67
La Nouvelle-Écosse.....	69
L'Ontario.....	70
Le Québec.....	71
La Saskatchewan.....	72
Objectif 6: Se donner les moyens.....	73
L'Alberta.....	74
La Colombie-Britannique.....	74
Le Manitoba.....	76
National.....	76
La Nouvelle-Écosse.....	79
L'Ontario.....	80
Le Québec.....	82
Objectif 7: Innover.....	83
La Colombie-Britannique.....	83
Le Manitoba.....	85

La Nouvelle-Écosse	85
L'Ontario	86
Le Québec	87
Objectif 8: Analyser et tirer des leçons	87
La Colombie-Britannique	88
National	88
La Nouvelle-Écosse	90
Le Nunavut	91
L'Ontario	91
Le Québec	93
La Saskatchewan	94
Objectif 9: Améliorer les stratégies de financement	95
L'Alberta	96
La Colombie-Britannique	96
Le Manitoba	96
National	97
Le Nouveau-Brunswick	97
La Nouvelle-Écosse	97
L'Ontario	98
L'Île-du-Prince-Édouard	98
Le Yukon	98

Objectif 1: Régler les problèmes juridiques de la vie quotidienne

Avez-vous déjà lu votre propre contrat de travail? Avez-vous été désigné comme liquidateur (autrefois appelé exécuteur testamentaire) d'une succession? Vous a-t-on envoyé une lettre d'avocat en raison d'un désaccord sur un contrat ou une facture? De nombreux problèmes de tous les jours sont en fait des problèmes juridiques de la vie quotidienne.

Les organismes du secteur de la justice s'efforcent d'aider les gens à cerner et à éviter les problèmes juridiques, à comprendre les options qui s'offrent à eux et à donner les outils nécessaires pour faire le premier pas.

En 2022, les organismes d'accès à la justice ont élargi les initiatives de justice axée sur les personnes en lançant des projets centrés sur les besoins des peuples autochtones, des nouveaux arrivants, des personnes handicapées, des minorités linguistiques, des personnes LBGTQ+, des jeunes et des victimes de violence sexuelle et familiale. Ils ont alors facilité l'accès à leurs documents d'information juridique et de prévention à l'intention du public en créant des bases de données, des services secours et des bibliothèques en ligne ou en améliorant les ressources existantes du genre.

1.1 Sensibiliser le plus tôt possible

Fournir de la vulgarisation juridique ciblée, gratuite et accessible au public sur des questions juridiques fréquentes, sur différents types de solutions et sur le processus visant à faire respecter les droits

1.2 Prévenir

Favoriser les connaissances juridiques de manière à ce que les gens puissent déceler les problèmes juridiques le plus tôt possible, obtenir de l'aide préventive ou proactive et anticiper, éviter ou gérer les problèmes juridiques fréquents

1.3 Offrir une continuité des services

Développer et étendre les services juridiques pour y inclure la continuité complète de l'information, des conseils, des lignes téléphoniques d'assistance, des services en ligne, des services en personne, ainsi qu'une représentation partielle ou complète

1.4 Représenter la société canadienne

Instaurer les services dont les gens ont besoin dans les collectivités où ils habitent avec les ressources leur permettant de surmonter les obstacles auxquels ils font face

L'Alberta

1. Projet de renseignements juridiques sur la location à usage d'habitation

Centre for Public Legal Education Alberta (CPLEA)

Le projet de renseignements juridiques sur la location à usage d'habitation a donné lieu à la création du site Web "Laws for Landlords and Tenants in Alberta" (les lois pour les locataires et les locataires en Alberta). Ce site fournit des renseignements en langage simple sur le droit du logement en Alberta. En outre, le CPLEA livre des présentations à l'échelle de la province sur

les droits des locateurs et des locataires, répond aux questions de référence et élabore des livrets d'information et des modèles d'entente.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.cplea.ca

2. Projet éducatif sur les condominiums

Centre for Public Legal Education Alberta (CPLA)

Le projet éducatif sur les condominiums consiste en un projet continu qui vise à renseigner les Albertains au sujet de leurs droits et obligations en vertu du droit des condominiums. La conception du site Web "Condo Law for Albertans" constituait la première phase du projet. La deuxième phase prévoyait l'élaboration de ressources de renseignements juridiques en langage simple sur les droits et responsabilités des membres d'un conseil de copropriété. Enfin, la troisième phase consistait à examiner et à réviser la documentation créée lors des phases 1 et 2 en vue d'assurer la conformité avec la nouvelle loi et son règlement d'application.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.cplea.ca

3. Projet sur la protection de l'enfance

Centre for Public Legal Education Alberta (CPLA)

Le projet sur la protection de l'enfance est un projet continu. Dans le cadre de celui-ci, le CPLA a effectué une analyse environnementale et une évaluation des besoins afin d'établir de quelles ressources publiques d'éducation juridique ont besoin les Albertains pris en charge par le système de protection de l'enfance ainsi que les fournisseurs de services de première ligne qui leur fournissent une aide.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.cplea.ca

4. Personnes âgées autochtones, immigrantes ou réfugiées : Logement et discrimination

Centre for Public Legal Education Alberta (CPLA)

Personnes âgées autochtones, immigrantes ou réfugiées : Logement et discrimination

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.cplea.ca

5. LawNow

Centre for Public Legal Education Alberta (CPLA)

LawNow est une revue numérique bimestrielle gratuite dans laquelle sont examinés et analysés des enjeux canadiens d'actualité du point de vue de la loi. Il s'agit d'une source d'information fiable sur les lois et processus juridiques canadiens et leur rapport avec la vie au Canada. Le site comprend une base de données interrogeable du numéro actuel et des numéros antérieurs. Les abonnés sont avisés de la publication d'un nouveau numéro par un bulletin d'information envoyé par courriel qui indique le sujet abordé et le rapport spécial.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.cplea.ca

6. Immigration Law Program

Central Alberta Legal Clinic Foundation

En 2022, la clinique a continué de fournir des renseignements juridiques, des ressources et une assistance aux nouveaux arrivants qui ont du mal à obtenir de l'aide par des moyens plus conventionnels. Le défenseur aidera les personnes à remplir et à soumettre les formulaires, à comprendre les procédures, à communiquer avec Immigration Canada et à obtenir les conseils d'un avocat, au besoin.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 770

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.communitylegalclinic.net

La Colombie-Britannique

1. Public Legal Education

Justice Education Society of BC

La Justice Education Society (JES) fournit une gamme de services et de ressources d'éducation juridique afin d'améliorer les compétences juridiques des Britanno-Colombiens. Son programme fondamental est le programme d'éducation du système judiciaire qui fournit une éducation juridique aux étudiants de la Colombie-Britannique et aux membres de la communauté. Il leur permet de visiter des tribunaux dans l'ensemble de la province et de recevoir une formation juridique sur les lois, le système judiciaire et les capacités juridiques de la Colombie-Britannique. La JES dispose d'un programme autochtone qui s'adresse aux communautés autochtones de toute la Colombie-Britannique, et qui aide les jeunes, les aînés et les prestataires de services des communautés autochtones à prendre confiance dans le système judiciaire et à accroître leurs capacités juridiques. La JES propose une formation professionnelle sur une série de sujets liés à la justice aux enseignants, aux travailleurs de l'établissement des immigrants et à une multitude d'autres prestataires de services communautaires de la Colombie-Britannique. En outre, la JES propose une série de sites Web d'éducation juridique, qui aident les enseignants et les prestataires de services à mieux comprendre le système judiciaire de la Colombie-Britannique et à mieux l'enseigner.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 130 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 4, 5, 6

Site web du projet : <https://lawlessons.ca>, CourtsOfBC.ca, YCJA.ca, LegalRightsForYouth.ca
Site web de l'organisation : www.JusticeEducation.ca

2. Legal Help Websites

Justice Education Society of BC

Sites Web d'aide juridique – La Justice Education Society (JES) propose une série de sites Web d'aide juridique qui aident les Britanno-Colombiens à répondre à leurs besoins juridiques. Ces sites sont consultés par le public (y compris les personnes non représentées par un avocat), ainsi que par les professionnels de la justice, les prestataires de services communautaires et d'autres personnes. Les sites Web d'aide juridique de la JES fournissent des renseignements en langage clair sur une série de questions juridiques, afin d'aider les Britanno-Colombiens à mieux répondre à leurs besoins juridiques quotidiens. De nombreux sites d'aide juridique incluent les services d'aide juridique « Ask JES », qui aident les gens à obtenir des réponses à leurs questions juridiques spécifiques.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 400 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 5

Site web du projet : LegalHelpBC.ca, SmallClaimsBC.ca, SupremeCourtBC.ca, CourtOfAppealBC.ca, AdminLawBC.ca, HowToSeparate.ca, FamiliesChange.ca, RentingItRight.ca, LegalRightsForYouth.ca

Site web de l'organisation : www.JusticeEducation.ca

3. Projet d'amélioration du programme LawMatters – Soutenir les bibliothèques publiques en Colombie-Britannique

Courthouse Libraries BC

Le programme LawMatters de l'organisme Courthouse Libraries (CLBC) a travaillé avec 71 réseaux de bibliothèques publiques (plus de 236 succursales) à l'échelle de la province dans les buts suivants : 1) établir et maintenir des collections de documents juridiques fiables et à jour en fournissant des subventions de collection; 2) renseigner le personnel des bibliothèques de sorte qu'il soit à même de répondre aux questions sur les références juridiques, et 3) resserrer les liens entre les bibliothèques et les intermédiaires juridiques.

CLBC est engagé dans ce partenariat depuis 2007. En 2019, le projet a pris de l'expansion grâce à un financement accordé par la Law Foundation of BC, ce qui a permis de bonifier les subventions pour les collections de documents juridiques et d'offrir plus de services de perfectionnement professionnel (en ligne et en personne) à un nombre accru de réseaux de bibliothèques.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.courthouselibrary.ca/our-programs/lawmatters>

Site web de l'organisation : www.courthouselibrary.ca

4. JES Digital Solutions

Justice Education Society of BC

La Justice Education Society (JES) produit des sites Web, des applications et des vidéos qui améliorent l'accès à la justice pour une série d'organisations judiciaires dans le monde entier. Ces ressources en ligne renforcent la capacité des tribunaux et des prestataires de services en

matière de justice à améliorer l'accès à la justice grâce à des solutions numériques. Les solutions numériques de la JES comprennent le développement de sites Web d'information juridique, de parcours guidés d'aide juridique, de plateformes de règlement des différends en ligne, de systèmes de gestion de cas et de centaines de vidéos d'information juridique.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 100 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 5, 7

Site web du projet : VSABC.ca, PacificLegalOutreach.com, AssessmentAppeal.bc.ca, ProvincialCourt.bc.ca, Ayuda.gt

Site web de l'organisation : www.JusticeEducation.ca

5. Everyday Legal Problems

People's Law School

En 2022, la People's Law School a réalisé des contenus Web sur une série de sujets de nature juridique, notamment les accidents, la santé, la location, les strates, le cyclisme, le travail, les petites entreprises, les testaments et la diffamation. Elle a créé 28 nouvelles pages de questions et réponses, 32 nouvelles pages sur des problèmes juridiques de la vie quotidienne et 10 nouveaux webinaires. La People's Law School a utilisé la technologie pour élaborer un robot conversationnel à apprentissage automatique, un système de gestion de contenu autonome et des techniques avancées d'optimisation pour les moteurs de recherche. Elle a également conçu des vidéos et des outils pour promouvoir des modes alternatifs de règlement des conflits et améliorer les compétences en matière de gestion des conflits dans le domaine du droit de la famille.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 1 071 465

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : peopleslawschool.ca ; dialalaw.ca

6. Collaborative Decision-Making Navigator

Mediate BC Society

Le projet des navigateurs des processus de prise de décision collaborative de la Mediate BC Society vise à améliorer l'accès à la justice pour les communautés autochtones et racialisées par le biais d'une éducation juridique publique, d'information sur les ressources et d'un soutien direct aux clients dans le cadre des procédures de protection de l'enfance en Colombie-Britannique. Ce service soutiendra et guidera les familles racialisées dans la compréhension des processus de prise de décision collaborative disponibles lorsqu'elles communiquent avec le ministère du Développement de l'enfance et de la famille (MCFD). Les navigateurs mettront les familles en contact avec les ressources communautaires appropriées et les aideront à participer de manière significative aux processus de prise de décision collaborative. Au fur et à mesure que les familles sont orientées, nous les aidons à trouver les meilleures options disponibles, y compris les soutiens nécessaires (par exemple, avocat, logement, développement familial, lancement d'un processus de prise de décision collaborative – conférence familiale, conférence de planification d'une affaire familiale, médiation). Les navigateurs fournissent des services directs à court terme qui aident les familles à co-crée leur parcours avec le MCFD.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 7

Site web du projet : <https://www.mediatebc.com/for-families/child-protection-navigator>

Site web de l'organisation : www.mediatebc.com

7. Ask JES Legal Help Services

Justice Education Society of BC

« Ask JES » fournit des réponses gratuites aux questions juridiques. Le service répond aux demandes du public sur un éventail de sujets juridiques, en fournissant des renseignements et des références, et non des conseils juridiques. Il est possible d'accéder à Ask JES sur divers sites Web de la JES, y compris LegalHelpBC.ca, ou en appelant le 1-855-875-8867. Le service est disponible en semaine de 11h à 14h et la plupart des demandes reçoivent une réponse dans un délai d'un jour ouvrable. Les services sont disponibles en anglais, ainsi qu'en mandarin, cantonais, punjabi et hindi.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 7 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 5

Site web du projet : LegalHelpBC.ca, SmallClaimsBC.ca, SupremeCourtBC.ca, CourtOfAppealBC.ca, AdminLawBC.ca, HowToSeparate.ca, RentingItRight.ca, LegalRightsForYouth.ca

Site web de l'organisation : www.JusticeEducation.ca

Le Manitoba

1. Workplace Sexual Harassment Hot Line

Community Legal Education Association (Manitoba) Incorporated

La ligne téléphonique sur le harcèlement sexuel au travail de l'Association d'éducation juridique communautaire (Manitoba) fonctionne depuis janvier 2020. En 2022, la ligne d'assistance a reçu plus de 200 appels et courriels de clients. La ligne d'assistance offre aux appelants la possibilité de parler directement à un avocat de leur problème juridique. De là, les clients sont orientés vers la ressource appropriée pour les aider avec leur problème juridique. Ces ressources peuvent être des agences gouvernementales, des organisations à but non lucratif ou des aiguillages vers l'un des avocats du service de référence aux avocats. En plus de fournir des informations juridiques et des références sur le harcèlement sexuel et le droit du travail, les répondants répondent à de nombreux appels portant sur des questions telles que la violence sexuelle, la violence familiale et le harcèlement.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 200

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.communitylegal.mb.ca

2. Resources for Self-Represented Litigants

Community Legal Education Association (Manitoba) Incorporated

Les changements législatifs ont nécessité la mise à jour du guide sur les petites créances, du guide sur le divorce non contesté et du guide sur la succession de l'Association d'éducation juridique communautaire (Manitoba). On a ajouté deux vidéos à la chaîne YouTube de l'Association pour aider les personnes non représentées par un avocat : une vidéo sur le tribunal des petites créances et une sur le système de triage du droit de la famille.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 407

Autres ODJ avancé par ce projet : 2
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.communitylegal.mb.ca

3. Pro Bono 2022

Community Legal Education Association (Manitoba) Incorporated

Les étudiants en droit du programme Étudiants pro bono du Canada ont créé une vidéo pour l'Association d'éducation juridique communautaire (Manitoba) sur la comparution devant un tribunal virtuel. Ils ont également traduit en français les scripts de quatre webinaires et créé quatre autres vidéos en français.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 192
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 6
Site web du projet :
Site web de l'organisation : www.communitylegal.mb.ca

4. Presentations about the Law

Community Legal Education Association (Manitoba) Incorporated

En 2022, pour la première fois depuis le début de la pandémie, l'Association d'éducation juridique communautaire (Manitoba) a été en mesure d'offrir des présentations en personne ainsi que des webinaires, délaissant ainsi progressivement les présentations uniquement en ligne. À l'avenir, l'Association continuera de répondre aux demandes de présentations en personne et tout en maintenant les webinaires en ligne qui peuvent atteindre un public plus large, notamment les personnes vivant dans des zones rurales ou éloignées.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 909
Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.communitylegal.mb.ca

5. Outreach and Communication Strategy

Legal Help Centre of Winnipeg Inc.

Dans le cadre de son plan stratégique 2022, le Legal Health Centre of Winnipeg Inc. a défini quatre objectifs, dont l'un était d'établir des liens : « Nous renforcerons nos relations communautaires, anciennes et nouvelles, en mettant l'accent sur l'établissement de relations authentiques avec les organisations et les dirigeants autochtones dans un cadre de vérité et de réconciliation ». Le centre a commencé à établir des contacts avec des organisations autochtones et métisses de premier plan et de service afin de faire connaître l'organisation et d'instaurer une collaboration pour répondre aux besoins de la communauté. Le centre a également renoué avec la bibliothèque du centre-ville pour participer à son espace de connexion communautaire afin d'offrir au public des informations et un soutien juridiques gratuits et en personne. Le deuxième objectif était de communiquer : En créant un plan de communication et en faisant connaître notre incidence sur les individus, nous pouvons faire œuvre de sensibilisation, établir de nouvelles connexions communautaires et nous positionner en tant que leaders dans l'écosystème de l'accès à la justice. Le centre a lancé une stratégie de communication commune avec d'autres partenaires d'accès à la justice afin d'améliorer l'accès à la justice pour le public.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5, 7
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.legalhelpcentre.ca

6. Law Phone-In & Self-Represented Litigants

Community Legal Education Association (Manitoba) Incorporated

Chaque année, le programme Law Phone-In de l'Association d'éducation juridique communautaire (Manitoba) reçoit un nombre croissant d'appels de personnes non représentées par un avocat. En 2022, ce nombre a atteint un niveau record d'un peu moins de 500. La plupart des demandes concernaient les domaines juridiques suivants : la famille (171), les procédures civiles (121), les testaments et les successions (83), les propriétaires et les locataires (61) et le droit pénal (41). Il y a également eu quelques demandes concernant l'endettement, le droit du travail, l'immobilier et l'immigration. Beaucoup de ces personnes ont eu recours au service à plusieurs reprises pour obtenir de l'aide dans leur cause.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 497
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.communitylegal.mb.ca

7. Law Library Hub

The Law Society of Manitoba

Grâce à des fonds de la Fondation manitobaine du droit, la bibliothèque de droit a continué d'offrir quelques services juridiques limités au public dans le cadre du projet pilote « Law Library Hub ». Le projet pilote a pour but de générer des données sur les besoins juridiques non satisfaits des personnes non représentées, d'accroître la capacité des membres du public à comparaître sans avocat de manière compétente, de donner l'occasion aux intervenants du système de justice de travailler en collaboration sur une initiative destinée à améliorer l'accès à la justice, d'accroître la « littérature juridique » et de donner aux étudiants en droit l'occasion de participer à un apprentissage par l'expérience. Le projet pilote vise à fournir une aide juridique aux personnes qui en ont besoin, au moment où elles en ont besoin. En 2022, les services en personne ainsi que les services à distance et en ligne ont repris.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 40
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 5, 6, 7, 8
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.lawsociety.mb.ca

8. Infojustice Manitoba

Association des juristes d'expression française du Manitoba

Infojustice Manitoba offre des services d'information juridique, d'orientation, et d'accompagnement en français. Ces services sont confidentiels et offerts en personne ou par téléphone. Les services d'Infojustice sont offerts en complémentarité avec plusieurs organismes juridiques, gouvernementaux et communautaires afin de diriger les justiciables vers les ressources d'aide appropriées.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 4 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 5, 6
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : <https://infojustice.ca/>

National

1. Primers for SRLs

[The National Self-Represented Litigants Project](#)

La série de guides du NSRLP à l'intention des plaideurs non représentés a été créée au lancement du NSRLP et continue de croître chaque année. Il s'agit d'un ensemble de guides en langage clair à l'intention de parties non représentées sur une variété de sujets comme les rudiments de la comparution dans une salle d'audience, les processus de règlement, la recherche juridique à l'aide de CanLII, les « Amis McKenzie » (personnes de soutien), la transcription des débats judiciaires, les affidavits, la preuve, les demandes de mesures d'adaptation pour les personnes handicapées, la façon de travailler avec l'avocat de la partie adverse et plus encore. Au cours des dernières années, le NSRLP s'est engagé dans un projet visant à réorganiser et à revitaliser cette série, avec l'aide d'un réviseur spécialisé en langage clair et d'un graphiste.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.representingyourselfcanada.com

2. Online Information Referral for SRLs

[The National Self-Represented Litigants Project](#)

Chaque semaine, des parties non représentées cherchent à obtenir des renseignements et de l'aide. Bien que le NSRLP ne soit pas une clinique juridique et n'ait pas la capacité d'offrir des services ou des conseils juridiques, il fait office de centre d'information susceptible d'être utile aux parties non représentées. Il oriente les parties non représentées vers des renseignements pratiques, y compris ses propres ressources (guides pour les parties non représentées, répertoire des professionnels offrant des services juridiques à moindre coût, etc.) et celles d'autres organismes (Éducation juridique communautaire Ontario, Centre for Public Legal Education Alberta, etc.). Dans la mesure du possible, le NSRLP répond également à des demandes de renseignements précises.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.representingyourselfcanada.com

3. Service essentiel continu : Journée des avocats de service

[Association of Legal Aid Plans](#)

Le 27 octobre est la journée des avocats de service. Lancée par les associations d'aide juridique du Canada, cette journée vise à faire connaître les avocats de service—ces avocats de l'aide juridique qui prodiguent, gratuitement et directement, des conseils juridiques

relativement à des affaires familiales, criminelles ou en matière d'immigration aux personnes vivant au Canada.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.knowduty counsel.ca>

Site web de l'organisation : <https://alap-araj.ca>

4. National Directory of Professionals Assisting SRLs

[The National Self-Represented Litigants Project](#)

Le NSRLP tient à jour un répertoire national de professionnels comprenant des avocats, des parajuristes et d'autres professionnels qui offrent aux parties non représentées des services comme du counseling en santé mentale et un accompagnement en matière de règlement des différends. L'objectif est double : mettre en relation les professionnels qui travaillent à l'élaboration de services novateurs et adaptés dans ce nouveau domaine émergent et fournir des renseignements concrets aux parties non représentées à la recherche de services adaptés à leurs besoins et abordables.

De nombreux avocats et autres professionnels soumettent chaque mois des demandes d'inscription au registre et y sont ajoutés lorsque possible. Le NSRLP n'a pas la capacité d'examiner en détail chaque demande et conseille donc aux plaideurs de toujours faire preuve de diligence raisonnable avant d'engager un professionnel.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : representingyourselfcanada.com

Le Nouveau-Brunswick

1. LieuxPlusSursNB

[Public Legal Education and Information Service of New Brunswick](#)

LieuxPlusSursNB.ca est un site Web comportant des ressources spécialisées pour lutter contre le harcèlement sexuel au travail au Nouveau-Brunswick. En mars 2022, le Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick a organisé le lancement public de www.LieuxPlusSursNB.ca, lequel comprenait des ateliers, des entrevues à la radio, un accroissement de la promotion en ligne et la tenue conjointe d'une conférence de presse avec des partenaires de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick.

L'organisation se prépare à lancer un nouveau service au cours de l'exercice financier à venir qui permettra aux personnes victimes de harcèlement sexuel au travail d'obtenir des conseils juridiques gratuitement pendant 2 heures de la part d'un groupe d'avocats qualifiés. Ce service est le premier en son genre au Nouveau-Brunswick et représente une grande avancée pour les survivants du harcèlement au travail.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://saferplacesnb.ca/fr/>

Site web de l'organisation : <https://www.legal-info-legale.nb.ca>

Terre-Neuve-et-Labrador

1. The Journey Project

Public Legal Information Association of NL

Le projet Journey s'est poursuivi en 2022. Ce projet est mené en collaboration avec le NL Sexual Assault Crisis and Prevention Centre afin d'améliorer le soutien offert aux survivants de violences sexuelles dans le système de justice de Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.). Ce projet permet d'accéder aux services d'une équipe d'accompagnateurs juridiques et d'être orienté vers les avocats participants pour obtenir des conseils juridiques gratuitement. À ce jour, plus de 450 victimes de violences sexuelles à Terre-Neuve-et-Labrador ont tiré profit du projet.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 450

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5, 8

Site web du projet : <https://journeyproject.ca/>

Site web de l'organisation : <https://publiclegalinfo.com/?lang=fr>

2. Newcomers Legal Rights Project

Public Legal Information Association of NL

Le projet sur les droits juridiques des nouveaux arrivants (Newcomers Legal Rights Project) s'est poursuivi en 2022. Ce projet, financé par le gouvernement de T.-N.-L., permet de fournir des documents d'information juridique et une aide juridique aux nouveaux arrivants à Terre-Neuve-et-Labrador.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 250

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5

Site web du projet : www.publiclegalinfo.com

Site web de l'organisation : <https://publiclegalinfo.com/?lang=fr>

3. Labrador Office

Public Legal Information Association of NL

En 2022, la Public Legal Information Association of Newfoundland & Labrador (PLIAN) a continué de fournir un soutien juridique et de la formation aux habitants du Labrador à partir du bureau de Happy Valley-Goose Bay.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 500

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 5, 8

Site web du projet : www.publiclegalinfo.com

Site web de l'organisation : <https://publiclegalinfo.com/?lang=fr>

La Nouvelle-Écosse

1. Guide d'information juridique à l'intention des jeunes

Legal Information Society of Nova Scotia

Le "Youth Legal Information Guide" (guide d'information juridique à l'intention des jeunes) est le fruit de consultations avec la communauté au sujet des caractéristiques du programme et des renseignements à fournir. En tout, 90 jeunes de partout en Nouvelle-Écosse ont répondu au

sondage, ce qui a permis d'obtenir une idée générale du contenu à fournir et des méthodes à privilégier pour ce faire. De plus, 13 jeunes ont été consultés dans le cadre d'entrevues approfondies au sujet de leurs expériences avec le système de justice. Ajoutons que 583 fournisseurs de services ont été consultés en 2022. Les prochaines étapes consistent à passer en revue les thèmes à aborder dans le contenu ainsi qu'à élaborer un plan de conception qui tiendra compte des commentaires reçus.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 5, 6, 7, 8
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.legalinfo.org

2. Tipping the Scales Program

Stepping Stone

Le programme Tipping the Scales mené par l'organisme Stepping Stone a continué de fournir des services en 2022. Ce programme aide les travailleurs du sexe (anciens et actuels) qui ont des démêlés avec le système de justice pénale. L'agent correctionnel et de soutien au tribunal rencontre les utilisateurs du programme au centre correctionnel, assiste aux audiences, aux réunions concernant la probation, etc. Il défend les intérêts des utilisateurs du programme tout au long de leur parcours dans le système de justice. Les services fournis par l'agent correctionnel et de soutien au tribunal comprennent un soutien individuel au tribunal et la défense des droits; des renseignements destinés à aider les personnes à comprendre les accusations et leurs droits, options et obligations dans le système de justice; un accompagnement des personnes au tribunal pour leur expliquer la procédure, les ordonnances et les peines; des activités de sensibilisation dans les prisons (réunions hebdomadaires avec des clients de l'établissement correctionnel Central Nova) et une orientation vers des services ou des organismes afin d'élaborer un plan et une stratégie de libération.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 620
Autres ODJ avancé par ce projet : 2
Site web du projet :
<https://steppingstonens.ca/tipping-the-scales/>
Site web de l'organisation : www.nslawfd.ca

3. The Elizabeth Fry Societies of Mainland Nova Scotia and Cape Breton

The Elizabeth Fry Societies of Mainland Nova Scotia and Cape Breton

En 2022, les sociétés Elizabeth Fry de la Nouvelle-Écosse continentale et du Cap-Breton ont continué de fournir des services dans leurs collectivités. Il s'agit d'organismes de bienfaisance à but non lucratif qui travaillent auprès des femmes et des filles pour favoriser la réinsertion, la réadaptation et la prise en charge personnelle et pour s'attaquer aux causes profondes de la criminalisation.

Les programmes provinciaux et fédéraux de défense des intérêts soutiennent les femmes qui sont incarcérées dans l'établissement Nova pour femmes et dans l'établissement correctionnel Central Nova et les aident afin d'assurer une transition en toute sécurité vers la collectivité. Les programmes éducatifs portent notamment sur les sujets suivants : comprendre la colère, les limites pour les femmes, la prévention des rechutes et le programme « Stop-lifting » sur la prévention des vols, la gestion des conflits et la communication efficace. Tous les programmes ont été conçus expressément pour les femmes. Ils fournissent également un logement sûr et abordable aux femmes pendant une période pouvant aller jusqu'à un an.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 1 800
Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : <https://efrymns.ca> ;
<https://www.efrycb.com>
Site web de l'organisation : www.nslawfd.ca

4. Support for Supreme Court Free Legal Clinic

[Access to Justice & Law Reform Institute of Nova Scotia](#)

L'Access to Justice & Law Reform Institute de la Nouvelle-Écosse a élaboré des manuels de base sur les procédures civiles devant être distribués à la clinique juridique gratuite de la Cour suprême.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : www.nsrpe.com
Site web de l'organisation : www.lawreform.ns.ca

5. PLEI Estate Planning Community Outreach

[Legal Information Society of NS](#)

La Legal Information Society de la Nouvelle-Écosse (LISNS) a organisé des séances d'information sur les testaments et la planification successorale dans les communautés de Nouvelle-Écosse, en partenariat avec les bibliothèques publiques. Ces séances fournissent de l'information actualisée sur la législation récemment mise à jour de la Nouvelle-Écosse en matière de procuration, ainsi que des conseils sur la planification testamentaire et la rédaction d'une directive personnelle en matière de soins de santé, en mettant l'accent sur l'application « Personal Directive » de la LISNS, qui aide une personne à rédiger une directive personnelle, et sur les services sur la directive personnelle (Personal Directive Navigator Services) qui fournissent un processus de correspondance en ligne pour recevoir une assistance personnelle par téléphone. La LISNS a organisé plus de 12 séances remplies au maximum et en proposera d'autres en 2023.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 300
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 5, 6, 8
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.legalinfo.org

6. Moving Beyond the Binary to support Trans, Non-Binary and Gender Diverse Communities

[Legal Information Society of NS](#)

Avec le soutien du Conseil consultatif sur la condition féminine de la Nouvelle-Écosse, la Legal Information Society de la Nouvelle-Écosse a élaboré un guide à l'intention des employeurs et des prestataires de services intitulé « Moving Beyond the Binary to support Trans, Non-Binary and Gender Diverse Communities » (Au-delà de la conception binaire pour soutenir les communautés trans, non binaires et de genres divers). Le guide a connu un énorme succès, attirant l'attention d'autorités nationales et provinciales, et des séances d'information ont été organisées à la demande dans tout le Canada. Ce guide de 70 pages a pour but d'améliorer l'inclusion des personnes de diverses identités de genre dans tous les espaces. Le 31 mars 2022, pour souligner la Journée internationale de visibilité transgenre, la LISNS a lancé le

guide, rejoignant plus de 300 employeurs et organisations communautaires dans toute la province pour annoncer la nouvelle trousse d'outils. La LISNS est fière de pouvoir fournir un modèle stratégique d'inclusion de la diversité des genres, de nombreuses ressources et de l'information facile à comprendre, des vidéos, une galerie de portraits de tous les participants queers et des ateliers gratuits de deux heures dans le cadre de ce guide.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 2 600

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5, 7, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.legalinfo.org

7. Aller au-delà du binaire

Legal Information Society of Nova Scotia

En 2022, la LISNS a lancé sa publication "Moving Beyond the Binary" (aller au-delà du binaire) dans les milieux de travail néo-écossais. Ce guide de 70 pages vise à favoriser l'inclusion de personnes de diverses identités de genre dans tout milieu. L'équipe chargée du projet a rédigé le guide à la suite de dix mois de consultations avec la communauté queer, apprenant par l'expérience afin d'élaborer une ressource empreinte du sens voulu. Le 31 mars 2022, en reconnaissance de la Journée internationale de visibilité transgenre, la LISNS a lancé le guide "Moving Beyond the Binary", communiquant avec plus de 300 employeurs et organismes communautaires à l'échelle de la province afin d'annoncer la nouvelle trousse d'outils. En guise de prolongement de ce projet, la LISNS s'est associée à la Municipalité régionale d'Halifax afin d'aider à orienter l'élaboration d'un document d'inclusion dans le milieu de travail.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 5, 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.legalinfo.org

8. Let Me Be Me: A Legal Information Guide to Canada's Conversion "Therapy" Ban.

Legal Information Society of NS

« Let Me Be Me : A Legal Information Guide to Canada's Conversion "Therapy" Ban », un guide d'information juridique sur l'interdiction des thérapies de conversion par le Canada, élaboré par la Legal Information Society de la Nouvelle-Écosse, comprend un guide de 40 pages les éléments suivants liés à l'initiative :

- Une série de balados en six épisodes
- 10 portraits et citations personnalisées de survivants des thérapies de conversion*, de leaders religieux, de défenseurs des droits et d'éducateurs queers
- Des éléments d'art communautaire, notamment :
- Une reconnaissance visuelle des terres par l'artiste mi'kmaq Whitney Gould
- Un poème d'un survivant de la thérapie de conversion*
- Une courte vidéo présentant les points clés du guide
- Un site Web regroupant tous les éléments de ce projet : www.legalinfo.org/letmebeme

Ce projet a permis aux survivants de s'exprimer et de raconter leur histoire.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 3 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5, 6, 7, 8

Site web du projet : www.legalinfo.org/letmebeme

Site web de l'organisation : www.legalinfo.org

9. Justice Matters for Women : Rural Outreach in Antigonish and Guysborough Counties

Antigonish Women's Centre

En 2022, l'Antigonish Womens Centre a poursuivi le programme Justice Matters for Women : Rural Outreach in Antigonish and Guysborough Counties. Ce programme met à la disposition des personnes un travailleur de proximité qui peut les aider à résoudre des problèmes, leur apporter un soutien émotionnel et une aide en cas de crise sur toute une série de questions touchant les femmes. Le travailleur peut aider les personnes à parler et les accompagner lors de rendez-vous auprès de services, d'agences, d'institutions, de tribunaux, de rendez-vous juridiques, de rendez-vous médicaux et de réunions et de programmes liés au droit.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 850

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 5

Site web du projet : awrcsasa.ca

Site web de l'organisation : www.nslawfd.ca

10. Coverdale Courtwork Society

Coverdale Courtwork Society

La Coverdale Courtwork Society a continué à fournir des services en 2022. Il s'agit d'une organisation à but non lucratif qui soutient les femmes, les filles, les personnes trans, non binaires et bispirituelles touchées par le système de justice pénale. La société travaille dans les tribunaux provinciaux et fédéraux, dans les prisons et dans la communauté. Les services aident les femmes et les personnes trans à faire face aux maladies mentales, aux traumatismes et aux dépendances, à trouver un emploi et un logement, à rétablir les liens avec la communauté et à s'efforcer de guérir, de changer et de s'épanouir. Les programmes et les services sont conçus et structurés de manière à offrir un continuum de soins qui tient compte des besoins des femmes, des filles, des personnes trans, non binaires et bispirituelles; à communiquer avec les personnes ayant des démêlés avec la justice; à assurer une présence dans les tribunaux chaque jour (Halifax/Dartmouth/Tribunal de la santé mentale/Tribunal de la jeunesse); à fournir des renseignements et un soutien émotionnel pendant la procédure judiciaire; à visiter les institutions fédérales et provinciales pour offrir des conseils, des programmes, des renseignements et une aide à la planification de la libération.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 860

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5

Site web du projet : <https://www.coverdale.ca>

Site web de l'organisation : www.nslawfd.ca

Le Nunavut

1. Prevention of Harassment: Sexual Harassment in the Workplace and Gender-Based Violence in Nunavut

Law Society of Nunavut

Le projet sur la prévention du harcèlement : le harcèlement sexuel en milieu de travail et la violence fondée sur le sexe au Nunavut abordent deux questions principales. Tout d'abord, le projet traite du harcèlement sexuel en milieu de travail au Nunavut. Ensuite, le projet aborde d'autres formes de harcèlement et de violence fondée sur le sexe qui sont plus pertinents dans

le contexte unique du Nunavut. Le projet est réalisé dans le cadre d'ateliers organisés sur l'ensemble du territoire, de campagnes de vulgarisation juridique et de l'accessibilité des conseils et des informations juridiques. L'objectif principal du projet est de favoriser l'élimination du harcèlement et de la violence fondée sur le sexe au Nunavut, en adoptant une approche qui tient compte des traumatismes.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 279

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 6

Site web du projet : <https://www.lawsociety.nu.ca/index.php/en/prevention-harassment>

Site web de l'organisation : https://www.lawsociety.nu.ca/en/home?language_content_entity=en

L'Ontario

1. Steps to Justice/ Justice pas-a-pas

CLEO (Community Legal Education Ontario / Éducation juridique communautaire Ontario)

En 2022, le programme Justice pas-à-pas d'Éducation juridique communautaire Ontario (CLEO) a continué d'aider les personnes à saisir des renseignements de base et à produire une lettre qu'elles peuvent envoyer à l'autorité compétente. De nombreuses personnes analphabètes, qui n'ont pas les aptitudes linguistiques nécessaires, ou qui subissent le stress d'un problème juridique, éprouvent des difficultés à rédiger des lettres simples susceptibles d'améliorer leur situation. CLEO a développé des outils interactifs pour créer des lettres de demande d'examen interne, dans le cadre du processus d'appel des décisions du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, ainsi qu'une lettre de demande de relevé d'emploi, nécessaire pour faire une demande d'assurance-emploi. CLEO a également élaboré une demande de réparation et d'entretien pour les locataires qui ne savent pas lire et écrire ou qui ne parlent pas couramment le français ou l'anglais. L'outil présente des illustrations de différentes pièces d'un appartement afin que les personnes puissent entourer les problèmes qu'elles rencontrent. Ces outils sont accessibles en répondant à des questions pertinentes sur le site Web Justice pas-à-pas.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.cleo.on.ca/fr

2. Promoting Access to Justice for Indigenous Peoples and Communities

Law Society of Ontario

En 2022, le Barreau de l'Ontario a continué à s'engager dans plusieurs initiatives visant à améliorer l'accès à la justice pour les peuples et les communautés autochtones dans le cadre de son objectif plus large de promotion de la réconciliation avec les peuples autochtones.

Le Barreau de l'Ontario a amélioré ses procédures réglementaires pour les questions concernant les plaignants et les titulaires de permis autochtones, notamment en mettant en œuvre une procédure spéciale pour traiter les plaintes des Autochtones concernant la réglementation, en examinant et en améliorant les politiques et les pratiques existantes pour s'assurer qu'elles sont culturellement appropriées, et en continuant à fournir une formation de sensibilisation culturelle au personnel. En octobre 2022, le Barreau a lancé un supplément au Guide pour les avocats qui travaillent avec des parties autochtones afin d'aider les avocats et

autres intervenants du système de justice civile et pénale canadien à en savoir davantage sur les cultures autochtones et à fournir des services juridiques d'une manière culturellement appropriée.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5

Site web du projet : [https://lawsocietyontario.azureedge.net/media/lso/media/lawyers/practice-supports-resources/equity-supports-resources/first-supplement-to-the-guide-for-lawyers-working-with-indigenous-peoples-final-\(english\)_aoda.pdf](https://lawsocietyontario.azureedge.net/media/lso/media/lawyers/practice-supports-resources/equity-supports-resources/first-supplement-to-the-guide-for-lawyers-working-with-indigenous-peoples-final-(english)_aoda.pdf)

Site web de l'organisation : <https://lso.ca/accueil>

3. Guided Pathways

CLEO (Community Legal Education Ontario / Éducation juridique communautaire Ontario)

En 2022, le programme Parcours guidés de CLEO a continué de proposer aux personnes des entretiens interactifs pour remplir des formulaires judiciaires et des documents juridiques. Le programme Parcours guidés permet d'accéder à des outils interactifs en ligne, de remplir des formulaires juridiques, de rédiger des lettres et de déterminer les prochaines étapes. Ces parcours aident les personnes à établir un pouvoir de procuration sur les biens; à établir un pouvoir de procuration relatif au soin de la personne; et à annuler une ancienne procuration. Les personnes peuvent également préparer les documents nécessaires à la planification successorale. Une personne possédant un petit nombre de biens peut utiliser le programme Parcours guidés pour créer un testament simple et désigner un exécuteur testamentaire qui paiera ses dernières factures, remplira sa dernière déclaration d'impôts et distribuera les biens de sa succession.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5, 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.cleo.on.ca/fr

4. Birth Certificate ID Clinics

Lakehead University Community Legal Services

Les cliniques d'identification et de certificat de naissance des services juridiques communautaires de l'Université Lakehead aident les personnes à faible revenu du district de Thunder Bay et des régions éloignées du nord-ouest de l'Ontario à présenter des demandes d'actes de naissance, principalement pour l'Ontario et le Manitoba. Elles organisent des cliniques d'identification auxquelles le public peut assister et aident d'autres agences de première ligne à organiser des cliniques d'identification. Elles remplissent les demandes et assurent un suivi jusqu'à la réception de l'acte de naissance. L'acte de naissance est une pièce d'identité importante et vitale dont de nombreuses personnes vulnérables ont besoin pour accéder aux nécessités les plus élémentaires de la vie.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 200

Autres ODJ avancé par ce projet : 5, 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.lakeheadlegal.ca

L'Île-du-Prince-Édouard

1. Renting PEI

Community Legal Information

La location à l'Î.-P.-É. est un projet de Community Legal Information, financé par le gouvernement provincial de l'Î.-P.-É. La location à l'Î.-P.-É. aide les locataires et les propriétaires de l'Î.-P.-É. en leur fournissant des informations juridiques, des références et un soutien pendant le processus d'audience de location. La location à l'Î.-P.-É. propose également des ateliers sur les droits et les responsabilités des locataires et des propriétaires. La location à l'Î.-P.-É. a créé plusieurs publications en 2022, notamment « La location à l'Î.-P.-É. : Un guide pour les locataires » et « La location à l'Î.-P.-É. : Un guide pour les propriétaires. »

Nombre de personnes affectées par ce projet : 947

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : <https://www.rentingpei.ca/fr/home>

Site web de l'organisation : <https://legalinfopei.ca/?lang=fr>

Le Québec

1. Site Web d'Éducaloi et réseaux sociaux

Éducaloi

Le site Web educaloi.qc.ca est au cœur des activités d'Éducaloi. Avec plus de 1700 contenus de vulgarisation et d'éducation juridiques en ligne, disponibles aussi bien en français qu'en anglais, le site Web attire près de 8 millions de visites chaque année, dont plus de 1,6 million sur nos articles anglophones. Plusieurs des articles réussissent à attirer plus de 100 000 vues par année. Le site Web couvre une large étendue de sujets incluant le droit du travail, le droit du logement, les soins de santé ou encore les lois protégeant les populations vulnérables. Au total, Éducaloi a 70 000 abonnements à ses comptes sur les réseaux sociaux et à nos différentes infolettres, ainsi que plus de 12 millions de pages vues.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 6 190 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://educaloi.qc.ca/>

2. Outils OBNL

Éducaloi

Les OBNL anglophones au Québec manquent de ressources d'informations juridiques fiables et à jour.

Le projet se décline en 3 volets. Il permet d'outiller le secteur communautaire grâce à :

- Des articles Web et des outils pratiques adaptés aux différents besoins ciblés (procédures guidées, listes de contrôle, etc).
- La création et l'animation d'ateliers d'information et d'éducation juridique conjointement avec des organisations locales spécialisées pour accompagner les OBNL.
- La mise en place de communautés de pratiques et l'accompagnement par des avocats spécialisés.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 14 600

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : <https://educaloi.qc.ca/en/web-guide/creating-a-non-profit/>;
<https://educaloi.qc.ca/en/web-guide/being-on-a-non-profits-board-of-directors/>;
<https://educaloi.qc.ca/en/web-guide/running-a-non-profit/>

Site web de l'organisation : <https://educaloi.qc.ca/>

3. Logement au Québec : quels sont vos droits?

Éducaloi

Éducaloi a développé un dépliant sous forme de bande dessinée qui fait un tour d'horizon en six thématiques du droit en matière de location de logement au Québec. Ce dépliant dirige également le lectorat vers des articles juridiques plus complets sur chacune des thématiques abordées. Tous les articles mentionnés dans le dépliant sont disponibles sur le site d'Éducaloi. Étant donné que le document était conçu dans le cadre du projet qui vise à desservir les personnes nouvellement arrivées, il a été adapté et publié en sept différentes langues : français, anglais, arabe, espagnol, urdu, punjabi, et hindi.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 300

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : <https://educaloi.qc.ca/publications/logement-au-quebec-quels-sont-vos-droits/>

Site web de l'organisation : <https://educaloi.qc.ca/>

4. Knowledge Is Power: Empowering BIPOC Communities Through Legal Education

Éducaloi

Au cours des deux dernières années, notre équipe responsable des communautés anglophones a mis sur pied l'atelier « Knowledge Is Power », un projet d'éducation juridique visant à habiliter les communautés autochtones, noires et de couleur à travers le Québec. Pour élaborer un projet reflétant les besoins de notre public cible, nous avons consulté de nombreuses organisations qui travaillent avec cette communauté.

Le projet vise les objectifs suivants :

- Encourager l'intérêt des jeunes pour le système juridique.
- Éduquer les communautés autochtones, noires et de couleur sur les aspects juridiques de leur vie.
- Développer des compétences juridiques et établir un organisme juridique.
- Réduire l'impact du racisme et de la discrimination sur les jeunes autochtones, noires et de couleur afin qu'ils puissent participer activement à la société.

Pour ce faire, nous avons mis en place des ateliers portant sur les thèmes suivants :

- L'emploi et de l'entrepreneuriat
- Le logement
- La participation citoyenne

Cette année, nous avons créé et animé trois ateliers interactifs qui ont connu un grand succès : location 101, rénovictions et augmentation de loyer.

La stratégie d'autonomisation consiste à faire agir les participants à des moments clés de leurs interactions avec des personnes qui pourraient essayer de tirer profit de leur position.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 1 300

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://educaloi.qc.ca/>

5. Entrée en vigueur de la Loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité : Révision, mise à jour, création et diffusion des contenus d'Éducaloi affectés

Éducaloi

Le 1er novembre 2022, la Loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité est entrée en vigueur, modifiant les règles des régimes de protections. Maintenant, toute personne majeure peut être assistée pour prendre soin d'elle-même en respectant son autonomie, ses forces et limitations. Ces changements ont eu un impact majeur sur plusieurs de nos contenus, destinés aussi bien à un public général qu'à une clientèle vulnérable que nous avons choisi de privilégier dans nos activités, dont les personnes âgées et leurs proches. Ce projet réalisé par l'équipe d'Éducaloi de vulgarisateurs juridiques, avec la contribution financière de plusieurs bailleurs de fonds, consistait à réviser, mettre à jour, bonifier et diffuser des contenus affectés par la Loi. Il a permis d'augmenter auprès des publics concernés la portée et la compréhension des modifications apportées par la Loi.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 50 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://educaloi.qc.ca/>

La Saskatchewan

1. Targeted Family Law Information for Newcomers and Others

Public Legal Education Association of Saskatchewan (PLEA)

Dans le cadre du projet de renseignements ciblés sur le droit de la famille pour les nouveaux arrivants et d'autres personnes (Targeted Family Law Information for Newcomers and Others) de la PLEA, une série de brochures sur certains sujets liés à la Loi sur le divorce modifiée a été réalisée et les renseignements sur le droit de la famille sur le site Web de la PLEA destiné aux nouveaux arrivants, newli.plea.org (en anglais seulement), ont été mis à jour. Ces renseignements s'adressent aux nouveaux arrivants au Canada et ont été mis au point en partenariat avec des organismes destinés aux nouveaux arrivants de toute la province. Il est particulièrement intéressant de noter que les brochures ont également été traduites dans quatre langues couramment parlées par les nouveaux arrivants en Saskatchewan (persan, arabe, tigrina et mandarin). Les thèmes abordés en matière de droit de la famille sont la séparation et le divorce, les ententes parentales, la violence familiale et les ordonnances parentales. Des envois ciblés permettront de mieux faire connaître les ressources. Ces brochures s'adressent principalement aux nouveaux arrivants au Canada, mais elles seront également très utiles à toute personne s'intéressant au sujet. Deux mille exemplaires de chacun des quatre titres, chacun en cinq langues, ont été imprimés pour un total de quarante mille brochures.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 3, 4

Site web du projet : <http://newli.plea.org/>

Site web de l'organisation : <https://www.plea.org/> ; <https://www.saskinfojustice.ca/>

2. Saskatchewan Legal Information Guidelines

Law Society of Saskatchewan

En 2022, la Law Society of Saskatchewan a publié une édition révisée de ses lignes directrices sur l'information juridique (Legal Information Guidelines), intégrant les commentaires fournis par plus de 500 participants aux séances de consultation organisées en 2021-2022.

Les lignes directrices vont dans le sens des recommandations formulées par le groupe de travail sur les services juridiques de la Saskatchewan en réduisant les obstacles aux services juridiques et en favorisant la diffusion et l'utilisation d'informations juridiques crédibles. Les lignes directrices révisées facilitent l'accès à l'information juridique en Saskatchewan et définissent ce qu'est l'information juridique; qui peut fournir des informations juridiques; les considérations pour le public; les considérations pour les fournisseurs d'information juridique; et les principales ressources juridiques en Saskatchewan.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : www.lawsociety.sk.ca/initiatives/access-to-justice/legal-information-guidelines/

Site web de l'organisation : www.lawsociety.sk.ca

3. Saskatchewan Access to Legal Information (SALI)

CREATE Justice

Le projet Saskatchewan Access to Legal Information (SALI) est un partenariat dynamique entre des fournisseurs d'informations, des intermédiaires de confiance, des acteurs de la justice et des organisations communautaires, qui s'efforcent d'améliorer l'accès à l'information juridique dans la province de Saskatchewan. Puisqu'il s'agit d'une composante essentielle de l'accès à la justice, il est important que le public puisse trouver et accéder à l'information juridique. Les bibliothèques sont des environnements accueillants présents dans de nombreuses communautés et le personnel des bibliothèques, en tant que professionnels de l'information, aide le public à relever et à localiser des informations juridiques crédibles.

L'un des principaux objectifs du projet SALI en 2022 était de continuer à fonder sa programmation sur des données et des éléments probants. Les acteurs de la justice de toute la province ont travaillé ensemble pour créer un schéma d'information mettant en évidence les besoins en matière de justice juridique en Saskatchewan et les ressources d'information juridique associées. Dans le cadre de la semaine de l'accès à la justice, le projet SALI a créé et promu le schéma d'information ci-dessous sur l'accès à l'information juridique en Saskatchewan. Dans le cadre de la semaine de l'accès à la justice, le projet SALI a créé et promu le schéma d'information ci-dessous sur l'accès à l'information juridique en Saskatchewan.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 5, 6, 7, 8

Site web du projet : <https://www.lawsociety.sk.ca/wp-content/uploads/2022/10/SK-Legal-Infographic-WEB.pdf>

Site web de l'organisation : law.usask.ca/createjustice

4. Improving Access to Justice for Indigenous Communities

Public Legal Education Association of Saskatchewan (PLEA)

La Public Legal Education Association of Saskatchewan a lancé un projet visant à améliorer l'accès à la justice des collectivités autochtones (Improving Access to Justice for Indigenous

Communities). Il s'agit d'un projet d'une durée de quatre ans qui comprendra des partenariats avec les collectivités autochtones de la Saskatchewan pour créer des ressources en langage simple afin de répondre (après avoir élaboré un plan formel et mené des consultations pour évaluer les besoins) aux besoins de ces collectivités en matière d'information juridique. Des documents imprimés et en ligne, y compris ceux destinés aux écoles, s'adresseront à des personnes de différents groupes d'âge, des jeunes de niveau secondaire jusqu'aux Aînés. Des vidéos montrant des membres de la collectivité s'exprimant dans leur langue autochtone seront également incluses.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5, 6

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.plea.org/> ; <https://www.saskinfojustice.ca/>

5. Family Law Saskatchewan

Public Legal Education Association of Saskatchewan (PLEA)

Le site Web de la PLEA sur le droit de la famille en Saskatchewan est conçu pour aider les personnes en Saskatchewan qui sont confrontées à une séparation ou à un divorce et qui n'ont pas d'avocat. Les personnes qui ont un avocat peuvent également trouver ces renseignements utiles. Il existe un outil gratuit pour créer des ententes que les personnes peuvent utiliser pour résoudre leurs problèmes familiaux au moyen d'une entente. Si l'affaire doit être portée devant un tribunal, l'assistant de formulaires gratuit déterminera quels formulaires du tribunal sont requis et produira des formulaires prêts à être remplis en utilisant un format de questions et de réponses en langage clair. Une assistance par courriel est offerte pour l'outil de création d'ententes et l'assistant de formulaires.

Le site comprend également un outil d'élaboration de plan de sécurité pour les personnes victimes de violence conjugale.

Il contient également des vidéos d'orientation qui permettent de faire un usage optimal des ressources.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 34 800

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4

Site web du projet : <https://familylaw.plea.org/> ; famli.plea.org

Site web de l'organisation : <https://www.plea.org/> ; <https://www.saskinfojustice.ca/>

Objectif 2 : Répondre aux besoins juridiques

Tenter de régler votre problème juridique peut être une expérience déroutante, stressante et coûteuse. Lorsque vous avez besoin d'aide, vous en avez besoin dans une langue que vous comprenez, dans un endroit auquel vous avez accès et pour des services que vous avez les moyens de payer.

Les organismes du secteur de la justice du Canada s'efforcent d'offrir de l'aide en matière juridique à un plus grand nombre de personnes et ce, de plusieurs façons. Nous élargissons l'éventail des options pour résoudre vos problèmes, nous faisons appel à la technologie pour vous aider où que vous soyez et nous soutenons les services d'aide juridique et les services juridiques bénévoles pour les personnes les plus mal desservies.

En 2022, les organismes ont interprété les besoins juridiques de manière plus générale, considérant alors l'accès à la justice comme une question multisectorielle. Les projets d'accès à la justice portaient sur une diversité d'aspects allant de la protection des investisseurs aux questions de droit pénal, en passant par les petites entreprises, les testaments et les successions, le logement, l'emploi, le harcèlement, le divorce, les droits des enfants, l'immigration, la pauvreté et la santé mentale.

2.1 Mettre l'accent sur les besoins juridiques pour tous

Chercher à combler les lacunes en matière de services pour les services juridiques essentiels de base, notamment en droit de la famille, des testaments, de l'emploi, du logement et de la consommation

2.2 Encourager l'innovation

Développer et élargir les solutions de rechange pour obtenir de l'aide juridique, notamment différents types de professionnels, de partenariats ou de manières de travailler

2.3 Élargir la portée de l'aide juridique

Rendre l'aide juridique accessible à davantage de personnes et faire en sorte qu'elle permette de traiter un éventail plus vaste de problèmes juridiques

2.4 Mettre l'accent sur l'accès à la justice

Mettre l'accent sur la responsabilité des avocats et des parajuristes de remédier aux lacunes liées à l'accès à la justice

L'Alberta

1. Groupe sur les procès criminels

Legal Aid Alberta

Ce nouveau groupe sur les procès criminels protège les droits des clients au pénal, bon nombre desquels sont aux prises avec des problèmes de santé mentale, de logement ou de toxicomanie. Les avocats fournissent des services intégraux aux clients, tout au long des processus de procès et d'appel. Le groupe emploie une approche globale pour appuyer ces clients aux besoins complexes. À la fin de sa première année, le groupe comptait des dossiers actifs pour quelque 265 adultes et 300 jeunes.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 565

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.legalaid.ab.ca/about/laa-initiatives/criminal-trial-group/>

Site web de l'organisation : <https://www.legalaid.ab.ca/>

2. Alliance albertaine pour la sécurité des animaux et des personnes)

Centre for Public Legal Education Alberta (CPLEA)

L'Alberta Alliance for the Safety of Animals and People (AASAP) consiste en un partenariat d'organismes sans but lucratif, gouvernementaux et de services aux victimes de l'Alberta qui aident à la fois les victimes animales et les victimes humaines de la violence au foyer.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.cplea.ca

3. Clinic Program

[Central Alberta Legal Clinic Foundation](#)

En 2022, la clinique a continué à fournir des services d'orientation vers les ressources juridiques et des conseils juridiques sommaires dispensés par des avocats bénévoles aux personnes à faible revenu dans l'ensemble de l'Alberta.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 5 200
Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.communitylegalclinic.net

4. Edmonton Community Legal Centre

[Edmonton Community Legal Centre](#)

L'Edmonton Community Legal Centre offre un soutien juridique et un accompagnement aux personnes dans les domaines du droit civil, du droit de la famille et du droit de l'immigration. Le centre dispose également d'un programme appelé Social Benefits Advocacy (défense des prestations sociales) qui aide les personnes ayant des difficultés à accéder aux prestations financières et aux aides au revenu dont elles ont besoin. Il offre également des possibilités d'apprentissage et de perfectionnement dans le cadre d'une formation juridique publique. Il coordonne également des services par l'intermédiaire de Grande Prairie Legal Guidance, leur site partenaire basé à Grande Prairie.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 4, 5
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.eclc.ca

5. Follow-Up Program

[Central Alberta Legal Clinic Foundation](#)

En 2022, la clinique a continué à fournir l'assistance d'avocats salariés pour des services tels que des conseils juridiques étendus, la préparation de documents et la représentation.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 326
Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.communitylegalclinic.net

6. Améliorer la qualité de la représentation

[Legal Aid Alberta](#)

Legal Aid Alberta a établi trois groupes spécialisés d'avocats figurant sur sa liste ayant un intérêt, une aptitude et une expérience dans la représentation (a) de jeunes faisant face à des accusations criminelles, (b) d'enfants dans le cadre d'affaires parentales hautement conflictuelles, et (c) de plaignants et de témoins ayant le droit de répondre à des demandes au

cours d'une poursuite au criminel (il s'agit souvent de procès sur une infraction sexuelle au cours duquel les antécédents médicaux et sexuels du plaignant sont remis en cause). La création de ces groupes accroît la qualité de la représentation, permet à un groupe sélectionné d'effectifs et d'avocats figurant sur la liste d'acquérir de l'expérience dans un domaine de pratique unique et fait en sorte que des Albertains désavantagés sont représentés par des avocats possédant une formation et une expérience spécialisées.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.legalaid.ab.ca/about/laa-initiatives/lawyer-panels/>

Site web de l'organisation : <https://www.legalaid.ab.ca/>

7. Legal Clinic

Lethbridge Legal Guidance (LLG)

Lethbridge Legal Guidance (LLG) fournit des conseils juridiques gratuits aux personnes à faible revenu ou confrontés à d'autres obstacles à l'accès au système judiciaire. Avec l'aide d'avocats bénévoles, dans le cadre de cliniques, de formations juridiques publiques, d'événements « Demandez à un avocat » et « Renseignez-vous avant de partir », et d'autres services similaires, LLG veille à ce que les membres les plus vulnérables de la communauté bénéficient de l'assistance juridique nécessaire.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 475

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 4, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.lethbridgelegalguidance.ca/>

8. Projet pilote d'élimination des obstacles à la justice

Legal Aid Alberta

Le projet pilote d'élimination des obstacles à la justice aide les Albertains ayant un accès extrêmement limité à un téléphone à demander un soutien à Legal Aid Alberta en permettant à des personnes désignées de traiter l'information en leur nom. Une personne désignée, comme un avocat de service, un juge de paix spécialiste de la libération sous caution ou un partenaire de confiance du système de justice, comme l'organisme Native Counselling Services of Alberta, recueille les renseignements généraux concernant une personne au moyen d'un formulaire sécurisé en ligne. Ensuite, des membres de l'équipe du centre de contact enregistrent les renseignements et entament le processus de demande.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 897

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : https://www.legalaid.ab.ca/wp-content/uploads/2022/07/Annual-Report-2021_2022.pdf

Site web de l'organisation : <https://www.legalaid.ab.ca/>

9. Tenant Support Program

Central Alberta Legal Clinic Foundation

En 2022, le programme d'aide aux locataires a continué de fournir des services aux Albertains. Le défenseur des locataires fournit une assistance complète aux personnes en conflit avec leur propriétaire, généralement au sujet d'une expulsion ou de la rétention d'un dépôt de garantie en

vertu de la loi sur la location à usage d'habitation (Residential Tenancy Act), sous la supervision d'un avocat.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.communitylegalclinic.net

10. Victims Representative Counsel

Lethbridge Legal Guidance (LLG)

Lethbridge Legal Guidance (LLG) fournit une assistance aux victimes de violence interdépendante et d'agression sexuelle par l'intermédiaire du Victims Representative Counsel.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 86

Autres ODJ avancé par ce projet : 3, 4, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.lethbridgelegalguidance.ca/>

La Colombie-Britannique

1. Ask a Mediator Clinic

Mediate BC Society

« Ask a Mediator » est une clinique virtuelle gratuite proposée par la Mediate BC Society deux fois par mois. Elle permet aux particuliers de s'entretenir en privé avec un médiateur inscrit sur la liste pendant une durée maximale de 30 minutes. Les questions les plus fréquentes portent sur le caractère approprié de la médiation dans leur situation, sur le fonctionnement de la médiation, sur le choix d'un médiateur, sur la manière de demander à une autre personne d'agir en tant que médiateur, et sur bien d'autres points concernant l'accès aux outils permettant de résoudre leurs problèmes de manière collaborative.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 43

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 4

Site web du projet : <https://www.mediatebc.com/learn/pro-bono-clinics>

Site web de l'organisation : www.mediatebc.com

2. Service de règlement rapide au criminel

Legal Aid BC

Le service de règlement rapide au criminel est une approche novatrice par laquelle sont fournis des services juridiques au criminel préalablement au procès en vue de l'obtention de meilleurs résultats pour les défendeurs sans les coûts ajoutés que suppose un procès. Les contrats de règlement rapide au criminel ont un effet positif sur la vie des personnes qui seraient par ailleurs non admissibles à une pleine représentation par un avocat. Grâce à ces contrats, certaines affaires se règlent par des mesures de substitution. En outre, ces contrats donnent souvent lieu à un règlement plus rapide que les contrats standards, et les gens peuvent ainsi reprendre leur vie normale plus vite.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 897

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : <https://legalaid.bc.ca/>

3. Legal Advocacy Service

[Okanagan Advocacy and Resource Society](#)

En 2022, l'Okanagan Advocacy and Resource Society a continué de fournir des services d'aide juridique concernant les éléments suivants aux personnes à faible revenu :

- Les locataires, en particulier ceux qui relèvent de la loi sur la location à usage d'habitation (Residential Tenancies Act);
- Les demandeurs et les bénéficiaires de l'aide provinciale au revenu et à l'invalidité;
- Le Programme de prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada;
- Les appels relatifs à l'assurance-emploi;
- Des renseignements généraux et un aiguillage pour d'autres questions.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.okadvocate.ca

4. Modernizing Regulation of Legal Professionals in BC

[Justice Services Branch, Ministry of Attorney General, Government of British Columbia](#)

La direction des services de justice du ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique a lancé un projet visant à moderniser la réglementation des professions juridiques en Colombie-Britannique, en mettant l'accent sur l'amélioration de l'accès aux prestataires de services juridiques, notamment par la création d'une nouvelle catégorie de prestataires de services juridiques, les parajuristes agréés, qui seront autorisés à fournir certains services juridiques directement au public.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/about-bcs-justice-system/justice-services>

5. Criminal Code Section 684 Project

[UBC Law Students' Legal Advice Program](#)

En 2022, le LSLAP a poursuivi le projet visant à aider les prisonniers purgeant une peine dans des établissements fédéraux ou des centres correctionnels provinciaux situés dans la région du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, ou à proximité, à remplir et à déposer des demandes au titre de l'article 684 du Code criminel.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : lslap.bc.ca

6. Legal Advice Program

[UBC Law Students' Legal Advice Program](#)

En 2022, le programme de conseils juridiques des étudiants en droit de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC Law Students' Legal Advice Program) [LSLAP] a continué d'apporter de l'aide aux personnes à faible revenu vivant dans la région du Lower Mainland de la Colombie-Britannique à l'égard de leurs problèmes juridiques.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : slap.bc.ca

Le Manitoba

1. Conseils juridiques aux victimes de violence domestique au sein de la population francophone du Manitoba

[Association des juristes d'expression française du Manitoba](#)

Offre de conseils juridiques pour les victimes de violence familiale au sein de la population francophone du Manitoba.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 4, 5, 6

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.infojustice.ca

2. Élargissement des lignes directrices en matière d'admissibilité

[Legal Aid Manitoba](#)

Aide juridique Manitoba a élargi les lignes directrices en matière d'admissibilité de sorte à assurer une correspondance avec le seuil de faible revenu. Le Manitoba compte maintenant certaines des lignes directrices les plus larges en matière d'admissibilité financière au chapitre de la couverture de l'aide juridique au Canada. Cette situation vient de la reconnaissance que bon nombre de Canadiens qui travaillent à temps plein ne sont pas en mesure de faire appel à un avocat pour obtenir des services juridiques fondamentaux essentiels. Lorsque les gens sont à même d'obtenir une aide de qualité relativement à des questions juridiques, cela se traduit par une réduction d'autres coûts pour la société. Les parties parviennent à un règlement avec moins de rancœur et de perturbations et peuvent ainsi guérir et aller de l'avant plus facilement.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.legalaid.mb.ca

3. L. Kerry Vickar Business Law Clinic

[L. Kerry Vickar Business Law Clinic \(operated by Faculty of Law, University of Manitoba\)](#)

Des étudiants de troisième année en droit fournissent gratuitement de l'information et des services aux petites entreprises, aux entreprises en démarrage et aux entrepreneurs en difficulté, notamment aux entreprises familiales, aux innovateurs, aux organisations à but non lucratif, aux organisations caritatives, aux artistes et aux organisations artistiques, culturelles et communautaires qui n'ont pas d'avocat et n'ont pas les moyens de s'offrir une assistance

juridique au Manitoba. La clinique du droit des affaires L. Kerry Vickar est également le centre manitobain du Réseau national de cliniques juridiques pour les arts. L'objectif de la clinique de droit des affaires est d'exposer les étudiants aux aspects pratiques du droit des sociétés et du droit commercial, en faisant preuve de responsabilité professionnelle et de sens de l'obligation publique. La clinique fonctionne comme un cabinet d'avocats enseignant. Les étudiants apprennent par la pratique et fournissent de l'information et des conseils, choisissent et créent des entités commerciales, rédigent des documents juridiques et effectuent des recherches juridiques sur la conformité réglementaire, la bonne gouvernance, l'activisme des parties prenantes et la responsabilité sociale.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 5, 6, 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://business-law-clinic.sites.umanitoba.ca/>

4. Part-Time Practising Fee Pilot Project

[The Law Society of Manitoba](#)

Les membres de la Société du Barreau ont approuvé un programme pilote de frais d'exercice de la profession à temps partiel d'une durée de deux ans, commençant le 1er avril 2022. Cette initiative contribuera à promouvoir l'équité, la diversité et l'inclusion au sein de la profession juridique au Manitoba.

Le fait de proposer des frais d'exercice à temps partiel aux avocats qui pratiquent leur profession à temps partiel pour s'occuper de leurs enfants ou s'acquitter d'autres responsabilités familiales régulières est une façon de reconnaître que tous les avocats ne correspondent pas au modèle traditionnel de la pratique à temps plein. L'objectif de cette initiative est de contribuer à réduire le taux d'attrition des jeunes avocates dans le secteur privé et d'offrir une certaine souplesse aux avocats qui assument des responsabilités importantes et permanentes en matière de soins à apporter à d'autres membres de leur famille. Le programme pilote permettra à la Société du Barreau d'évaluer le niveau d'intérêt pour la pratique à temps partiel avant de prendre des décisions définitives concernant une structure de frais pour l'exercice de la profession à temps partiel. Le maintien des avocats dans le secteur privé améliorera l'accès aux services juridiques.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 29

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.lawsociety.mb.ca

Le Nouveau-Brunswick

1. Enhancing The Lawyer Directory

[Law Society of New Brunswick](#)

Le Barreau a récemment lancé une demande de manifestation d'intérêt pour les membres qui souhaitent faire partie de ce comité. Le Barreau du Nouveau-Brunswick a accepté les recommandations du groupe de travail sur l'accès à la justice, à savoir d'améliorer le répertoire des avocats afin qu'il inclue le domaine de pratique des membres, et de créer un programme de référence aux avocats. Le Barreau a également accepté la recommandation visant à promouvoir les mandats à portée limitée. En outre, le Barreau a adopté en principe une

modification de la définition de l'exercice du droit et l'ajout de catégories de membres qui peuvent exercer le droit avec des restrictions spécifiques. Ces modifications nous aideront à améliorer l'accès à la justice.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://lawsociety-barreau.nb.ca/uploads/LawNews-August2022.pdf>

Site web de l'organisation : <https://lawsociety-barreau.nb.ca/fr>

2. Violence sexuelle Nouveau-Brunswick, conseil juridique indépendant

[Public Legal Education and Information Service of New Brunswick](#)

En mars 2022, l'organisme Violence sexuelle Nouveau-Brunswick (VSNB) a conclu un contrat avec le SPEIJ-NB pour qu'il l'aide à élaborer un programme de conseil juridique indépendant et plus à l'intention des survivants de violence sexuelle dans la province. Cette approche comprend des conseils juridiques, des renseignements, une orientation dans les systèmes, des soutiens holistiques et d'autres services intégrés. Le SPEIJ-NB assumera le rôle de conseiller au cours de ce projet jusqu'à sa conclusion en mars 2026.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.legal-info-legale.nb.ca>

Les Territoires du Nord-Ouest

1. Projet de sensibilisation en matière de testament et de succession dans les régions rurales et éloignées

[Law Society of the Northwest Territories](#)

Dans le cadre de ce projet, un avocat se rend dans des collectivités éloignées pour offrir des services juridiques liés aux testaments et aux successions, et ce, gratuitement. Le projet est financé par l'entremise d'une initiative de financement du Programme juridique de partenariats et d'innovation (PJPI) qui est intitulée "Financement en matière de service et de soutien juridiques aux communautés racisées", soit un projet de Justice Canada. Le financement est de 198 150 \$ pour la période allant du 5 juillet 2022 au 31 mars 2025.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://lawsociety.nt.ca/wp-content/uploads/2022/12/AGM-Package-2022-paginated-2.pdf>

Site web de l'organisation : <https://lawsociety.nt.ca>

La Nouvelle-Écosse

1. Child Protection Practice Group

[Nova Scotia Legal Aid Commission](#)

Le Child Protection Practice Group (CPPG) a poursuivi ses activités en 2022. Ce projet a été créé pour répondre aux demandes liées aux questions de plus en plus complexes relatives à la

protection de l'enfance, à un moment où les ressources et les capacités ont été maximisées. Ce projet pilote est axé sur l'intervention précoce des services juridiques pour les familles concernées par la protection de l'enfance, en faisant appel à des non-juristes et une intervention communautaire. Le CPPG s'engage à établir des relations communautaires afin d'atteindre le plus tôt possible les familles qui pourraient bénéficier de renseignements juridiques, de conseils juridiques, de services de défense et d'une orientation vers les ressources appropriées.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 124

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Site web du projet :

Site web de l'organisation : www.nslegalaid.ca

2. Free Legal Clinics

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

Tout au long de l'année 2022, les tribunaux de la Nouvelle-Écosse ont continué de gérer des cliniques juridiques gratuites à Halifax, Sydney, Truro et Yarmouth. Ces cliniques comblent une lacune dans les services pour les personnes qui ont besoin d'aide en ce qui a trait à des questions de droit civil et à des appels de causes en droit de la famille, à l'exclusion des affaires de protection de l'enfance. L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse fournit des services d'avocats de garde dans la plupart des tribunaux pour aider les personnes qui ne sont pas représentées dans les affaires de droit pénal et de droit de la famille, mais aucune aide n'était offerte pour les autres types de causes. À la suite de la pandémie de COVID-19, un modèle hybride a été adopté de façon permanente dans les cliniques juridiques gratuites, afin d'offrir des rendez-vous en personne et par téléphone. Dans de nombreux cas, ce changement a facilité les démarches des clients et a permis aux cliniques d'aider des personnes qui, auparavant, étaient à l'extérieur de leur secteur géographique de service.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 3, 4

Site web du projet :

Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

3. Legal Services Program

[reachAbility Association](#)

En 2022, l'association reachAbility a continué d'offrir le programme de services juridiques comprenant trois principaux services.

Services de référence juridiques : Ce service met les membres de la communauté des personnes handicapées en contact avec un avocat pour une consultation gratuite d'une heure et fournit une liste de ressources juridiques en Nouvelle-Écosse;

Ateliers pour remplir des formulaires : Animés par des étudiants en droit bénévoles une fois par semaine, ces ateliers sans inscription peuvent être suivis gratuitement par toute personne ayant besoin d'aide pour remplir des formulaires, par exemple des demandes, des suspensions de casier et d'autres formulaires gouvernementaux. Toutefois, ce service ne permet pas d'obtenir des documents de procédure, qui nécessitent l'intervention d'un avocat;

Initiatives de sensibilisation de la communauté : Dans le cadre de ce service, reachAbility s'associe à d'autres organismes pour offrir des présentations.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 820
Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : <https://www.reachability.org/legal-services>
Site web de l'organisation : www.nslawfd.ca

4. Prison Law Support Worker

[Nova Scotia Legal Aid Commission](#)

En 2022, les travailleurs de soutien en droit pénitentiaire ont continué à fournir une gamme de services pour assurer un meilleur service à la clientèle et de meilleurs résultats pour les clients racialisés qui sont incarcérés dans des établissements provinciaux et fédéraux en Nouvelle-Écosse. Cela comprend l'aide au triage et l'accompagnement, l'examen des documents et le remplissage de formulaires, la préparation des documents à déposer au tribunal, la rédaction de lettres de plaidoirie et d'autres activités non juridiques liées à la défense, l'aide aux clients en ce qui concerne les audiences de libération conditionnelle, les demandes de permissions de sortir, les audiences disciplinaires et la défense des clients autochtones qui cherchent à obtenir une libération conditionnelle dans leur collectivité d'origine.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.nslegalaid.ca

5. Social Justice Office

[Nova Scotia Legal Aid Commission](#)

Le bureau de la justice sociale a continué de fournir des services en 2022. Créé en 2018, le bureau de la justice sociale a un vaste mandat, notamment soutenir les services de justice sociale à travers la province, fournir des services de représentation complète, assurer la liaison avec les intervenants communautaires et du système de justice et participer à la réforme du droit. Le bureau de la justice sociale se concentre sur les questions relatives aux revenus et au logement, y compris les appels concernant l'aide au revenu, l'assurance-emploi et le Régime de pensions du Canada (RPC) et les questions relatives à la location à usage d'habitation.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 2 073
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.nslegalaid.ca

6. The Halifax Refugee Clinic

[The Halifax Refugee Clinic](#)

La Halifax Refugee Clinic a continué de fournir des services en 2022. Cette clinique est un organisme communautaire non gouvernemental à but non lucratif qui fournit gratuitement des services juridiques et d'établissement aux demandeurs d'asile en Nouvelle-Écosse qui n'ont pas les moyens de s'offrir les services d'un avocat du secteur privé, y compris la plupart des personnes en Nouvelle-Écosse qui ont présenté une demande d'asile. La clinique a été créée pour combler les lacunes dans les services offerts aux demandeurs d'asile qui comparaissent devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié sans avocat.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 1 200
Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : <http://halifaxrefugeeclinic.org>
Site web de l'organisation : www.nslawfd.ca

L'Ontario

1. Canadian Legal Support for Ukrainians

Pro Bono Ontario

En 2022, la ligne d'aide téléphonique de PBO a fourni une aide juridique gratuite aux Ukrainiens arrivant au Canada et touchés par l'invasion russe de l'Ukraine. La ligne d'aide se concentre sur les questions d'immigration et fournit également une aide et des références pour d'autres questions juridiques liées à la réinstallation, comme les questions de logement ou d'emploi. Les appelants peuvent parler directement à un avocat et recevoir :

- une aide pour déterminer la nature de leurs problèmes juridiques;
- des conseils et une assistance sur les mesures qu'ils peuvent prendre;
- une aide à la rédaction de documents juridiques de base à utiliser dans le système de justice canadien;
- au besoin, un aiguillage vers des avocats bénévoles ou d'autres avocats pour obtenir des services continus;
- des références vers des services de soutien.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 426

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <https://www.probonoontario.org/hotline/canadian-legal-support-for-ukrainians/>

Site web de l'organisation : www.probonoontario.org

2. Clinique d'information juridique

Le Programme de pratique du droit de l'Université d'Ottawa

La clinique mobile fait partie du volet formation du Programme de Pratique du droit de l'Université d'Ottawa

(« PPD »). Les projets cliniques qui ont été réalisés jusqu'à présent : à Sudbury (2016), Cornwall (2018), Toronto (2019), en ligne Nord de l'Ontario (2020) et partout en Ontario depuis 2021. Depuis 2020, la clinique est offerte en format virtuel, au téléphone en collaboration avec le Centre d'information juridique de l'Ontario.

Les services sont offerts dans les deux langues officielles et visent tous les domaines de droit.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 40

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 6

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.uottawa.ca/faculte-droit/common-law/ppd>

3. Free Legal Advice Hotline

Pro Bono Ontario

La ligne téléphonique d'aide juridique fournit gratuitement des conseils juridiques sommaires et des services de rédaction juridique aux Ontariens à revenu faible ou moyen qui rencontrent des

problèmes de justice civile non familiaux liés à des besoins non satisfaits. Le service est conçu pour créer une large porte d'entrée aux services d'accès à la justice, en particulier pour les personnes qui, pour des raisons comme l'âge, le handicap, la géographie, les mauvaises options de transport, les obligations liées à la garde d'enfants et les horaires de travail rigides, ne peuvent pas accéder aux programmes traditionnels en personne. En 2022, plus de 30 000 consultations ont été fournies par l'intermédiaire de la ligne d'aide. Parmi les appelants, 89 % ont indiqué qu'en ayant recours à la ligne d'aide il s'agissait de la première fois qu'ils pouvaient obtenir des conseils juridiques à l'égard de leur problème et 86 % se sont déclarés satisfaits du service. La ligne de dette et de protection des consommateurs de Pro Bono Ontario (PBO) génère à elle seule plus d'un million de dollars par an en avantages économiques directs pour les clients, sous la forme de montants adjugés par la cour et de règlements, de contrats annulés, de remboursements et de garanties honorées.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 30 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 8

Site web du projet : www.probonoontario.org/hotline

Site web de l'organisation : www.probonoontario.org

4. Investor Protection Clinic - Client Work

Osgoode Investor Protection Clinic

La Investor Protection Clinic de la Osgoode Hall Law School a continué de fournir des services en 2022. Cette clinique de protection des investisseurs offre des conseils juridiques gratuits aux personnes qui estiment que leurs investissements ont été mal gérés et qui n'ont pas les moyens de s'offrir les services d'un avocat. Jusqu'à présent, les investisseurs canadiens n'avaient pas accès à des conseils juridiques gratuits et la Investor Protection Clinic comble cette lacune. La clinique fournit des conseils juridiques aux personnes qui estiment avoir subi une perte de placement à la suite d'une faute commise par quelqu'un d'autre. La Investor Protection Clinic fonctionne également à titre de laboratoire de recherche, puisqu'elle recueille des données anonymisées qui seront utilisées à des fins de recherche.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 125

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <https://www.yorku.ca/osgoode/ipc/>

Site web de l'organisation : <https://www.yorku.ca/osgoode/ipc/>

5. Medical-Legal Partnerships

Pro Bono Ontario

En collaboration avec les hôpitaux pédiatriques de l'Ontario, les partenaires médico-légaux de PBO intègrent des avocats chargés du triage au sein des équipes cliniques pour aider les familles qui ont des besoins juridiques qui peuvent nuire à leur santé (par exemple, un logement insalubre affectant des conditions chroniques ou la perte d'un emploi en raison d'absences liées aux soins). Les avocats chargés du triage offrent aux cliniciens une formation continue sur la détection des problèmes juridiques, fournissent des renseignements juridiques et des conseils sommaires, rédigent des documents de base (par exemple, des lettres adressées aux écoles et aux employeurs), authentifient des documents et orientent les patients vers d'autres programmes pro bono et d'aide juridique, le cas échéant.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 992

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.probonoontario.org

6. Promoting the Role of Paralegals in Access to Justice

Law Society of Ontario

À l'automne 2021, le Barreau de l'Ontario a lancé une campagne de sensibilisation du public pour promouvoir la profession de parajuriste en tant qu'option viable et abordable pour les Ontariens ayant besoin de services juridiques. Le Barreau a également plaidé pour des modifications du projet de loi C-23, de la Loi sur le protocole du barreau et de la Loi sur les jurys afin de garantir l'égalité de traitement des avocats et des parajuristes dans le système de justice pénale. Il est important de veiller à ce que les personnes qui font appel à des parajuristes ne soient pas désavantagées ou traitées de manière inégale par le système judiciaire et les lois de l'Ontario. En 2022, le Barreau a poursuivi ses efforts pour sensibiliser le public ontarien à la profession de parajuriste.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://lso.ca/accueil>

7. Workplace Sexual Harassment Hotline

Pro Bono Ontario

En 2022, la ligne d'aide téléphonique sur le harcèlement sexuel en milieu de travail de PBO a continué de fournir des conseils juridiques et des services de rédaction juridiques gratuits et à orienter les personnes victimes de harcèlement sexuel en milieu de travail vers d'autres ressources. Les appelants peuvent recevoir :

- une aide pour déterminer la nature de leurs problèmes juridiques;
- des conseils et une assistance sur les mesures qu'ils peuvent prendre eux-mêmes;
- une aide à la rédaction de lettres et de documents juridiques de base à utiliser dans le système de justice de l'Ontario;
- au besoin, un aiguillage vers des avocats bénévoles ou d'autres avocats.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 181

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 5

Site web du projet : <https://www.probonoontario.org/wshh/>

Site web de l'organisation : www.probonoontario.org

L'Île-du-Prince-Édouard

1. The RISE Program

Community Legal Information

Le programme RISE de Community Legal Information (Île-du-Prince-Édouard) offre un soutien juridique gratuit aux victimes de violence sexuelle ou de violence entre partenaires intimes, ainsi que de harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Ces ressources juridiques comprennent des informations sur les options juridiques, jusqu'à 4 heures de conseils juridiques gratuits de la part d'un avocat qui tient compte des traumatismes ainsi que des aiguillages vers d'autres services de soutien. En 2022, plusieurs publications gratuites en langage clair ont été créées dans le cadre du programme RISE : « Le harcèlement sexuel au travail : Guide pour les employés », «

Signaler une agression sexuelle : Un Guide à l'intention des victimes de l'Î.-P.-É. » et
« Poursuite pour agressions sexuelles : Un Guide à l'intention des victimes de l'Î.-P.-É. ».

Nombre de personnes affectées par ce projet : 153

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <https://www.risepei.com/fr/about/>

Site web de l'organisation : <https://legalinfopei.ca/?lang=fr>

Le Québec

1. Adaptation des pratiques des comités statutaires du Barreau

Barreau du Québec

En raison de la pandémie, le Barreau du Québec a dû adapter les processus des différents comités statutaires du Barreau du Québec (conseil de discipline, comité d'accès à la profession, comité d'arbitrage des comptes, comité des requêtes, comité d'inspection professionnelle) ayant comme mission le contrôle de l'exercice de la profession par ses membres, notamment :

- Tenue des auditions de façon virtuelle;
- Notification et signification de lettres ou de procédures par courriel;
- Formation en ligne des membres des comités de façon virtuelle.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 3

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.barreau.qc.ca/fr/>

2. Lignes téléphoniques d'aide et services de référence

Barreau du Québec

Le Barreau du Québec offre différents services téléphoniques afin d'aider les justiciables qui ne sont pas représentés par avocat. En matière d'urgence criminelle, immigration ou de jeunes contrevenants (urgence juvénile) : les services Urgence Avocat permettent à toute personne en état d'arrestation, de détention ou étant sur le point d'être interrogée, de parler gratuitement avec un avocat, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. En matière de logement, pour répondre à toute question d'un propriétaire ou d'un locataire relative à leur situation. En matière criminelle et pénale non urgente, pour permettre à toute personne accusée d'une infraction criminelle ou pénale, n'étant pas représentée par un avocat et non admissible à l'aide juridique, d'obtenir de l'information juridique sur le déroulement du processus judiciaire criminel et pénal et les impacts des diverses décisions prises à l'égard de son dossier. Un service d'aide à la préparation aux petites créances est également offert.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 30 000

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.barreau.qc.ca/fr/trouver-avocat/>

Site web de l'organisation : <https://www.barreau.qc.ca/fr/>

3. Loi visant à améliorer l'accès à la justice en bonifiant l'offre de services juridiques gratuits ou à coût modique

MJQ

La Loi visant à améliorer l'accès à la justice en bonifiant l'offre de services juridiques gratuits ou à coût modique est entrée en vigueur le 10 juin 2022. Cette loi vise principalement à créer un environnement juridique propice au développement de services juridiques gratuits ou à coût modique pour les citoyens par la mise en place d'un cadre juridique clair qui facilite l'offre de services juridiques au sein de personnes morales sans but lucratif. La loi donne au Barreau du Québec et à la Chambre des notaires du Québec le pouvoir d'encadrer par règlement la pratique professionnelle. Il est prévu que les règlements entrent en vigueur d'ici l'été 2023. L'offre d'information juridique au Québec, accessible gratuitement aux citoyens, existe et s'avère très utile pour orienter les citoyens ou leur faire comprendre certains enjeux juridiques. Les sondages révèlent néanmoins que les citoyens ont besoin de plus de soutien juridique et la loi permet d'élargir l'offre de services juridiques.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 5

Site web du projet :

<https://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2022C26F.PDF>

Site web de l'organisation : <https://www.justice.gouv.qc.ca/>

4. Médecins du Monde

Justice Pro Bono

La clinique répond aux questions de personnes migrantes à statut précaire. En 2022, la clinique a continué d'être tenue virtuellement. Des avocats bénévoles ont offert des consultations pendant trois heures chaque jeudi, en soirée. 133 consultations ont été offertes en français, en anglais ou en espagnol à des personnes ayant différents statuts d'immigrant.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 5

Site web du projet : <https://justiceprobono.ca/wp-content/uploads/sites/2/2022/06/pbq22001-rapportannuel2021-22-web-preview.pdf>

Site web de l'organisation : <https://justiceprobono.ca>

5. Médiation sur place à la Cour des petites créances

Barreau du Québec

Les barreaux de section offrent des séances d'information au public sur la préparation des dossiers à la Cour des petites Créances. Ils offrent aussi de la médiation sur place. Ainsi, des avocats sont disponibles dans les différents Palais de justice le jour de l'audition pour offrir ce service aux parties. Le programme connaît un bon taux de réussite.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.barreau.qc.ca/fr/>

6. Rebâtir

Commission des services juridiques

En 2022, dans le cadre du projet Rebâtir, la Commission des services juridiques a offert quatre heures de conseils juridiques sans frais dans tous les domaines du droit pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 20 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 4

Site web du projet : <https://www.rebatir.ca/>

Site web de l'organisation : <https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/lang/fr>

La Saskatchewan

1. Limited Licensing Pilot

Law Society of Saskatchewan

Le projet pilote de permis limité de la Law Society of Saskatchewan permet à des personnes qui ne sont pas autrement autorisées à fournir des services juridiques de répondre à des besoins juridiques non satisfaits en Saskatchewan. L'octroi d'un permis limité de pratique du droit étant une nouvelle approche de la réglementation juridique au Canada, un nouveau système d'octroi de permis est en cours d'élaboration par le biais de consultations et de projets pilotes afin de favoriser l'élaboration de règles et de réglementations appropriées. L'objectif global de l'octroi de permis limités est d'améliorer l'accès aux services juridiques pour les personnes mal desservies de la Saskatchewan, tout en assurant la protection du public.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : www.lawsociety.sk.ca/initiatives/access-to-justice/future-of-legal-services/limited-licensing-pilot

Site web de l'organisation : www.lawsociety.sk.ca

2. Listen

Public Legal Education Association of Saskatchewan (PLEA)

Le projet Listen, mené par la Public Legal Education Association of Saskatchewan, permet aux survivants d'incidents de violence sexuelle qui ont eu lieu en Saskatchewan de recevoir jusqu'à quatre heures de renseignements et de conseils juridiques gratuits de la part d'avocats formés et qui tiennent compte des traumatismes. Les consultations avec un avocat peuvent se faire par téléphone, par courriel, en personne ou par vidéoconférence.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 72

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <http://listen.plea.org/>

Site web de l'organisation : <https://www.plea.org/> ; <https://www.saskinfojustice.ca/>

3. Shift

Public Legal Education Association of Saskatchewan (PLEA)

Le projet Shift, mené par la Public Legal Education Association of Saskatchewan, permet aux personnes victimes de harcèlement sexuel en milieu de travail en Saskatchewan de recevoir jusqu'à quatre heures de renseignements et de conseils juridiques gratuits de la part d'avocats formés et qui tiennent compte des traumatismes. Les consultations avec un avocat peuvent se faire par téléphone, par courriel, en personne ou par vidéoconférence.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 42

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <https://shift.plea.org/>

Site web de l'organisation : <https://www.plea.org/> ; <https://www.saskinfojustice.ca/>

Objectif 3 : Enforcer l'efficacité des tribunaux

Les tribunaux demeurent essentiels à la résolution de nombreuses questions juridiques. Mais se défendre devant les tribunaux peut signifier de nombreux déplacements au palais de justice étalés sur des mois, ainsi que des formulaires, des processus et des comparutions compliqués.

Les tribunaux s'efforcent de fournir plus de renseignements juridiques et de services bénévoles dès que vous entrez dans un palais de justice pour vous assurer d'obtenir une aide immédiate. Dans la salle d'audience, le personnel et les juges utilisent la technologie et de nouveaux processus pour obtenir un règlement plus simple et plus rapide.

En 2022, les tribunaux ont élargi la gestion numérique des cas et amélioré les procédures de dépôt et les procédures d'audience virtuelle. Ils ont également amélioré l'accès à la justice grâce à l'adoption de la Stratégie en matière de justice autochtone et de nouvelles règles et procédures relatives aux audiences mettant en cause des parties se représentant elles-mêmes.

3.1 Assurer l'accès aux tribunaux

Les tribunaux doivent posséder des effectifs adéquats et être situés à proximité des citoyens pour faire en sorte que ceux-ci puissent avoir accès à un juge quand ils en ont besoin, particulièrement lorsque leurs droits fondamentaux et constitutionnels sont en jeu

3.2 Faire la promotion des centres multiservices

Les palais de justice devraient offrir des services de médiation et de règlement des différends, ainsi que des services informels ou non juridiques pour faciliter un accès plus abordable et des solutions de rechange plus simples à toutes les étapes du processus

3.3 Aider les personnes qui se représentent elles-mêmes

Les tribunaux devraient offrir des services aux personnes qui naviguent seuls le système de justice, notamment des services de règlement rapide et des services d'information

3.4 Gérer les instances efficacement

Les échéanciers, les procédures simplifiées, l'expert unique et le nombre limité de témoins doivent être convenus, ou être des éléments sur lesquels les juges insistent, afin de faire bon usage du temps d'audience et d'encourager un règlement tôt dans le processus.

3.5 Être accessible et axé sur l'utilisateur

Les tribunaux et les procédures doivent être modernisés pour tenir compte des besoins du public, ce qui passe notamment par une meilleure utilisation de la technologie lorsque celle-ci peut accélérer ou faciliter le processus, sans ignorer les besoins des personnes vulnérables

3.6 Protéger le principe de l'indépendance judiciaire

Veiller à ce que les améliorations du système n'interfèrent pas avec la capacité des juges à prendre des décisions indépendantes et éthiques afin de protéger les droits des individus

L'Alberta

1. Indigenous Justice Strategy

Provincial Court of Alberta

La stratégie en matière de justice autochtone (Indigenous Justice Strategy) lancée en 2022, est un élément clé de l'engagement de la Cour provinciale de l'Alberta à s'employer à mettre en place un système de justice adapté à la culture, réparateur et holistique pour les peuples autochtones qui s'adressent à la Cour, y compris les accusés, les délinquants, les victimes, les familles, les jeunes et les enfants, ainsi que les collectivités autochtones touchées par les actions de ceux qui se retrouvent devant la Cour.

La stratégie consiste en 20 réponses concrètes de la Cour aux priorités et aux besoins des peuples autochtones qu'elle sert qui ont été relevés, y compris, mais sans s'y limiter, des occasions d'apprentissage et des ressources éducatives, l'établissement de relations et l'intégration de pratiques culturelles autochtones en salle d'audience.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2

Site web du projet : <https://albertacourts.ca/pc/about-the-court/administration-of-the-provincial-court/indigenous-justice-strategy>

Site web de l'organisation : <https://albertacourts.ca/pc/resources/announcements/provincial-court-puts-focus-on-indigenous-justice>

2. Justice Digital

Alberta Justice - Court and Justice Services

En collaboration avec les tribunaux, le ministère de la Justice de l'Alberta met en place un certain nombre d'initiatives qui contribueront à créer des services judiciaires plus rapides et plus efficaces pour répondre aux attentes des citoyens modernes. Les efforts de numérisation en 2022 comprennent le service de classement numérique pour les mères porteuses, la poursuite des travaux sur le classement numérique, et d'autres capacités de gestion des dossiers pour la Cour du Banc du Roi et la Cour provinciale, telles que la planification, le perfectionnement d'outils de productivité pour les greffiers, l'étude des tribunaux virtuels et l'exploration initiale d'outils pour les services préparatoires au procès destinés aux familles.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 4, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : alberta.ca/court-and-justice-services

3. Online Gladue Report Request Forms

Court of King's Bench of Alberta

En mai 2022, la Cour du Banc du Roi de l'Alberta et la Cour provinciale de l'Alberta ont lancé un projet pilote à Edmonton permettant de remplir les formulaires de demande de rapport Gladue par le biais d'un portail en ligne. En septembre 2022, l'utilisation du formulaire de demande de

rapport Gladue en ligne a été étendue à tous les tribunaux de la Cour du Banc de la Reine et de la Cour provinciale de la province.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : <https://albertacourts.ca/kb>

La Colombie-Britannique

1. "A Judge Explains" video series

Provincial Court of British Columbia

En 2022, la Cour a lancé une nouvelle série de vidéos intitulée « A Judge Explains » (explications d'un juge), dans laquelle des juges de la Cour provinciale de la Colombie-Britannique répondent à des questions courantes sur ce à quoi l'on s'attendre et sur la manière de se préparer à une variété de conférences et de procédures judiciaires autochtones. Cette série est la dernière initiative prise par la Cour à l'heure actuelle pour aider les plaideurs et les rendre plus à l'aise à l'égard des procédures judiciaires qui, nous le savons, sont stressantes et parfois effrayantes pour les personnes concernées. Les vidéos sont accessibles sur le site Web et la chaîne Vimeo de la Cour.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2
Site web du projet : <https://www.provincialcourt.bc.ca/enews/enews-31-05-2022>
Site web de l'organisation : www.provincialcourt.bc.ca

2. Electronic Distribution of Certain Criminal Reports to Defence Counsel of Record (CRIM 15 Practice Direction)

Provincial Court of British Columbia

En 2022, une procédure a été mise en place pour les avocats de la défense inscrits au dossier qui souhaitent recevoir par transfert de fichier sécurisé (par courriel) des rapports du greffe de la Cour rédigés par un agent de probation ou les services de psychiatrie médico-légale, y compris des rapports présententiels, des évaluations psychiatriques et psychologiques et des rapports sur la conformité technique. Alors que la Cour continue d'explorer de nouveaux moyens sécurisés d'utiliser la technologie, ce processus a été élaboré pour permettre aux avocats de la défense de recevoir ces rapports par courriel en même temps que les avocats de la Couronne (au moyen d'une adresse de serveur mandataire) directement à partir du greffe de la cour concernée.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2
Site web du projet :
<https://www.provincialcourt.bc.ca/downloads/Practice%20Directions/CRIM%2015%20Electronic%20Distribution%20of%20Certain%20Criminal%20Reports.pdf>
Site web de l'organisation : www.provincialcourt.bc.ca

3. Provincial Court Family Rules Informal Trial Pilot (Kamloops)

[Justice Services Branch, Ministry of Attorney General, Government of British Columbia](#)

Le projet pilote de procès informel portant sur les règles de la Division familiale de la Cour provinciale (Kamloops) vise à mettre en place un processus de procès dans lequel le juge de première instance peut jouer un rôle de facilitateur pour diriger, contrôler et gérer la conduite de l'instruction. Le procès informel est conçu pour être moins formel et plus souple afin de répondre aux besoins des parties.

Les parties présentent leurs preuves lors du procès en suivant les instructions du juge sur la manière dont les renseignements sont présentés au tribunal. Le juge détermine ensuite comment les informations dont il dispose aideront à trancher les questions en litige.

Le procès informel se fait sur une base volontaire. Un procès informel n'est organisé que si toutes les parties au procès et le juge de première instance y consentent. Chaque partie doit déposer un formulaire de consentement à un procès informel si elle accepte de recourir à la procédure informelle. Les consentements doivent être déposés au greffe du tribunal avant la tenue du procès.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4, 5, 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/about-bcs-justice-system/justice-services>

4. Revised Small Claims Rules

[Provincial Court of British Columbia](#)

De nouvelles modifications en vigueur à partir du 3 octobre 2022 modernisent les règles relatives aux petites créances afin de permettre la participation à distance aux procédures des petites créances. Elles intègrent également les procédures de la directive de pratique SM CL 02 de la Cour, qui devait expirer à la fin de l'année 2022. Parmi les autres changements importants, citons l'obligation pour les parties de déposer des documents et de les signifier aux autres parties avant certaines audiences, que les parties assistent à l'audience en personne ou à distance.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.provincialcourt.bc.ca/enews/enews-03-10-2022>

Site web de l'organisation : www.provincialcourt.bc.ca

5. Supporting Self Represented Litigants in Provincial Court Webinar

[Provincial Court of British Columbia](#)

En collaboration avec Courthouse Libraries BC, la Cour a présenté un webinaire interactif en 2022 à 203 fournisseurs de services de première ligne, défenseurs, bibliothécaires, étudiants en droit, avocats et autres. La juge en chef Gillespie et les juges Kathryn Ferriss et Kristen Mundstock ont répondu aux questions et montré comment les plaideurs pouvaient s'y retrouver dans les procédures judiciaires relatives aux affaires de droit de la famille, aux petites créances et aux infractions routières en utilisant les renseignements figurant sur le site Web de la Cour.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 203

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 5

Site web du projet : <https://www.provincialcourt.bc.ca/enews/enews-29-03-2022> ;
<https://www.provincialcourt.bc.ca/enews/enews-18-02-2022>
Site web de l'organisation : www.provincialcourt.bc.ca

6. Provincial Court Family Rules - Family Law Online Forms Service

[Justice Services Branch, Ministry of Attorney General, Government of British Columbia](#)

Le service de formulaires en ligne pour les affaires relevant de la loi sur le droit de la famille (Court Family Law Act) de la Cour provinciale permet aux personnes de remplir et de déposer numériquement des formulaires en répondant à des questions simples pour de nombreuses affaires familiales, y compris les pensions alimentaires pour enfants, les arrangements parentaux, la gestion de cas et les ordonnances de protection.

De par sa conception et sa fonctionnalité qui tiennent compte des traumatismes, le service comprend également un contrôle de sécurité, un bouton de sortie rapide, des vérifications de sécurité tout au long du processus et des aiguillages vers des ressources supplémentaires. Les renseignements sont également enregistrés au fur et à mesure que l'utilisateur progresse dans les questions, au cas où il aurait besoin de faire une pause et de revenir plus tard pour terminer de remplir un formulaire.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4, 5, 7

Site web du projet : <https://news.gov.bc.ca/releases/2021AG0139-001828> ;

<https://www.youtube.com/watch?v=VNhhCUKSVHA> ; <https://justice.gov.bc.ca/apply-for-family-order/>

Site web de l'organisation : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/about-bcs-justice-system/justice-services>

7. Civil Rules Simplification Project

[Court of Appeal for British Columbia](#)

En 2022, la nouvelle loi et les nouvelles règles de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique sont entrées en vigueur. C'est l'aboutissement de plusieurs années de travail sur la simplification et l'amélioration des procédures de la Cour grâce à de vastes consultations internes et externes avec les usagers des tribunaux. L'objectif était de rendre la Cour plus conviviale et accessible à tous, conformément à la recommandation du Comité d'action national invitant les tribunaux à simplifier leurs règles.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : ~

8. Access to Court Records by Accredited Media via File Transfer Protocol

[Provincial Court of British Columbia](#)

Les médias accrédités peuvent recevoir des copies d'autres dossiers judiciaires par protocole de transfert de fichiers (PTF), s'ils ont le droit d'obtenir des copies de ces dossiers auprès du greffe du tribunal concerné. Les demandes de copies de dossiers judiciaires par PTF, autres que les enregistrements audio des procédures judiciaires, doivent être adressées par courriel au greffe du tribunal concerné. Le courriel doit être envoyé à partir d'une adresse électronique

figurant sur la liste des médias accrédités et doit : a) inclure les coordonnées du membre d'un média accrédité, b) joindre une copie de son identification de média accrédité et c) fournir suffisamment de détails sur la demande pour permettre au personnel de la direction des services des tribunaux (Court Service Branch) de cibler les dossiers judiciaires demandés et de traiter la demande. Toutes les demandes d'accès aux dossiers judiciaires par PTF sont soumises aux dispositions relatives à l'accès énoncées dans la politique sur l'accès aux dossiers de la Cour (Access to Court Records Policy) [ACC-2].

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5

Site web du projet :

https://www.provincialcourt.bc.ca/downloads/archive/NM%2001%20Accredited%20Media%20Access%20to%20Provincial%20Court%20Proceedings%20during%20COVID-19_Archive_Dec19-2022.pdf

Site web de l'organisation : www.provincialcourt.bc.ca

Le Manitoba

1. 2022 Improvements to Court

Provincial Court of Manitoba

En 2022, la Cour provinciale du Manitoba a entrepris des activités visant à rendre les comparutions et les audiences accessibles, utiles et opportunes.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.manitobacours.mb.ca

National

1. External Navigator Report and Management Response and Action Plan (MRAP)

Social Security Tribunal of Canada

Le service d'accompagnement du TSS existe depuis plus de deux ans. Dans un souci de transparence, le TSS a voulu savoir ce que des experts externes pensaient de ce service. Laverne Jacobs de l'Université de Windsor et Sule Tomkinson de l'Université Laval ont examiné le service d'accompagnement du point de vue de l'accès à la justice.

Leur rapport s'intitule : « Examen du service d'accompagnement du Tribunal de la sécurité sociale : Accès à la justice administrative pour les communautés marginalisées ». Il contient une rétroaction honnête concernant l'utilité du service pour les personnes qui font face à des obstacles pour accéder à la justice.

Il contient également des recommandations pour améliorer le service d'accompagnement. Le plan d'action du TSS en tient compte et les mesures suivantes ont déjà été mises en place en 2022 : offrir de la formation et un soutien continu au personnel accompagnateur; inviter les organismes de défense des droits des personnes handicapées à faire partie des comités de

parties prenantes et fournir des infographies faciles à comprendre sur le site Web. Les autres recommandations seront mises en œuvre en 2023.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 2 576

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet :

https://www.canlii.org/fr/doctrine/doc/2022CanLIIDocs1196#!fragment/zoupio-Tocpdf_bk_3/BQCwhgziBcwMYgK4DsDWszlQewE4BUBTADwBdoAvbRABwEtsBaAfX2zhoBMAzZgl1TMAzAEoANMmylCEAlqJCuAJ7QA5KrERCYXAnmKV6zdt0gAynIIAhFQCUAogBI7ANQCCAOQDC9saTB80KTsliJAA

Site web de l'organisation : <https://www.sst-tss.gc.ca/fr>

2. Glossary

Social Security Tribunal of Canada

Les lois qui établissent si vous avez droit à des prestations sont très techniques. Nous devons parfois utiliser les termes compliqués que les lois contiennent. Cependant, nous pouvons toujours expliquer ce que ces termes veulent dire avec des mots plus simples. Le site Web du TSS comporte désormais un glossaire de termes juridiques. Il s'agit des 50 termes complexes utilisés le plus souvent. Le glossaire est destiné à aider les clients à comprendre l'information :

- sur le site Web;
- dans leurs décisions;
- dans leurs formulaires et leurs lettres.

Le contenu du glossaire est fourni à titre d'information seulement. Il ne s'agit pas de conseils juridiques.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 9 069

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.sst-tss.gc.ca/fr/notre-travail-notre-equipe/glossaire>

Site web de l'organisation : <https://www.sst-tss.gc.ca/fr>

3. Rules of Procedure

Social Security Tribunal of Canada

Le 5 décembre 2022, les Règles de procédure du Tribunal de la sécurité sociale (TSS) sont entrées en vigueur. Elles remplacent l'ancien Règlement sur le Tribunal de la sécurité sociale par un ensemble de procédures rédigées en langage clair. Le TSS a conçu les Règles pour sa clientèle et pour que le plus de personnes possible les comprennent. Des spécialistes du langage clair à l'interne ont participé à toutes les étapes de la rédaction des Règles. Le TSS a également consulté des experts externes. Les rédacteurs du ministère de la Justice se sont assurés que le langage clair choisi par le TSS respectait les principes de rédaction législative.

Les Règles favorisent l'accès à la justice comme suit : les deux parties n'ont plus à déposer d'observations pour certaines demandes; il n'est plus nécessaire d'établir la qualification des témoins experts et les audiences sont menées à l'aide de la prise de décision active.

Les Règles ont fait l'objet d'une vaste consultation auprès des parties prenantes et du public.

À notre connaissance, il s'agit de la première fois au Canada qu'un tribunal administratif fédéral a des règles de procédure en langage clair.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 9 069

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/dors-2022-256/index.html>

Site web de l'organisation : <https://www.sst-tss.gc.ca/fr>

4. Information Sessions

[Social Security Tribunal of Canada](#)

L'équipe des Services juridiques du TSS offre des séances d'information sur l'assurance-emploi à la communauté étudiante des cliniques juridiques universitaires. Cette année, le TSS a élargi la portée de ces séances. En plus des séances sur l'assurance-emploi, des séances sur les appels liés aux prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada sont maintenant offertes.

Parmi les participants, on comptait, en plus des étudiants des cliniques juridiques universitaires, des parajuristes, des personnes œuvrant dans le domaine de la justice communautaire et des membres de la communauté de défense des droits et des représentants. Les séances tenues du 6 au 10 juin 2022 ont été bien accueillies.

Le TSS a également offert une séance de renseignements généraux au personnel de première ligne afin de lui permettre de mieux aider les communautés qu'il sert. Cette séance donne un aperçu du TSS, du processus d'appel et des ressources qu'il offre. La séance du 21 juin 2022 était un projet pilote et a connu un grand succès. Le TSS a l'intention d'offrir d'autres séances en 2023.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 49

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.sst-tss.gc.ca/fr>

Le Nouveau-Brunswick

1. Rules of Court Review Committee

[Law Society of New Brunswick](#)

En février 2022, le Barreau du Nouveau-Brunswick a réactivé le Comité d'examen des règles de procédure en lui confiant le mandat de chercher des moyens d'améliorer les règles de procédure du Nouveau-Brunswick en mettant l'accent sur la recherche d'efficacité, l'amélioration de l'accès à la justice et l'utilisation de la technologie, dans la mesure du possible, afin de mieux répondre aux besoins de tous les intervenants. Le comité a pour objectif de se pencher sur des règles spécifiques et de développer des propositions stratégiques afin de formuler des recommandations au procureur général en vue d'apporter des améliorations et des modifications aux Règles de procédure du Nouveau-Brunswick.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 7, 8

Site web du projet : <https://lawsociety-barreau.nb.ca/uploads/LawNews-March2022.pdf>

Site web de l'organisation : <https://lawsociety-barreau.nb.ca/fr>

1. Court of Appeal Annual Report

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

En 2022, la Cour d'appel de Nouvelle-Écosse a publié son premier rapport annuel électronique présentant les statistiques des séances de la Cour, l'état des activités de la Cour et les priorités de la Cour. Ce document était un moyen d'accroître la transparence, de rendre des comptes aux Néo-Écossais et de contribuer à renforcer la confiance du public envers les tribunaux et la magistrature. Ce rapport inaugural a également servi d'outil d'éducation publique, rappelant les renseignements de base sur la Cour d'appel, ses fonctions et ses juges.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 6

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

2. New Domestic Violence Court Program

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

En 2022, le programme du Tribunal du mieux-être d'Amherst a été élargi pour inclure un programme de tribunaux pour l'instruction des causes de violence conjugale, qui s'adresse aux résidents du comté de Cumberland, en Nouvelle-Écosse. Ce type de programmes de tribunaux du mieux-être répond mieux aux besoins des personnes touchées par la violence familiale et offre des interventions efficaces à un stade précoce. Le programme de tribunaux pour l'instruction des causes de violence conjugale offre une approche collaborative tenant compte des traumatismes, qui favorise des relations plus saines et contribue à protéger les survivants et leurs familles contre de futurs abus. Les participants admissibles doivent reconnaître avoir fait usage de violence à l'encontre d'un partenaire ou d'un ex-partenaire et avoir été accusés d'une infraction criminelle liée à cette violence. Les participants ne sont acceptés dans le programme que si le procureur de la Couronne y consent.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

3. Project to Collect Data on the Impact of Virtual Court Proceedings on Marginalized Communities

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

En novembre 2022, le comité sur les tribunaux virtuels (All Courts Virtual Court Committee) a publié un rapport sur l'incidence des instances judiciaires virtuelles sur les personnes et les communautés historiquement marginalisées. Ces travaux portaient précisément sur les expériences des Néo-Écossais indiquant être des Autochtones, des Afro-Néo-Écossais, des personnes d'autres origines raciales ou ethniques, des immigrants, des réfugiés ou des Néo-Canadiens ou des personnes 2ELGBTQQIA+, vivant avec une maladie mentale ou un handicap physique, ayant des problèmes de toxicomanie ou en situation d'itinérance ou de pauvreté. Trois étudiants en droit de Pro Bono Dalhousie ont travaillé avec l'Executive Office of the Judiciary (le Bureau de direction des tribunaux) pour recueillir des données et interroger les utilisateurs des tribunaux, les dirigeants communautaires, les avocats et d'autres personnes sur

leurs expériences en lien avec le tribunal virtuel. Le rapport qui en résulte donne une vue d'ensemble des commentaires des participants à l'enquête concernant précisément l'incidence des instances judiciaires virtuelles sur les personnes et les communautés historiquement marginalisées.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4, 5, 6, 7
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

4. Virtual Court Program

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

Tout au long de la pandémie de COVID-19, le système de justice a été contraint de s'adapter à l'évolution rapide de la situation en matière de santé publique et la manière dont les procédures judiciaires sont menées a dû être modifiée. Comme de nombreux tribunaux dans le monde, les tribunaux de la Nouvelle-Écosse ont dû restreindre de manière radicale les comparutions en personne. Alors que la distanciation physique et d'autres mesures de santé publique étaient en vigueur, les tribunaux ont rapidement adopté de nouveaux systèmes et de nouvelles pratiques pour s'adapter à cette nouvelle réalité. La technologie virtuelle a permis de poursuivre les procédures judiciaires pendant la pandémie, et aujourd'hui des options de tribunal virtuel demeurent offertes pour la plupart des appels et des affaires civiles, criminelles et de droit de la famille dans toute la Nouvelle-Écosse. Entre autres avantages, cet accès virtuel a permis d'accroître l'accessibilité et de réduire les frais de transport et de justice pour les plaideurs.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 4, 5
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

5. Webcasting of Court Proceedings

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

En 2022, la Cour d'appel de Nouvelle-Écosse a continué d'examiner ses dossiers afin de relever les affaires présentant un grand intérêt pour le public et susceptibles d'être diffusées sur le Web. En 2022, la Cour d'appel a diffusé en direct six audiences d'appel dans des affaires pénales et civiles très médiatisées. Grâce à cette initiative, le public a pu suivre les procédures d'appel en direct sur le site Internet des tribunaux de Nouvelle-Écosse, et les médias ont été autorisés à rediffuser des parties des webémissions (audio et vidéo) dans le cadre d'une couverture médiatique conventionnelle.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet :
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

6. Process for Appointing Counsel for Cross-Examination in Cases Involving Self-Reps

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

En février 2022, la Cour provinciale de la Nouvelle-Écosse a officialisé une procédure de nomination d'un avocat pour procéder au contre-interrogatoire dans les affaires où des

personnes ne sont pas représentées. La procédure comprend une liste de vérification et un projet d'ordonnance, conformément à l'article 486.3 du Code criminel.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

7. Judicial Referral Hearings Working Group

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

En 2022, la Cour provinciale de la Nouvelle-Écosse a créé le groupe de travail sur le régime des comparutions pour manquement, composé de représentants de la magistrature, du ministère de la Justice de la Nouvelle-Écosse (Division des services judiciaires) de la police, des services des poursuites, de l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse, des services correctionnels, des services de santé publique et d'organisations de justice communautaire. Grâce à la mise en œuvre du projet de loi C-75, la police et les tribunaux disposent désormais d'un moyen efficace de traiter les infractions contre l'administration de la justice. Ces infractions affectent profondément le fonctionnement efficace de notre système de justice en augmentant le nombre d'infractions portées devant les tribunaux. Elles ont également contribué à l'augmentation du nombre de personnes placées en détention avant jugement (détention provisoire) et à la surreprésentation des Autochtones, des Afro-Néo-Écossais et d'autres personnes issues de populations vulnérables. L'objectif du groupe de travail consiste à élaborer un processus efficace de comparution pour manquement en Nouvelle-Écosse. Il se concentrera également sur les pratiques culturellement appropriées et les meilleures pratiques en matière de conditions de mise en liberté sous caution, de collecte de données et d'évaluation.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 5, 7, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

L'Ontario

1. Élargissement du règlement judiciaire exécutoire des différends

[Superior Court of Justice Ontario](#)

L'élargissement du règlement judiciaire exécutoire des différends est un projet pilote qui a été conçu pour offrir un moyen plus simple de parvenir à un règlement définitif dans les affaires relevant du droit de la famille. Dans le cadre du règlement judiciaire exécutoire des différends, le ou la juge rencontre les parties (et leurs avocats, le cas échéant) pour explorer les possibilités de règlement. Chaque partie doit expliquer sa proposition pour résoudre les questions en suspens ainsi que les faits essentiels qui soutiennent sa thèse. Le projet est également réalisé à Kitchener depuis le 1^{er} novembre 2022.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.ontariocourts.ca/scj/practice/binding-judicial-dispute-resolution-pilot/>

Site web de l'organisation : <https://www.ontariocourts.ca/scj>

2. Élargissement de la couverture du service de terminal d'accès dans le Nord de l'Ontario

Tribunals Ontario

Tribunaux décisionnels Ontario continue d'élargir son service de terminal d'accès en Ontario. L'organisation offre maintenant un accès à son bureau de Sudbury, ce qui améliorera l'accès à la justice dans le Nord de l'Ontario. Ces terminaux permettent aux parties qui n'ont pas accès à un ordinateur, à un téléphone ou à Internet de participer à leurs audiences virtuelles à cinq endroits dans la province : Toronto, Hamilton, London, Ottawa et (désormais) Sudbury. Tribunaux décisionnels Ontario examine activement des options visant à élargir davantage la couverture dans le reste de la province.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://tribunalsontario.ca>

L'Île-du-Prince-Édouard

1. Forum sur l'accès à la justice

Prince Edward Island Court of Appeal

En 2022, la Cour d'appel de l'Île-du-Prince-Édouard a continué de travailler avec divers intervenants dans le cadre d'un forum sur l'accès à la justice.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.courts.pe.ca/court-of-appeal>

Le Québec

1. Table de concertation en matière de petites créances

Barreau du Québec

Le Barreau du Québec est partenaire de la Table de concertation en matière de petites créances, présidée par la juge en chef adjointe de la Chambre civile de la Cour du Québec, l'honorable Martine L. Tremblay. La Table a pour but de favoriser l'assistance juridique, la médiation et la conciliation pour le règlement des litiges sur des créances de 15 000 \$ et moins qui relèvent de la compétence de la Division des petites créances de la Cour du Québec. Le Répertoire des initiatives en cours ou à venir a pour objectif de faire connaître les services ou les outils disponibles aux parties à la Division des petites créances et aux personnes aux prises avec un différend portant sur une petite créance.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.barreau.qc.ca/fr/>

Le Yukon

1. Eagle Feathers provided for use in Yukon courtrooms

Supreme Court of Yukon

La Cour suprême du Yukon a dévoilé dix plumes d'aigle qui seront utilisées dans les salles d'audience de Whitehorse, Watson Lake et Dawson, ainsi que dans les cours de circuit des collectivités rurales du Yukon. Les plumes peuvent être utilisées pour prêter serment devant la cour et constituent un moyen de reconnaître et d'intégrer la culture des Premières Nations du Yukon dans le système de justice conventionnel, ainsi que d'accroître le respect et la sensibilisation à l'égard de la culture des Premières Nations du Yukon dans les salles d'audience.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 7

Site web du projet : <https://www.yukoncourts.ca/sites/default/files/2022-03/Press%20Release.pdf>

Site web de l'organisation : <https://www.yukoncourts.ca/fr>

Objectif 4 : Améliorer la justice familiale

L'éclatement de la famille est l'un des problèmes juridiques les plus courants au Canada. C'est aussi l'un des plus coûteux pour votre portefeuille, votre cœur et les gens qui vous entourent. La plupart des gens au Canada se représentent eux-mêmes dans les cas d'éclatement de la famille – ils essaient de gérer leur propre séparation, la garde des enfants et les arrangements financiers, y compris le recours aux tribunaux – parce qu'ils n'ont pas les moyens de se payer des services juridiques.

Les organismes du secteur de la justice du Canada modifient le point central des affaires de droit de la famille – en plaçant les enfants au centre du processus pour favoriser leur saine croissance, en trouvant les moyens les plus rapides et les moins litigieux de parvenir à un règlement, et en protégeant les enfants et les parents qui sont victimes de violence ou de mauvais traitements.

En 2022, le secteur du droit de la famille a apporté un soutien à des initiatives visant le bien-être et la protection des enfants, parmi lesquelles figuraient les groupes de pratique de la protection des enfants, les conférences préparatoires à des litiges familiaux et les listes d'avocats spécialistes des questions parentales très conflictuelles. Les innovations comprennent l'offre de cours en ligne à rythme libre portant sur la demande de divorce, la parentalité après la séparation et les processus des tribunaux de la famille.

4.1 Offrir une vaste gamme de services

Rendre les services en droit familial plus faciles à trouver, notamment le triage, l'intervention précoce, les processus intégrés et collaboratifs, les séances sur la parentalité et les services financiers

4.2 Faire la promotion de la prévention et du règlement des différends

Développer et promouvoir la gestion proactive des problèmes familiaux, ainsi que des approches et des services davantage consensuels, tout en gardant l'accent sur la sécurité

4.3 Innover

Sensibiliser le public aux approches moins adversariales et les encourager à faire l'expérience des nouveaux services et processus pour créer des occasions de résolution consensuelle

4.4 Restructurer les tribunaux de la famille

Regrouper tous les aspects du droit de la famille au même endroit, notamment la séparation, la garde et l'accès, et le divorce, idéalement sous la responsabilité d'un seul juge

La Colombie-Britannique

1. Changes to Provincial Court (Child, Family and Community Service Act) Rules on December 19, 2022

Provincial Court of British Columbia

En vertu de la loi de l'enfance, de la famille et des services communautaires (Child, Family and Community Service Act), les juges mènent des audiences pour décider si la garde d'un enfant par ses parents doit être supervisée par un travailleur social ou si la garde de l'enfant doit être retirée à ses parents pour cause de maltraitance ou de négligence. Ils organisent également des conférences préparatoires pour les affaires de droit de la famille afin d'aider les familles et les travailleurs sociaux à se mettre d'accord sur ce qui est nécessaire pour réunir la famille. Les règles de la Cour provinciale (Child, Family and Community Service Act) définissent les procédures en la matière. En 2022, la Cour a collaboré avec le gouvernement provincial pour moderniser les règles et combler certaines lacunes parmi celles-ci.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 3

Site web du projet : <https://www.provincialcourt.bc.ca/enews/enews-19-12-2022>

Site web de l'organisation : www.provincialcourt.bc.ca

2. Child Support Recalculation Service

BC MAG JSB #2

Le service de révision administrative des pensions alimentaires pour enfants (Child Support Recalculation Service ou CSRS) offre un service de recalcul administratif pour les familles qui ont des ordonnances ou ententes en matière de pension alimentaire pour enfants. Après un projet pilote réussi dans un greffe de tribunal provincial, le programme a été élargi en avril 2022 pour inclure les ententes et ordonnances déposées dans n'importe quel tribunal provincial de la Colombie-Britannique. L'objectif de ce programme est d'aider les familles à s'assurer que leurs obligations en matière de pension alimentaire pour enfants reflètent le revenu actuel des parents sans avoir à retourner devant le tribunal pour faire modifier une ordonnance, ce qui permet aux parties d'économiser le temps et les frais associés à une demande de nature judiciaire. Le programme sert actuellement 350 familles, dont 135 qui se sont inscrites au programme depuis son expansion.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 350

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 3, 5

Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : ~

3. Consensual Dispute Resolution in Family Violence

[Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law "\(ACE\)"](#)

L'Access to Justice Centre for Excellence, en partenariat avec le bureau responsable de la transformation, des lois et des politiques en matière familiale du ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique, a lancé un projet de recherche sur l'utilisation des processus de règlement consensuel des différends dans les cas de violence familiale.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 1 000
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 5, 8
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : <https://bcace.org/>

4. Early Resolution and Case Management Model Final Report

[Provincial Court of British Columbia](#)

Une nouvelle approche centrée sur l'utilisateur, appelée modèle de règlement rapide et de gestion des cas (Early Resolution and Case Management Model), a été mise en œuvre à Victoria en 2019. Une évaluation réalisée en 2022 indique que ce modèle a permis d'aider les familles de Victoria à résoudre leurs différends sans passer par les tribunaux. Le modèle permet d'évaluer rapidement la pertinence d'un règlement consensuel des différends (RCD) et, si un tel processus est adéquat, exige la participation à une séance de RCD. Ce modèle permet aux familles d'accéder rapidement à des renseignements et à l'aide pour régler des différends et d'être mieux préparées pour les dossiers qui sont portés devant les tribunaux.

La Cour provinciale de Victoria a connu les diminutions suivantes quant aux dossiers déposés relevant du droit de la famille :

1. une réduction de 63 % du temps total d'audience pour de nouvelles affaires de droit de la famille;
2. 71 % d'ajournements en moins et 53 % moins de comparutions, les parties étant mieux préparées et les conférences de gestion pour les affaires de droit de la famille devenant plus utiles;
3. une forte réduction des affaires nécessitant plus de 100 minutes d'audience;
4. moins d'affaires nécessitant un procès.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 3, 8
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : <https://www.provincialcourt.bc.ca>

5. Early Resolution Model

[BC MAG JSB #2](#)

Le modèle de règlement rapide de la Colombie-Britannique (le modèle) s'appuie sur les services de justice familiale existants pour fournir aux personnes cherchant à résoudre des questions de droit de la famille (ententes parentales, pensions alimentaires pour enfants, contacts avec un enfant, tutelle d'un enfant ou pensions alimentaires pour époux) devant le tribunal provincial un accès rapide à l'information et aux aiguillages, une aide à la résolution extrajudiciaire des litiges et une aide à la préparation au procès. Le modèle est un élément clé

des règles de procédure réformées du Tribunal de la famille de la Colombie-Britannique, le modèle ayant été prototypé dans le greffe familial de la Cour provinciale de Victoria en mai 2019 et étendu au greffe de Surrey en décembre 2020.

Les premiers résultats de l'évaluation en 2022 indiquent que ce modèle profite aux familles, qu'il permet de résoudre les questions de droit de la famille de manière moins conflictuelle et qu'il entraîne des résultats plus rapides, une diminution du nombre de comparutions devant les tribunaux et une réduction notable de la durée des procédures judiciaires.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 3

Site web du projet : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/life-events/divorce/family-justice/your-options/early-resolution> ; <https://news.gov.bc.ca/releases/2022AG0026-000238>

Site web de l'organisation : ~

6. Family Justice Report Service

[Justice Services Branch, Ministry of Attorney General, Government of British Columbia](#)

La division des services de justice familiale du ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique propose un service de rapports de justice familiale dans le cadre duquel des conseillers en justice familiale sont chargés par le tribunal, en vertu de l'article 211 de la loi sur le droit de la famille (Family Law Act), de préparer des rapports écrits qui aident les juges à prendre des décisions sur la tutelle, les responsabilités parentales, le temps parental et les contacts. Ces rapports fournissent au tribunal des renseignements objectifs sur l'enfant et ses relations familiales. Les rapports de justice familiale sont soit :

- Article 211 – Rapport sur l'opinion de l'enfant : présente des renseignements d'une manière qui respecte la voix de l'enfant.
- Article 211 – 211 Rapport complet : présente au tribunal des renseignements objectifs sur l'enfant dans le contexte de ses relations familiales.

Grâce au processus d'évaluation et de rapport, les parents peuvent être en mesure de résoudre leurs problèmes, dans l'intérêt supérieur de leur enfant, sans avoir besoin d'une aide supplémentaire de la part du tribunal.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 3

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/about-bcs-justice-system/justice-services>

7. Family Search Program

[BC MAG JSB #2](#)

Grâce au programme de recherche sur la famille, près de 17 000 demandes de recherche ont été effectuées en 2022, ce qui a permis d'aider des familles inscrites auprès de la BC Family Maintenance Agency, des familles qui présentent des demandes devant les tribunaux ou des familles qui demandent de l'aide auprès de l'un des services de justice familiale. Les demandes de recherche permettent de fournir des renseignements tels que le lieu de résidence, le revenu et les biens d'une partie, ce qui aide les programmes liés à la famille à offrir des services.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 3, 5
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : ~

8. Informal Family Trial Pilot - Kamloops Registry

Provincial Court of British Columbia

À Kamloops, une procédure informelle est mise à l'essai pour certains procès en droit de la famille devant la Cour provinciale. L'objectif d'un procès informel est de mettre en place une procédure selon laquelle le juge peut jouer un rôle de facilitateur pour diriger, contrôler et gérer le déroulement du procès. Le procès informel est conçu pour être moins formel et plus souple afin de répondre aux besoins des parties. Les parties présentent leurs preuves lors du procès en suivant les instructions du juge sur la manière dont les renseignements sont présentés au tribunal. Le juge détermine ensuite comment les renseignements dont il dispose l'aideront à trancher les questions à régler.

Le recours à un procès informel est volontaire. Un procès informel n'est organisé que si toutes les parties en cause et le juge de première instance y consentent. Toutes les parties doivent déposer un formulaire écrit de consentement à un procès informel si elles acceptent de recourir à la procédure informelle lors du procès. Les formulaires de consentement doivent être déposés au greffe avant la tenue du procès.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 3
Site web du projet : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/life-events/divorce/family-justice/your-options/going-to-court/provincial-court/informal-family-trial-pilot> ;
<https://www.provincialcourt.bc.ca/enews/enews-16-05-2022> ;
<https://www.provincialcourt.bc.ca/types-of-cases/family-matters>
Site web de l'organisation : www.provincialcourt.bc.ca

9. Interjurisdictional Support Services

BC MAG JSB #2

Le Service d'exécution réciproque des ordonnances alimentaires (Interjurisdictional Support Services ou IJSS) facilite le prononcé des ordonnances et le recouvrement des pensions alimentaires pour enfants et époux lorsque le payeur ou le bénéficiaire vit dans une autre province ou un territoire canadien ou dans un pays ayant conclu un accord de réciprocité avec la Colombie-Britannique. En 2022, l'IJSS a servi environ 700 familles.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 3, 5
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : ~

10. Justice Access Centres

Justice Services Branch, Ministry of Attorney General, Government of British Columbia

La division des services de justice familiale du ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique gère des centres d'accès à la justice (JAC) afin de fournir aux Britanno-Colombiens des renseignements et des services leur permettant de trouver des solutions rapides et

durables à leurs problèmes de justice familiale et de justice civile extra-familiale de la Cour supérieure. Les aspects clés du modèle des JAC sont l'évaluation initiale des besoins et des enjeux, la fourniture de renseignements pertinents, des aiguillages adaptés, des ressources pour l'auto-assistance et un point central de connexion avec les services familiaux et non familiaux. Chaque JAC offre des services d'auto-assistance et d'information (ordinateurs, imprimantes et publications); un service d'évaluation et de triage pour relever et clarifier les problèmes et orienter les clients vers les services appropriés; des conseils juridiques gratuits et limités fournis par des partenaires juridiques sur place; des services de médiation et d'autres services de règlement des différends pour les questions liées à la famille; des organismes communautaires sur place; et une aide à la préparation du procès. Les JAC sont situés à Victoria, Nanaimo, Vancouver, Abbotsford et Surrey.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 3

Site web du projet : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/life-events/divorce/family-justice/who-can-help/family-justice-centres>

Site web de l'organisation : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/about-bcs-justice-system/justice-services>

11. Parenting After Separation and Parenting After Separation for Indigenous Families

Justice Services Branch, Ministry of Attorney General, Government of British Columbia

Le cours sur le rôle parental après la séparation et le cours sur le rôle parental après la séparation pour les familles autochtones, sont des cours en ligne offerts gratuitement par la direction des services de justice du ministère du procureur général, destinés aux parents de la Colombie-Britannique et aux autres membres de la famille qui sont confrontés à une séparation ou à un divorce et qui doivent prendre des décisions concernant la tutelle, les arrangements parentaux, les contacts, les pensions alimentaires pour enfants et pour époux. Le cours sur le rôle parental après la séparation pour les familles autochtones est conçu pour être adapté à la culture des familles autochtones de toute la province. Une nouvelle version du cours sur le rôle parental après la séparation en punjabi est en cours d'élaboration. De nombreux parents suivent un cours sur le rôle parental après la séparation au début d'une procédure judiciaire provinciale.

Le cours sur le rôle parental après la séparation permet :

- aux parents de prendre des décisions prudentes et éclairées concernant leur séparation et les stratégies pour gérer les conflits qui peuvent en résulter;
- de veiller à ce que les décisions soient prises dans l'intérêt supérieur des enfants;
- d'améliorer l'accès à la justice pour les participants aux cours en leur fournissant des renseignements sur le système judiciaire et les solutions de rechange aux tribunaux.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 3

Site web du projet : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/life-events/divorce/family-justice/who-can-help/pas> ; <https://parenting-after-separation.jibc.ca/> ; <https://parenting-after-separation-indigenous.jibc.ca/>

Site web de l'organisation : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/about-bcs-justice-system/justice-services>

12. Preparing for Implementation of Official Language Provisions in the Divorce Act

[Justice Services Branch, Ministry of Attorney General, Government of British Columbia](#)

La direction des services de justice du ministère du Procureur général a mené des travaux en matière de lois et politiques pour permettre la mise en œuvre des modifications apportées à la *Loi sur le divorce* en Colombie-Britannique en ce qui concerne les langues officielles.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 3, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/about-bcs-justice-system/justice-services>

13. Safe Supports for Families

[Justice Services Branch, Ministry of Attorney General, Government of British Columbia](#)

Le projet « Safe Supports for Families » du ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique concevra, testera et évaluera certaines approches spécifiques visant à renforcer la sécurité des familles, priorisant les survivants de la violence conjugale au moment où ils accèdent au système de justice familiale et aux services connexes. Il s'agira notamment d'aider à gérer les questions non juridiques et de promouvoir des mesures de soutien et d'adaptation appropriées.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 3, 5, 7, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/about-bcs-justice-system/justice-services>

14. Standard Wording of Family Court Orders (Family Picklist)

[Provincial Court of British Columbia](#)

En 2022, la liste de sélection relative au droit de la famille (Family Picklist) a été mise à jour pour refléter les modifications apportées aux règles de procédure en droit de la famille le 4 janvier. Les listes de sélection sont des listes de termes normalisés pour les ordonnances judiciaires. Elles sont stockées dans les ordinateurs des salles d'audience afin que le greffier puisse les utiliser pour saisir rapidement et précisément les ordonnances rendues par un juge. Lorsqu'un juge décide de modifier le libellé normalisé, un greffier peut modifier le terme en conséquence. Les listes de sélection comprennent des codes composés de lettres et de chiffres qui aident le greffier à trouver rapidement un terme. Vous pouvez copier et coller les termes, puis saisir les détails.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 3

Site web du projet :

<https://www.provincialcourt.bc.ca/downloads/family/Standard%20Wording%20of%20Family%20Court%20Orders%20-%20January%202022.docx>

Site web de l'organisation : www.provincialcourt.bc.ca

15. Virtual Initial Needs Determination

[Justice Services Branch, Ministry of Attorney General, Government of British Columbia](#)

Le programme de détermination virtuelle initiale des besoins (Virtual Initial Needs Determination), ou VIND du ministère du procureur général de la Colombie-Britannique permet aux familles confrontées à des problèmes de séparation ou de divorce d'avoir accès à une détermination initiale de leurs besoins dans l'ensemble de la province. Un système téléphonique/informatique intégré permet au personnel de VIND de servir les clients, peu importe où ils vivent dans la province. Les clients parlent généralement avec le personnel administratif en moins de 30 secondes et sont mis en relation avec un enquêteur en moins de deux minutes. Les enquêteurs font des vérifications de sécurité, fournissent de l'information juridique, orientent les clients vers des avis juridiques et des ressources communautaires le cas échéant, et prennent des rendez-vous avec des conseillers en justice familiale et des agents d'aide à l'enfance.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/about-bcs-justice-system/justice-services>

Le Manitoba

1. Family Law Modernization /Family Resolution Service

Family Resolution Service

Le Service de règlement des litiges familiaux est un service à guichet unique qui favorise le bien-être des familles et des relations saines en offrant une gamme de services aux familles manitobaines en situation d'éclatement ou de réorganisation familiale. Il aide notamment les familles en matière de violence conjugale et familiale, de médiation, d'évaluations familiales, de pensions alimentaires pour enfants et époux, de répartition des biens, de navigation dans les tribunaux, de temps parental supervisé et d'échanges. Les services sont fournis en collaboration avec les partenaires communautaires pour aider à régler les différends d'une manière collaborative, équitable, abordable et rapide.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 17 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.gov.mb.ca/familylaw/fr/index.html>

National

1. Public Legal Education Information - Divorce Act Amendments

Justice Canada

À l'automne 2022, le ministère de la Justice du Canada a publié des documents supplémentaires de vulgarisation juridique concernant les changements apportés à la Loi sur le divorce, qui sont entrés en vigueur le 1er mars 2021. Deux nouvelles fiches d'information renseignent les professionnels sur les modifications apportées à la Loi sur le divorce qui s'appliqueront aux familles qu'ils rencontrent dans le cadre de leur travail : Modifications à la Loi sur le divorce expliquées – Éducateurs et Modifications à la Loi sur le divorce expliquées – Professionnels de la santé. L'échantillon de clauses pour un plan parental mis à jour offre aux parents des options pour élaborer un plan parental personnalisé (un document écrit qui décrit la manière dont les parents élèveront leurs enfants après la séparation ou le divorce).

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : www.famille.justice.gc.ca

Site web de l'organisation : <https://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/acces-access/index.html>

2. School for Family Litigants

[The National Self-Represented Litigants Project](#)

Ce programme gratuit en ligne, d'une durée de 12 semaines, donne aux plaideurs canadiens non représentés dans des affaires relevant du droit de la famille (divorce, garde d'enfants, etc.) les outils nécessaires pour les aider à s'orienter seuls dans le système de justice. Il a eu lieu deux fois en 2022 et a connu un énorme succès. Les réactions des apprenants non représentés et des conférenciers et panélistes bénévoles ont été enthousiastes et très positives.

Le programme hebdomadaire aborde, entre autres, les sujets suivants :

Les principes fondamentaux du système du droit de la famille;

La recherche d'ordre juridique;

Les documents juridiques;

Les étapes du processus;

Les options de règlement;

La préparation en vue d'un procès;

Le fait de prendre soin de soi et la gestion des émotions.

Le cours offre la possibilité d'obtenir des renseignements et des stratégies qui permettent aux parties non représentées de comprendre le système du droit de la famille et de s'orienter dans celui-ci. Les séances sont animées par le personnel du National Self-Represented Litigants Project (NSRLP) et divers experts en droit de la famille et sont fondées sur leurs guides pour les parties non représentées. Le financement actuel du NSRLP est épuisé, mais on espère obtenir un financement supplémentaire pour poursuivre et étendre ce programme dans le futur.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 90

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : representingyourselfcanada.com

Le Nouveau-Brunswick

1. Formulaires remplissables et annotés en matière de droit de la famille

[Public Legal Education and Information Service of New Brunswick](#)

En mars 2021, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a mis en place une série de modifications prescrites aux formulaires actuels des tribunaux de la famille. Le gouvernement a conclu un contrat avec le Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick (SPEIJ-NB) afin que celui-ci transforme les formulaires en un fichier PDF remplissable présentant un format et des renseignements à jour. Le SPEIJ-NB a créé une version annotée du formulaire en 2022, laquelle comprend des orientations destinées aux plaideurs non représentés au sujet de la façon de remplir le formulaire correctement.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.legal-info-legale.nb.ca>

La Nouvelle-Écosse

1. Family Law Guided Pathway

Legal Information Society of NS

La Legal Information Society de la Nouvelle-Écosse (LISNS), en partenariat avec le ministère de la Justice de la Nouvelle-Écosse, élabore le premier parcours guidé de la province pour aider les personnes qui vivent un divorce ou des problèmes familiaux. Il s'agit en fait d'une application en matière de divorce à remplir soi-même. Elle crée des documents qui peuvent être déposés auprès du tribunal de la famille. Le parcours fournit de l'information juridique qui permet de remplir les formulaires ainsi qu'une aide au triage vers la LISNS pour obtenir de l'aide par téléphone, par chat en direct ou par courrier électronique. Le parcours aidera également les personnes à entrer en contact avec un avocat spécialisé en droit de la famille. Le parcours guidé en matière de droit de la famille apportera un soutien essentiel aux nombreuses personnes non représentées en Nouvelle-Écosse qui ayant des questions en matière de divorce ou relevant du droit de la famille.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 5, 6, 7, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.legalinfo.org

2. Family Law Information Sessions

Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts

La Cour suprême (Division de la famille) continue d'offrir le programme d'information sur le droit de la famille, qui comprend le site Web du droit de la famille de la Nouvelle-Écosse et les centres du programme d'information sur le droit de la famille (centres FLIP). Ces centres d'information sont situés à Halifax et à Sydney. Le personnel du tribunal sur place peut fournir de l'information sur les procédures judiciaires, des sujets juridiques et les services du tribunal; il élabore et propose des séances d'information sur le droit de la famille; et il peut aiguiller les clients vers des organismes et des programmes communautaires. Les centres FLIP offrent également un accès à un ordinateur pour remplir les documents judiciaires et les clients peuvent accéder à des documents écrits sur les questions de droit de la famille et les procédures judiciaires.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 3

Site web du projet : <https://www.nsfamilylaw.ca/>

Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

3. Separation Agreement Pathway

Legal Information Society of NS

La Legal Information Society de la Nouvelle-Écosse (LISNS) élabore un parcours guidé qui permettra aux personnes de rédiger un accord de séparation qui pourra être soumis au tribunal ou utilisé dans le cadre d'une procédure judiciaire dans une affaire familiale. Ce parcours

permettra de combler une lacune importante pour les nombreuses personnes non représentées par un avocat impliquées dans des affaires relevant du droit de la famille.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 5, 7, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.legalinfo.org

L'Ontario

1. Family Law Rights of Appearance Pilot Project

Law Society of Ontario

Le 17 janvier 2022, le Barreau de l'Ontario a lancé le projet pilote sur les droits de comparution en droit de la famille en partenariat avec la Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario. Le projet pilote vise à permettre aux candidats admissibles à la profession d'avocat de comparaître dans un plus grand nombre d'affaires portant sur le droit de la famille.

La règle 4(1)(c) des Règles en matière de droit de la famille exige que la Cour autorise à l'avance une partie à se faire représenter par une personne qui n'est pas un avocat. Le projet pilote supprime temporairement l'exigence d'une autorisation préalable pour permettre aux candidats et admissibles au permis d'avocat bénéficiant d'un soutien et d'une supervision appropriés de s'exprimer sur des questions de droit de la famille devant les tribunaux dans un champ d'application défini et dans certains lieux. L'objectif du projet est de faciliter l'accès à la justice en apportant un soutien supplémentaire aux avocats spécialisés dans le droit de la famille et à leurs clients en autorisant les candidats au permis d'avocat à comparaître devant les tribunaux en leur nom pour des questions juridiques spécifiques.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 6

Site web du projet : <https://lso.ca/news-events/news/latest-news-2021/family-law-rights-of-appearance-pilot-project>

Site web de l'organisation : <https://lso.ca/accueil>

2. Programme pilote de droit de la famille pour jeunes parents

Ontario Justice Education Network

Le programme de droit de la famille pour jeunes parents du ROEJ aide les jeunes parents à se sentir compétents et à devenir autonomes. Cette série d'ateliers vise à sensibiliser les jeunes aux enjeux juridiques courants auxquels ils pourraient faire face dans leur vie et les aide à se familiariser avec les lois et les processus judiciaires applicables au moyen d'un apprentissage basé sur l'expérimentation. Au cours de 3 à 5 séances, des avocats travaillent avec les jeunes parents pour les aider à développer leur aptitude à défendre leurs droits et intérêts, leur sens de l'organisation et leur capacité à communiquer, en particulier lorsqu'il s'agit de prendre la parole en public.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <https://ojen.ca/en/program/family-law-for-young-parents>

Site web de l'organisation : www.roej.ca

3. Family Legal Services Provider License

Law Society of Ontario

Le 1er décembre 2022, le Conseil du Barreau de l'Ontario a approuvé une motion pour la mise en œuvre d'un permis de prestataire de services en droit de la famille (PSDF). Le Barreau travaille à la mise en place d'un permis de PSDF qui permettra aux parajuristes ayant reçu une formation appropriée de fournir des services juridiques spécifiques dans le domaine du droit de la famille.

L'élaboration d'un permis PSDF est l'une des réponses du Barreau visant à faciliter l'accès à la justice en matière de droit de la famille. Le besoin juridique le plus aigu pour les Ontariens est la représentation au tribunal de la famille, où, selon les conclusions du rapport Bonkalo, environ 60 % des Ontariens n'étaient pas représentés par un avocat en 2014-2015. La pandémie de COVID-19 a également eu une incidence sur la prestation de services juridiques en Ontario et peut restreindre davantage l'accès à la justice aux parties au litige en droit de la famille.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : <https://iso.ca/about-iso/initiatives/family-law-action-plan/flsp-call-for-comment>

Site web de l'organisation : <https://iso.ca/accueil>

Le Québec

1. Réforme du droit de la famille

Ministère de la Justice du Québec

Une nouvelle obligation de considérer la violence familiale dans toutes décisions concernant l'enfant;

L'admissibilité universelle à l'aide juridique pour tous les enfants qui font notamment l'objet d'une intervention en protection de la jeunesse;

Un soutien offert aux enfants et aux familles en cas de décès d'un parent;

L'encadrement juridique de la gestation pour autrui en vue d'assurer la protection de l'enfant à naître ainsi que de la femme qui le porte;

Un meilleur accès à la connaissance des origines pour les enfants adoptés ou nés d'un don de gamète;

La modernisation des textes de loi pour mieux répondre aux besoins des familles LGBTQ.

Le projet de loi 2 a été sanctionné le 8 juin 2022.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : <https://www.justice.gouv.qc.ca/dossiers/famille>

Site web de l'organisation : <https://www.justice.gouv.qc.ca>

La Saskatchewan

1. Family Court Screening Officers

Ministry of Justice and Attorney General

Le ministère de la Justice et du Procureur général de la Saskatchewan a mis en place des agents de contrôle du tribunal de la famille, qui sont chargés de veiller à ce que les parties au litige en matière de droit de la famille sachent comment accéder aux services en droit de la famille et aux services de soutien appropriés. Les procédures en matière de droit de la famille sont dirigées vers les étapes appropriées en fonction des circonstances et du type de demande. Plus particulièrement, l'agent de contrôle du tribunal sera chargé de vérifier la présence de violences familiales. Les parties qui ont subi des violences familiales seront orientées vers les services d'aide appropriés. L'agent de contrôle travaille avec les juges du droit de la famille pour déterminer une procédure judiciaire sûre et efficace.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : <https://www.justice.gouv.qc.ca/dossiers/famille>

Site web de l'organisation : <https://www.justice.gouv.qc.ca>

Objectif 5: Travailler Ensemble

La vie ne se passe pas en vase clos. Si vous avez un problème juridique, il y a de fortes chances que vous ayez un problème de vie plus important. Le système de justice a toujours fonctionné indépendamment des autres systèmes sociaux – mais cela est en train de changer.

La collaboration est de plus en plus reconnue comme le meilleur moyen de placer les gens au centre du système de justice. La participation des membres de la collectivité et d'experts d'autres secteurs, comme ceux de la santé et de l'éducation, à l'élaboration de nouveaux modèles de résolution de problèmes permet aux bonnes personnes de se faire entendre. En travaillant dans l'ensemble du Canada par l'entremise de groupes de collaboration dans chaque province ou territoire, nous pouvons échanger des connaissances, des ressources et des idées novatrices pour aider à résoudre ces problèmes de vie.

En 2022, la troisième semaine annuelle de l'accès à la justice a étendu son élan à l'échelle du pays : on enregistre dorénavant la participation simultanée de sept provinces. La stratégie pancanadienne de transformation de la justice familiale, une alliance d'organisations de diverses provinces qui s'est donnée comme mandat de transformer le système de justice familiale, a également été lancée en 2022.

5.1 Coordonner les efforts

Rassembler toutes les organisations qui travaillent en matière d'accès à la justice dans chaque province ou territoire pour mettre l'accent sur les solutions locales

5.2 Inclure tout le monde

Faire participer les grandes institutions (tribunaux, gouvernements), les groupes professionnels (associations d'avocats), les groupes communautaires et les organisations sans but lucratif (cliniques, VIJ), les universitaires et les particuliers pour trouver des approches nouvelles et créatives

5.3 Être audacieux, passer à l'action

Une coordination locale et nationale doit diriger, agir et inspirer les autres à s'attaquer au problème de l'accès à la justice

5.4 Collaborer au sein des institutions

En plus d'être une préoccupation de l'ensemble du système de justice, l'accès à la justice doit être une préoccupation au cœur des organisations de juges, des associations d'avocats et de parajuristes, des tribunaux et des institutions

5.5 Coordonner dans l'ensemble du Canada

Poursuivre sur notre lancée et maintenir une attention soutenue à l'égard de ces questions dans l'ensemble du pays, en complément de l'activité locale et régionale

L'Alberta

1. Alberta Access to Justice Week

[Canadian Bar Association - Alberta Branch](#)

En octobre 2022, la division de l'Alberta de l'Association du Barreau canadien (ABC) a organisé la composante albertaine de la Semaine de l'accès à la justice, soulignée annuellement à l'échelle nationale, en collaboration avec des organisations de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario et des Maritimes. La division de l'Alberta de l'ABC et d'autres parties prenantes dans le domaine de la justice ont organisé des événements et des activités dans toute la province pour souligner l'importance de la justice, les obstacles pour y accéder et les façons dont nous pouvons travailler ensemble pour éliminer ces obstacles.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 3, 7

Site web du projet : www.albertaaccesstojustice.com

Site web de l'organisation : www.cba-alberta.org

Le Manitoba

1. Robson Hall Access to Justice Blog

[Manitoba's Access to Justice Steering Committee](#)

Le Comité directeur sur l'accès à la justice du Manitoba a lancé le blogue sur l'accès à la justice Robson Hall, qui mettra en lumière les développements liés à l'accès à la justice dans l'ensemble du Canada, plus particulièrement ceux qui sont pertinents pour le Manitoba. Gerard Kennedy, professeur adjoint à la faculté de droit de l'Université du Manitoba, a créé ce blogue en collaboration avec Natasha Brown, coordinatrice de l'accès à la justice à la Société du droit du Manitoba. Cette initiative conjointe de Kennedy et Brown se traduira par la publication, au moins une fois par semaine, d'articles rédigés par eux-mêmes et par des étudiants en droit, ainsi que d'articles occasionnels d'autres professeurs de droit et d'organisations d'accès à la justice au Manitoba.

Le blogue présentera des renseignements sur :

- les modifications concernant l'accès à la justice dans la loi au Manitoba et au Canada;
- les causes intéressantes qui concernent l'accès à la justice au Manitoba ou qui sont applicables au Manitoba;
- des nouvelles sur la recherche et des conférences sur l'accès à la justice;
- des mises à jour des intervenants dans le domaine de l'accès à la justice au Manitoba;
- des nouvelles sur les initiatives concernant l'accès à la justice au Manitoba et au Canada.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 7
Site web du projet : <https://law.robsonhall.com/access-to-justice/>
Site web de l'organisation : ~

2. Victims of Intimate Partner Violence Project

[Community Legal Education Association \(Manitoba\) Incorporated](#)

Dans le cadre du projet sur les victimes de violence conjugale, l'Association d'éducation juridique communautaire (Manitoba) s'est associée à des organisations formidables pour organiser six webinaires en direct, qui ont attiré plus de 200 personnes. L'Association a également mis en place un service téléphonique d'aide juridique en cas de violence conjugale ainsi qu'une adresse électronique associée au service. Cette ligne permettra aux appelants d'accéder rapidement à des informations juridiques et d'être orientés vers des ressources.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 200
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.communitylegal.mb.ca

3. Semaine de l'accès à la justice au Manitoba

[Manitoba Bar Association](#)

Parmi les projets importants en matière d'accès à la justice réalisés au cours de la dernière année figurait la collaboration de l'Association du Barreau du Manitoba (ABM) avec la Société du Barreau du Manitoba et la faculté de droit (Robson Hall) sur l'élargissement des activités de la semaine de l'accès à la justice au Manitoba, laquelle a eu lieu du 24 au 28 octobre 2022. Ces activités sont passées d'une seule séance d'éducation juridique ouverte au public en 2021 à quatre séances cette année; deux desquelles ont été produites par l'ABM. Ces deux séances portaient sur les thèmes suivants : "Le règlement de différends dans les tribunaux administratifs au Manitoba" et "Tarifs uniformes, dégroupage et encadrement : Une vue d'ensemble de la prestation de services juridiques substitutifs par les avocats du secteur privé".

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 1
Site web du projet : https://www.cba-mb.ca/CBAMediaLibrary/cba_mb/images/Publication-and-Resources/2022-MBA-Annual-Report-Final.pdf
Site web de l'organisation : <https://www.cba-mb.ca>

4. Communications project

[Community Unemployed Help Centre](#)

Le Community Unemployed Help Centre de Winnipeg a commencé à travailler en collaboration avec d'autres prestataires de services juridiques afin de mettre en place des stratégies de communication et de mieux faire connaître leurs organisations et services respectifs.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 9
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.cuhc.mb.ca

5. Manitoba's A2J Week

[Manitoba's Access to Justice Steering Committee](#)

En 2022, la Société du droit du Manitoba s'est associée à l'Association du Barreau du Manitoba et à la Faculté de droit de l'Université du Manitoba pour organiser quatre événements provinciaux durant la Semaine nationale de l'accès à la justice, qui s'est déroulée du 24 au 28 octobre 2022. Les trois organisations devraient s'associer de nouveau dans les années à venir.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 7, 8

Site web du projet : <https://law.robsonhall.com/access-to-justice/access-to-justice-week-2022/>

Site web de l'organisation : ~

La Nouvelle-Écosse

1. Guide d'information juridique à l'intention des jeunes

[Legal Information Society of Nova Scotia](#)

Le "Youth Legal Information Guide" (guide d'information juridique à l'intention des jeunes) est le fruit de consultations avec la communauté au sujet des caractéristiques du programme et des renseignements à fournir. En tout, 90 jeunes de partout en Nouvelle-Écosse ont répondu au sondage, ce qui a permis d'obtenir une idée générale du contenu à fournir et des méthodes à privilégier pour ce faire. De plus, 13 jeunes ont été consultés dans le cadre d'entrevues approfondies au sujet de leurs expériences avec le système de justice. Ajoutons que 583 fournisseurs de services ont été consultés en 2022. Les prochaines étapes consistent à passer en revue les thèmes à aborder dans le contenu ainsi qu'à élaborer un plan de conception qui tiendra compte des commentaires reçus.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.legalinfo.org>

2. Judicial Engagement with Marginalized Communities

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

En novembre 2022, 14 membres de la magistrature de la Nouvelle-Écosse, dont le juge en chef de la Nouvelle-Écosse et les juges en chef adjoints de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, ont participé à une séance de mobilisation juridique avec la communauté afro-néo-écossaise dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Il s'agit de la troisième séance de ce type dans la province, organisée par le comité judiciaire sur l'accès à la justice des Afro-Néo-Écossais. L'objectif de ces séances est de donner aux juges la possibilité d'écouter et d'apprendre, et de collaborer avec les membres de la communauté afro-néo-écossaise, dans les limites de l'indépendance judiciaire. Ces séances ont pour but d'enseigner aux juges la culture et le patrimoine des communautés afro-néo-écossaises de la région géographique qu'ils visitent. Les séances permettent d'accroître la sensibilisation aux problèmes et aux obstacles auxquels les Afro-Néo-Écossais sont confrontés lorsqu'ils tentent d'accéder à la justice et aux services juridiques, répondant ainsi à un besoin documenté en matière de justice.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 65

Autres ODJ avancé par ce projet : 3, 6
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

3. Indigenous and African Nova Scotian Social Workers

[Nova Scotia Legal Aid Commission](#)

Les travailleurs sociaux de la Commission de l'aide juridique de la Nouvelle-Écosse ont continué à jouer un rôle actif dans la formation du personnel et dans la mise en place d'un service culturellement adapté en 2022. Ils travaillent en collaboration avec des avocats sur des dossiers individuels de différentes manières. Ils participent à des procédures judiciaires et à des conférences de cas, en plus d'offrir du mentorat aux clients et de les aider à comprendre les procédures juridiques dans lesquelles ils sont engagés. Ils travaillent également en étroite collaboration avec les prestataires de services communautaires de première ligne afin d'aiguiller les clients vers les ressources disponibles.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 186
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4, 6, 7, 8, 9
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.nslegalaid.ca

4. Judicial Involvement in the Access to Justice & Law Reform Institute and the Access to Justice Advisory Committee

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

En 2022, la magistrature de la Nouvelle-Écosse a continué de prendre part aux activités de l'Institut pour l'accès à la justice et la réforme du droit et du comité consultatif sur l'accès à la justice (Access to Justice Advisory Committee), que le juge en chef de la Nouvelle-Écosse copréside avec la sous-ministre de la Justice. Ce comité a été créé pour promouvoir la compréhension de l'importance d'une justice équitable et accessible en tant que marque d'une société libre et démocratique; pour promouvoir un système de justice axé sur l'utilisateur, efficace et rentable pour tous les Néo-Écossais, en mettant l'accent sur les services juridiques relatifs au droit de la famille et qui répondent aux besoins juridiques civils des personnes et pour encourager l'élaboration d'un but commun dans la poursuite de ces objectifs. Parmi ces objectifs figure l'engagement à examiner les données disponibles recueillies sur l'expérience des utilisateurs du système de justice afin de déterminer les indicateurs de réussite et les résultats attendus en matière d'accès à la justice en Nouvelle-Écosse.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 3, 4, 7
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

L'Ontario

1. Access to Justice and Fair Outcomes for Harmed Investors

[Osgoode Investor Protection Clinic](#)

La Investor Protection Clinic (IPC) a organisé cet événement pour son cinquième anniversaire en 2022. Cet événement d'une journée s'est déroulé au Osgoode Professional Development

Centre de Toronto et a rassemblé près de 100 avocats, conseillers en placements, défenseurs des investisseurs, chargés de la réglementation, universitaires et étudiants et diplômés de l'IPC. Ensemble, nous avons fait le point sur le contexte de l'investissement dans le secteur du détail, en explorant ce qui a changé et les priorités communes pour aller de l'avant.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 100

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.yorku.ca/osgoode/ipc/>

2. Journée de formation sur l'accès à la justice en français

Le Programme de pratique du droit de l'Université d'Ottawa

Dans le cadre de la Semaine d'accès à la justice 2022, le Programme de pratique du droit (« PPD ») de l'Université d'Ottawa, en collaboration avec ses partenaires, a organisé une journée sur l'accès à la justice en français autour du thème du « Leadership juridique francophone en action ».

Nombre de personnes affectées par ce projet : 105

Autres ODJ avancé par ce projet : 6, 7, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.uottawa.ca/faculte-droit/common-law/ppd>

Le Québec

1. Financement d'organismes ayant comme mission l'accès à la justice

Barreau du Québec

En 2022, le Barreau du Québec a poursuivi son rôle de partenaire, membre fondateur et contribue au financement annuel de plusieurs organismes voués à améliorer l'accès à la justice au Québec, dont Éducaloi, Justice Pro Bono et Juripop.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 9

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.barreau.qc.ca/fr/>

2. Table Justice Québec

Barreau du Québec

Le Barreau du Québec a participé à TableJustice Québec qui réunit les principaux acteurs du milieu de la justice au Québec, incluant le ministre de la Justice, les juges en chef, la Chambre des notaires, la Commission des services juridiques et le Directeur des poursuites criminelles et pénales. La Table comporte trois sous-comités : civil et petites créances, famille et protection de la jeunesse et criminel et pénal. La Table propose une quarantaine de mesures innovantes visant à améliorer l'accès à la justice. Ces mesures sont regroupées sous cinq grands objectifs : adopter les mesures nécessaires à la bonne administration de la justice en raison de l'état d'urgence sanitaire; adopter des mesures d'efficacité réduisant les délais et les coûts pour les justiciables; simplifier la procédure pour les citoyennes et citoyens; adapter la réponse du système de justice en matière criminelle et pénale aux besoins et réalités d'aujourd'hui.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : <https://www.barreau.qc.ca/fr/>

La Saskatchewan

1. Saskatchewan & Canada Access to Justice Week

CREATE Justice

La 7e semaine annuelle de l'accès à la justice en Saskatchewan s'est déroulée du 24 au 28 octobre 2022. En 2022, la Saskatchewan a collaboré avec des partenaires locaux et nationaux pour co-organiser des événements de la semaine de l'accès à la justice visant à mobiliser à la fois les acteurs de la justice et le grand public. CREATE Justice a coordonné une table ronde qui portait sur les perspectives quant à la façon dont les dirigeants du secteur de la justice utilisent les données et les méthodes de conception pour favoriser une approche collaborative et coordonnée de l'amélioration de la justice familiale. Le groupe de discussion a contribué à l'élaboration du forum du doyen 2023 sur l'accès à la justice et le règlement des différends en Saskatchewan.

Le thème principal de la semaine, au niveau national, était axé sur l'élaboration de politiques fondées sur des données et des éléments probants. Les acteurs de la justice de toute la Saskatchewan ont travaillé ensemble pour créer deux schémas d'information soulignant les besoins en matière de justice en Saskatchewan, les ressources d'information juridique et les initiatives en matière de droit de la famille. Le schéma d'information sur le droit de la famille en Saskatchewan a été créé en partenariat et peut être consulté en cliquant sur le lien ci-dessous.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4, 6, 7, 8, 9
Site web du projet : <https://www.lawsociety.sk.ca/wp-content/uploads/2022/10/SK-Family-Law-Infographic-WEB.pdf>
Site web de l'organisation : law.usask.ca/createjustice

2. Cross-Canada Family Justice Transformation Strategy

CREATE Justice

En 2022 a été lancée la stratégie de transformation de la justice familiale au Canada, une alliance composée de CREATE en Saskatchewan, Access to Justice en Colombie-Britannique, Reforming the Family Justice System en Alberta, l'Institut canadien d'administration de la justice, et l'Institut pour l'accès à la justice et la réforme du droit de la Nouvelle-Écosse. La stratégie a pour objectif la collaboration en vue de continuer à transformer le système de justice familiale à travers le Canada grâce à la recherche et à l'action associées à ce projet.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4, 6, 7, 8, 9
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : law.usask.ca/createjustice

3. Engagements de la Saskatchewan Legal Aid Commission (SLAC) à l'égard des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR)

Legal Aid Saskatchewan

La SLAC est résolue à communiquer de manière continue avec les chefs des Premières Nations relativement aux affaires liées à la protection de l'enfance afin de mieux comprendre les besoins de leurs peuples; de comprendre comment les avocats de l'aide juridique peuvent fournir des services d'une façon qui appuie la mise en œuvre du projet de loi C-92 dans les collectivités des Premières Nations; et de continuer de soutenir les peuples des Premières Nations qui sont engagés dans un processus du ministère des Services sociaux, des services à l'enfance ou des services aux familles. La SLAC militera, dans le cadre d'instances judiciaires, en faveur de réponses adaptées à la culture des parents et enfants autochtones, notamment l'établissement de normes de pratique telles que l'application du processus Opikinawasowin dans les instances en matière de protection de l'enfance, s'il y a lieu, et la consultation du comité judiciaire sur les services à l'enfance et à la famille des Premières Nations.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : <https://legallaid.sk.ca/wp-content/uploads/2022/07/2021-2022-Annual-Report.pdf>

Site web de l'organisation : <https://legallaid.sk.ca>

Objectif 6: Se donner les moyens

Nous aider nous-mêmes et nous entraider lorsque surviennent des problèmes juridiques exige une capacité juridique.

Les organismes du secteur de la justice renforcent les capacités juridiques des jeunes en leur fournissant les outils nécessaires pour relever les défis de la vie. Nous donnons aux membres de la collectivité et aux intermédiaires de confiance, comme les leaders religieux, les travailleurs sociaux, les bibliothécaires et les infirmières, les moyens d'appuyer le dialogue sur les problèmes juridiques. Nous veillons à ce que les juristes améliorent leurs compétences et leurs connaissances.

En 2022, les initiatives d'innovation portaient sur l'utilisation et la réglementation de l'intelligence pour la prise de décisions ainsi que sur les effets sur l'accès à la justice. On a également observé la même année un élargissement de la gamme de services que les techniciens juridiques et d'autres représentants peuvent maintenant offrir et qui étaient fournis exclusivement par les avocats par le passé.

6.1 Sensibiliser les étudiants en droit et les professionnels du droit

Offrir une formation sur l'accès à la justice, sur les approches nouvelles, sur les situations sociales changeantes, et sur les compétences requises pour répondre aux besoins du public, en début comme en cours de carrière

6.2 Promouvoir l'éducation juridique à l'école

Introduire des connaissances juridiques à l'école primaire et secondaire pour préparer les élèves à faire face aux problèmes juridiques tout au long de leur vie

Offrir de la formation sur les questions touchant l'accès à la justice dans les programmes postsecondaires en vue d'intégrer les services juridiques, sociaux, de santé et d'éducation

L'Alberta

1. Projet Étudiant(e)s pro bono du Canada

Centre for Public Legal Education Alberta (CPLEA)

Le CPLEA a continué de s'associer à Étudiant(e)s pro bono du Canada pour donner aux étudiants en droit une expérience pratique en matière de recherche et de rédaction dans le cadre d'un éventail de projets.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.cplea.ca

La Colombie-Britannique

1. Access to Justice Curriculum Offering - U Vic Law // U Vic School of Public Administration - Access to Justice (Law by Design) Course

Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law "(ACE)"

L'Access to Justice Centre for Excellence a soutenu les travaux en cours visant à développer et à offrir un cours sur l'accès à la justice à la faculté de droit et à l'école d'administration publique qui combine la pédagogie sur les questions d'accès à la justice à un apprentissage expérientiel qui exige que les étudiants en droit et en administration publique travaillent avec des organisations de justice communautaire sur les problèmes auxquels ces organisations et leurs clients sont confrontés et appliquent un processus de conception centré sur l'humain pour envisager des « solutions » possibles. Ce cours se penchera sur la diminution de l'accès à la justice et y répondra par des approches proactives, axées sur la résolution des problèmes et sur l'être humain. L'objectif est de fournir des cadres et des méthodes à la fois théoriques et pratiques pour aider les étudiants à reconnaître et comprendre les questions d'accès à la justice et à y répondre.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 300

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 7, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://bcace.org/>

2. Access to Justice Pedagogy - Open Source Course on Access to Justice

Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law "(ACE)"

L'Access to Justice Centre for Excellence a lancé un processus de planification pour collaborer avec deux autres facultés de droit afin d'utiliser les cours actuels sur l'accès à la justice comme base pour le développement d'un programme qui sera proposé dans une plateforme d'apprentissage en ligne de source ouverte, accessible au public.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 100

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 7, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://bcace.org/>

3. Everyone Legal Clinic

Access Pro Bono Society of BC

En mai 2022, Access Pro Bono en Colombie-Britannique a lancé l'innovante Everyone Legal Clinic, une clinique virtuelle d'enseignement du droit d'intérêt public et un incubateur de pratiques juridiques. Elle vise à améliorer l'accès à la justice pour tous les Britanno-Colombiens, indépendamment de leur identité, de leur revenu ou de leur lieu de résidence, tout en augmentant la diversité de la profession juridique en Colombie-Britannique. La première cohorte de 25 stagiaires de la clinique est un groupe diversifié et chevronné, composé à 75 % de personnes de couleur et à 25 % d'autochtones.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://accessprobono.ca/>

4. JES International Program

Justice Education Society of BC

Le programme international de la JES renforce les capacités des systèmes judiciaires par le biais de formations de perfectionnement professionnel, améliorant ainsi l'accès à la justice. La JES travaille en collaboration avec les institutions judiciaires, les organismes de justice et les organisations de services communautaires de divers pays. En 2022, les projets abordent une série de questions, telles que la violence fondée sur le sexe, les pratiques du système de justice pénale, l'État de droit, la traite de personnes, l'accès à la justice, etc.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 100 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 5, 7

Site web du projet : www.justiceeducation.ca

Site web de l'organisation : www.justiceeducation.ca

5. Neurodiversity in Law School / Neurodiversity in the Justice System

Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law "(ACE)"

L'Access to Justice Centre for Excellence (ACE) a organisé et parrainé un atelier à la faculté de droit de l'Université de Victoria afin d'examiner les expériences des professeurs et des étudiants en droit « neuro-différents » dans le cadre d'enseignement juridique, de même que les réformes possibles de l'administration et du programme d'études qui favoriseraient l'accessibilité de l'enseignement juridique pour les étudiants « neuro-différents ». L'ACE prévoit poursuivre ce travail en 2023 pour mener des recherches sur l'accès à la justice pour les personnes « neuro-différentes » dans le système judiciaire.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 200

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4, 5, 7, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://bcace.org/>

6. Student Access to Justice Club

Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law "(ACE)"

L'Access to Justice Centre for Excellence a soutenu la création d'un nouveau club d'accès à la justice de la faculté de droit de l'université de Victoria et l'encadre. Les étudiants de ce club

travaillent désormais en collaboration avec le club d'accès à la justice de l'Université Thompson Rivers et devraient jouer un rôle de premier plan dans la planification des événements de la prochaine Semaine de l'accès à la justice de la Colombie-Britannique axés sur les étudiants.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 150

Autres ODJ avancé par ce projet : 5, 7, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://bcace.org/>

7. Initiative de la voix des jeunes

Family Justice Innovation Lab Society (BC)

La Youth Voices Initiative s'est associée à l'Université Adler afin de tenir un atelier de 3 heures en ligne le 1^{er} avril 2022, grâce au financement de la Notary Foundation. L'atelier avait vocation à renseigner les étudiants de l'Université Adler (futurs conseillers et thérapeutes) au sujet de l'incidence d'une séparation et d'un divorce sur les enfants et les jeunes de même que de l'importance d'une participation significative de l'enfant.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <https://www.bcfamilyinnovationlab.ca/access-to-justice/kids-deserve-to-have-a-voice-part-one/>

Site web de l'organisation : <https://www.bcfamilyinnovationlab.ca>

Le Manitoba

1. Community Legal Intermediary Training - On-Line Course

Community Legal Education Association (Manitoba) Incorporated

L'Association d'éducation juridique communautaire (Manitoba) a créé un cours de formation en ligne pour les intermédiaires juridiques communautaires. Le cours comprend neuf modules : Introduction (information sur le processus intermédiaire et aperçu du système judiciaire et de la recherche juridique), Règlement des différends – Partie 1, Règlement des différends – Partie 2 (Cour des petites créances), Droit de la famille, Droit pénal, Justice pénale pour mineurs, Droit du travail, Locations résidentielles et Testaments et successions. Ce cours reprend une grande partie des renseignements fournis dans le cadre de la formation en personne des intermédiaires juridiques communautaires. Chaque module comporte plusieurs thèmes et un quiz.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 20

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.communitylegal.mb.ca

National

1. Programme d'aide aux jeunes noirs

Level Justice

Le programme d'aide aux jeunes noirs de l'organisme Égaliser consiste en un programme novateur de mentorat et d'éducation juridique qui produit des programmes d'éducation juridique adaptés à la culture à l'intention des jeunes noirs âgés de 11 à 18 ans. Le programme utilise

des activités judiciaires, notamment des procès simulés, des cercles de détermination de la peine et des sorties éducatives, afin d'accroître la connaissance et la compréhension qu'ont les élèves du système de justice canadien et de représenter un nouveau système de justice qui sert les besoins diversifiés des Canadiens.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.leveljustice.org/youth-programs>

Site web de l'organisation : ~

2. Chapitres de campus

Level Justice

Chaque année, les chapitres de campus de l'organisme Égaliser choisissent un thème lié aux droits de la personne qui souligne un défi juridique et social pressant et d'actualité pour les étudiants en droit. Cette année, le thème est "le racisme systémique dans le système de justice pénale". Les chapitres étudiants ont été chargés de mobiliser des étudiants à l'échelle du pays dans des discussions sur ce sujet d'importance. Ce programme a atteint plus de 2 000 étudiants en droit en 2022.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : ~

3. Série de conférences sur la résistance à l'humilité culturelle

Level Justice

Dans le cadre de sa formation sur l'humilité culturelle et l'empathie, l'organisme Égaliser travaille avec des intervenants du secteur de la justice (avocats, étudiants en droit, juges, etc.) afin de les renseigner sur les pratiques de lutte contre l'oppression, sur l'histoire et le vécu des communautés autochtones et sur le passage d'une forme passive à une forme plus active de réconciliation. En outre, les participants apprennent comment favoriser l'équité dans le système de justice en empreignant leur travail d'empathie et de compréhension.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 5

Site web du projet : <https://www.leveljustice.org/lawyer-programs>

Site web de l'organisation : ~

4. Série de conférences sur la gestion de la résistance

Level Justice

La série de conférences de l'organisme Égaliser sur la gestion de la résistance offre une plateforme virtuelle diversifiée aux professionnels du droit qui permettent à ceux-ci d'aborder des sujets et des questions difficiles tout en discutant de la manière de créer collectivement un système de justice qui est adapté, équilibré et équitable.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 5

Site web du projet : <https://www.leveljustice.org/lawyer-programs>

Site web de l'organisation : ~

5. Améliorer l'inclusion des personnes transgenres, non binaires et d'identités de genre diverses à la Cour fédérale et à la Cour suprême du Canada

Canadian Bar Association: Access To Justice Subcommittee

La Section des juges de l'ABC a offert, à l'intention des juges, une formation sur les compétences liées aux personnes trans et à l'intersectionnalité le 4 février 2022. Cette séance était gratuite pour les juges membres de l'ABC et était également proposée aux juges non membres de l'ABC moyennant des frais modiques. Elle sera également disponible sur demande. L'ABC peut organiser des formations supplémentaires pour les juges et les effectifs qui sont des avocats, sur demande.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <https://www.cba.org/CMSPages/GetFile.aspx?guid=99ee265e-e2ea-4917-a570-dcc78ab9007a>

Site web de l'organisation : <https://www.cba.org>

6. Programme d'aide aux jeunes autochtones

Level Justice

Le programme d'aide aux jeunes autochtones de l'organisme Égaliser consiste en un programme novateur de mentorat et d'éducation juridique qui est destiné aux jeunes des communautés des Premières Nations, des Métis et des Inuits âgés de 11 à 18 ans. Non seulement le programme renseigne les élèves au sujet du système de justice et développe leur pensée critique et leurs compétences en leadership, il accroît l'humilité culturelle des bénévoles. À long terme, les objectifs du programme sont de réduire la surreprésentation des jeunes autochtones dans le système de justice et de rendre la profession juridique plus inclusive, diversifiée et empathique. Le programme a atteint plus de 650 élèves dans 24 emplacements à l'échelle du Canada en 2022.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.leveljustice.org/youth-programs>

Site web de l'organisation : <https://www.leveljustice.org>

7. Policy Priorities Committee Special Extended Meeting to celebrate Gender Based Analysis Plus Awareness Week

Justice Canada

En mai 2022, le Comité des priorités politiques a organisé une réunion spéciale prolongée pour commémorer la Semaine de sensibilisation à l'Analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus). La semaine de sensibilisation à l'ACS Plus met en lumière l'approche méthodologique qui soutient une législation, des politiques, des programmes, des services et des processus décisionnels inclusifs et adaptés qui ont une incidence sur le bien-être de tous les Canadiens. La réunion spéciale prolongée a donné lieu à un débat d'experts sur le rôle d'une approche intersectionnelle de l'ACS Plus dans le cadre d'une reprise équitable post-pandémie, et plus particulièrement sur l'examen des possibilités dans le contexte juridique.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 100

Autres ODJ avancé par ce projet : 5

Site web du projet : <https://femmes-egalite-genres.canada.ca/fr/analyse-comparative-entre-sexes-plus/semaine-sensibilisation-acs-plus.html>

Site web de l'organisation : <https://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/acces-access/index.html>

8. Workshops on SRLs for Law Students and Lawyer Candidates

The National Self-Represented Litigants Project

Il s'agit d'un programme transférable offert aux étudiants au baccalauréat en droit, à la maîtrise en droit et des programmes de formation professionnelle sous la forme d'un programme intensif de trois jours. Ce programme peut être offert aux étudiants à n'importe quel stade de leur formation juridique et comble une lacune dans les programmes d'études et de formation actuels. Le programme est offert en ligne, en personne et en format hybride, en fonction des circonstances et des besoins. Les étudiants obtiennent des renseignements généraux sur les parties non représentées et la crise en matière d'accès à la justice, se familiarisent avec les mandats et les travaux du NSRLP, et ont ensuite l'occasion d'interagir individuellement avec d'anciennes parties non représentées pour comprendre leurs expériences et acquérir des connaissances, des compétences et de l'empathie qui les aideront à travailler efficacement avec les parties non représentées dans le cadre de leur future carrière, que ce soit en tant qu'avocat de la partie adverse ou dans le cadre de la fourniture d'autres services juridiques aux personnes non représentées par un avocat.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 300

Autres ODJ avancé par ce projet : 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.respresentingyourselfcanada.com

La Nouvelle-Écosse

1. Information Session on the Role of Guardian Ad Litem

Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts

En décembre 2022, la Cour suprême de Nouvelle-Écosse (Division de la famille) a organisé une séance d'information pour les avocats et les tuteurs intéressés par le rôle du tuteur à l'instance dans les affaires de protection de l'enfance. Un tuteur à l'instance est un adulte qui comparaît devant le tribunal au nom d'une personne qui n'a pas atteint l'âge de la majorité ou qui n'est pas mentalement capable de comparaître. Certaines conditions doivent être remplies pour qu'une personne puisse agir en tant que tuteur à l'instance, notamment la nécessité d'être représentée par un avocat. La séance d'information était coprésidée par l'honorable Lawrence O'Neil, juge en chef adjoint de la Cour suprême (Division de la famille), et Jillian Barrington, avocate. L'événement offrait la participation en personne et virtuelle.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 45

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 3, 4, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

2. Sexual Assault Community / Legal Education & Professional Training Program

Avalon Sexual Assault Centre

En 2022, l'Avalon Sexual Assault Centre a continué d'offrir le programme d'éducation communautaire, juridique et de formation professionnelle en matière d'agression sexuelle. Le programme a permis d'améliorer la prévention des agressions sexuelles ainsi que les services de soutien et de première ligne aux victimes/survivants. Le programme propose des ateliers de prévention dans les écoles et les organisations au service de la jeunesse, des sessions de formation professionnelle et des réunions/consultations au sein de la communauté. La violence sexuelle étant une infraction criminelle, l'éducation juridique est une composante importante des programmes éducatifs d'Avalon. Le centre fournit des renseignements et des formations sur les lois relatives aux agressions sexuelles, ainsi que de nombreux autres services.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 1 200

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 3, 4, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.nslawfd.ca

3. Students Visits/Courthouse Tours

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

En 2022, à la suite d'une brève interruption en raison de la COVID-19, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a recommencé à offrir aux élèves du premier et deuxième cycle du secondaire et aux étudiants postsecondaires la possibilité de visiter un palais de justice et d'assister à des procès et à d'autres procédures judiciaires. Lorsque possible, lorsque des groupes assistaient à une audience, le juge qui présidait s'entretenait souvent avec les élèves et répondait à leurs questions. Des visites guidées d'un palais de justice, comprenant du temps pour échanger avec un juge, ont également été organisées avec des étudiants parajuristes du Nova Scotia Community College, des étudiants en journalisme de la University of Kings College et des étudiants en criminologie de l'Université Saint Mary's et du Eastern College.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 100

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

L'Ontario

1. CLEO Connect

[CLEO \(Community Legal Education Ontario / Éducation juridique communautaire Ontario\)](#)

Le projet CLEO Connect a continué d'offrir de la formation et du soutien aux travailleurs communautaires en 2022. Lancé pendant la pandémie pour aider les travailleurs communautaires à soutenir leurs clients confrontés à des problèmes juridiques, l'outil d'inventaire fournit une liste de ressources et de services juridiques clés et à jour dans les domaines du logement, des allocations de revenu, du droit de la famille et du droit du travail. Ces outils sont accessibles via le site CLEOConnect.ca.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 5, 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.cleo.on.ca/fr

2. Défi de la Charte program

Ontario Justice Education Network

Ce programme s'est poursuivi en 2022. Le Défi de la Charte amène les étudiants de 11e et 12e année du secondaire à explorer des questions sociales complexes en utilisant des scénarios d'appel fictifs qui s'inspirent de décisions judiciaires importantes fondées sur la Charte canadienne des droits et libertés.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.roej.ca

3. Equity Legal Education Series

Law Society of Ontario

Le Barreau de l'Ontario organise des activités s'éducation juridique gratuites en partenariat avec des associations juridiques en quête d'équité afin d'informer sur les questions d'équité et d'accès à la justice et de sensibiliser aux obstacles rencontrés par les francophones, les personnes racialisées, les peuples autochtones et les titulaires de permis. Ces activités comprennent des tables rondes, des forums publics, des conférences, des séminaires, des ateliers et des consultations. En 2022, le Barreau a organisé treize activités de sensibilisation juridique à l'équité.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 9 894

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <https://lso.ca/lawyers/practice-supports-and-resources/equity-supports-resources/equity-legal-education-series>

Site web de l'organisation : <https://lso.ca/accueil>

4. Initiatives sur la gestion des contacts avec la police

Ontario Justice Education Network

Le programme "Navigating Police Encounters" (gestion des contacts avec la police) consiste en un programme interactif de deux séances d'éducation juridique qui offre à des jeunes et à des jeunes adultes (de 14 à 26 ans) l'occasion d'accroître leur connaissance et leur compréhension du droit qui régit les droits et les responsabilités à l'égard de la police. Après avoir suivi cette formation, les professionnels du secteur de la justice seront qualifiés pour animer cet atelier à l'intention de jeunes et de jeunes adultes dans un contexte communautaire et pourront se joindre au groupe de volontaires du ROEJ qui sont disponibles pour répondre aux demandes de programme que le ROEJ reçoit de partenaires communautaires à Ottawa.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://ojen.ca/en/navigating-police-encounters-in-ottawa>

Site web de l'organisation : www.roej.ca

5. Projet de dialogue entre les jeunes et la police

Ontario Justice Education Network

En 2022, le Réseau ontarien d'éducation juridique (ROEJ) a terminé son projet provincial de trois ans de dialogue entre les jeunes et la police. Le projet a offert aux jeunes un espace

sécuritaire et inclusif pour exprimer leur point de vue sur leur quartier et les enjeux qui causent des conflits entre les jeunes et la police. Au cours de 6 à 8 séances hebdomadaires, des avocats renseignent les jeunes sur le droit pénal, développent leurs capacités juridiques et renforcent leur aptitude à défendre leurs droits et intérêts. Le projet s'est terminé par une table ronde entre des jeunes et des policiers au cours de laquelle les deux camps ont collaboré pour trouver des solutions communautaires respectueuses tout en assurant, en tant qu'objectif commun, la sécurité des communautés.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://ojen.ca/en/program/youth-police-dialogues>

Site web de l'organisation : www.roej.ca

Le Québec

1. Accréditation des avocats en médiation familiale, civile et commerciale, en matière de petites créances et en arbitrage

Barreau du Québec

Le Barreau du Québec offre un programme d'accréditation pour ses membres en médiation familiale, civile, commerciale et travail, en matière de petites créances et en arbitrage.

En date du 31 mars 2020, le Barreau du Québec comptait 1 108 membres accrédités en médiation civile, commerciale et de travail et 602 membres accrédités en médiation familiale. En date du 31 mars 2020, le Barreau du Québec comptait 49 avocats accrédités à titre d'arbitre en matière civile. À ce jour, il y a 631 médiateurs accrédités en médiation aux petites créances au Barreau du Québec.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 2 500

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <https://www.barreau.qc.ca/fr/ressources-avocats/devenir-mediateur-arbitre/>

Site web de l'organisation : <https://www.barreau.qc.ca/fr/>

2. Clinique juridique étudiante à l'École du Barreau

Barreau du Québec

Le Barreau a poursuivi sa réflexion et ses travaux portant sur la réforme de l'École du Barreau, et plus particulièrement, la mise sur pied d'une clinique juridique étudiante au sein de l'École. Le Barreau du Québec a mis en œuvre son nouveau programme de formation des avocats de l'École, fondé sur l'apprentissage expérientiel, qui constituera une mesure d'accès à la justice majeure. Unique au monde dans un cursus obligatoire, ce projet permettra également de représenter certaines personnes qui ne pourraient pas l'être autrement.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 150

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : <https://www.cliniquejuridiquebarreau.ca/fr/>

Site web de l'organisation : <https://www.barreau.qc.ca/fr/>

3. Notre programme d'éducation juridique via notre site educationjuridique.ca

Éducaloi

Les ressources pédagogiques d'Éducaloi permettent de sensibiliser les élèves du secondaire à la présence du droit dans le quotidien de toutes et tous. Le programme d'ateliers en classe permet de mettre à contribution un réseau de plus de 1800 juristes bénévoles présents à travers le Québec qui animent les ateliers d'Éducaloi auprès des élèves du secondaire. Ainsi, près de 10 000 élèves dans les écoles de tout le Québec ont pu rencontrer un ou une juriste bénévole. La centaine de membres du corps enseignant qui participent à notre programme ont pu choisir parmi nos 17 ateliers d'éducation juridique, disponibles aussi bien en français qu'en anglais. Ils leur mettent également à disposition 34 trousseaux pédagogiques clés en main, disponibles dans les deux langues, qui sont conçues pour aider les enseignants et les enseignantes à intégrer le droit en classe grâce à des activités qui peuvent être animées de manière totalement autonome.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 10 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 5

Site web du projet : <https://www.educationjuridique.ca/fr/>

Site web de l'organisation : <https://educaloi.qc.ca/>

Objectif 7: Innover

L'innovation est omniprésente. La façon dont nous utilisons les services bancaires, obtenons des traitements médicaux et interagissons les uns avec les autres évolue, grâce à la technologie et au changement de culture. Le système juridique ne doit pas se laisser distancer.

Nous croyons que nous pouvons protéger les principes fondamentaux de la justice... et même les renforcer... tout en tirant parti des nouvelles technologies, des nouveaux modèles de prestation de services et, surtout, des nouvelles idées qui placent les gens au centre des processus.

En 2022, les initiatives d'innovation portaient sur l'utilisation et la réglementation de l'intelligence pour la prise de décisions ainsi que sur les effets sur l'accès à la justice. On a également observé la même année un élargissement de la gamme de services que les techniciens juridiques et d'autres représentants peuvent maintenant offrir et qui étaient fournis exclusivement par les avocats par le passé.

7.1 Faire un suivi sur ce qui fonctionne

Créer une culture de l'innovation au sein du système de justice, en mettant l'accent sur les nouvelles idées et en tirant des leçons des réussites et des échecs

7.2 Faire part des bonnes idées

Faire la promotion de la mise en commun de nouveaux modèles, de nouvelles idées et des réussites afin d'amplifier les effets de l'innovation

La Colombie-Britannique

1. Person Centred Justice Colloquium

[Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law "\(ACE\)"](#)

En collaboration avec la faculté de droit de l'Université Trinity Western, l'Access to Justice Centre for Excellence a commencé à organiser un colloque sur la justice centrée sur la personne, qui se tiendra au printemps 2023. Ce colloque devrait générer un certain nombre d'articles sur la justice centrée sur la personne qui seront publiés dans un volume après le colloque.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 250

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 5, 6

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://bcace.org/>

2. Access to Justice Curriculum Offering - UVic Law - ACE Innovation Lab Course

[Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law "\(ACE\)"](#)

Le laboratoire d'innovation de l'Access to Justice Centre for Excellence (« ACE Lab ») est conçu pour offrir aux étudiants une occasion unique de s'engager dans une étude ciblée des questions d'accès à la justice et de formuler des propositions innovantes et réactives pour la réforme du droit. Les étudiants travaillent avec le formateur et, si possible, en collaboration avec les intervenants de la communauté judiciaire, pour déterminer les questions de recherche à étudier. Ces questions portent sur l'accès à la justice pour les Canadiens, bien qu'elles puissent s'étendre à la crise de l'accès à la justice qui émerge à l'échelle mondiale. Les étudiants effectuent des recherches et des études sur ces questions en utilisant des méthodes interdisciplinaires qui vont au-delà de la recherche juridique conventionnelle pour inclure des formes appropriées de recherche empirique quantitative, qualitative et évaluative. Les étudiants élaborent et évaluent des innovations juridiques et non juridiques potentielles qui s'appuient sur les résultats de leurs recherches. Ces innovations devraient inclure des propositions de réforme législative et d'élaboration de politiques pour l'avenir.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 100

Autres ODJ avancé par ce projet : 5, 6, 8

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://bcace.org/>

3. Better Justice Lab

[Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law "\(ACE\)"](#)

Le Better Justice Lab a développé un moteur de recherche fondé sur l'expérience utilisateur (UX) pour automatiser la collecte de données sur les sites de médias sociaux afin de cerner les problèmes d'accès à la justice qui font l'objet de discussion sur ces sites. Il analyse ces données pour déterminer la nature et la fréquence de ces problèmes, ainsi que la priorité que leur accordent les utilisateurs. En 2022, le laboratoire a achevé la première phase de développement et a commencé à accroître la capacité de collecte et d'analyse de ce moteur de recherche, à développer la capacité de partage de ces informations et à utiliser les données pour élaborer des prototypes de solutions. Le laboratoire utilise une approche interdisciplinaire – avocats, étudiants en droit et scientifiques des données – pour poursuivre ses travaux.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 1 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 5, 6, 8

Site web du projet : <https://accesstojusticebc.ca/the-better-justice-lab/>

Site web de l'organisation : <https://bcace.org/>

Le Manitoba

1. Regulatory Sandbox

[The Law Society of Manitoba](#)

La Société du Barreau du Manitoba a lancé son initiative de bac à sable réglementaire en novembre 2022 afin d'améliorer l'accès à la justice en améliorant l'accès aux conseils et à l'aide juridiques. Le bac à sable réglementaire fournira un environnement structuré permettant aux personnes qui ne sont pas des avocats et aux organismes qui ne sont pas des cabinets d'avocats de mettre à l'essai leurs propositions pour la prestation de services juridiques de manière novatrice afin d'améliorer l'accès à ces services et de répondre aux besoins juridiques non satisfaits. Il permettra également aux avocats et aux cabinets d'avocats de mettre à l'essai des propositions visant à fournir des services juridiques de manière novatrice. Cette initiative est ouverte à tous les types de prestataires de services juridiques : les personnes qui ne sont pas des avocats, les entreprises, les organismes à but non lucratif, les avocats et les cabinets d'avocats. Ce projet permettra d'éclairer l'élaboration des politiques de la Société concernant la création d'un certificat pour les praticiens à exercice restreint. En avril 2022, des modifications à la Loi sur la profession d'avocat ont été proclamées et permettent de régir les praticiens à exercice restreint.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.lawsociety.mb.ca

La Nouvelle-Écosse

1. Social Justice Support Worker and Social Justice Advocate

[Nova Scotia Legal Aid Commission](#)

Les postes de travailleurs de soutien en justice sociale et de défenseurs de la justice sociale de la Commission de l'aide juridique de la Nouvelle-Écosse sont des exemples d'utilisation de personnel non-juriste pour fournir des approches novatrices en matière de prestation de services aux personnes et aux familles vulnérables et à faibles revenus. Sous la supervision d'avocats directeurs, ces non-juristes participent régulièrement à des audiences concernant des cas de location à usage d'habitation et à des appels concernant l'aide au revenu et aident les clients dans leurs demandes de prestations d'invalidité du RPC et de prestations d'assurance-emploi, ainsi que pour d'autres questions liées à la pauvreté, comme le recouvrement des créances et les arriérés de paiement auprès de NS Power. Ils ont également élargi leur champ d'action et organisent régulièrement des séances d'information juridique dans les collectivités.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4, 5, 6, 8, 9

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.nslegalaid.ca

2. Mise à jour du projet sur le harcèlement sexuel en milieu de travail

[Legal Information Society of Nova Scotia](#)

À la troisième année de son projet de cinq ans, la LISNS a lancé avec succès sa formation sur les témoins, sa trousse d'outils sur les pratiques exemplaires de l'employeur, ses applications

"Safe Spaces" et "Safe at Work" ainsi que son site Web, de même que diverses autres ressources à l'intention des milieux de travail néo-écossais. En outre, la LISNS a lancé son application "Safe Spaces" dans le magasin d'applications d'Apple, rendant son outil d'aide à la guérison disponible dans un format d'application mobile — une première pour la LISNS.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 1
Site web du projet : ~
Site web de l'organisation : <https://www.legalinfo.org>

L'Ontario

1. Access to Innovation (A2I) Project

Law Society of Ontario

Accès à l'innovation (Accès-innovation) est un projet pilote de cinq ans qui a vu le jour en novembre 2021. Il permet à des fournisseurs de services juridiques technologiques novateurs (SJTN) de servir les consommateurs tout en se conformant aux exigences de protection du public fondées sur les risques. Les SJTN peuvent améliorer l'accès à de l'aide juridique efficace au moyen de sites Web, d'applications et de logiciels conçus pour aider les gens à comprendre leurs problèmes juridiques, à s'y retrouver et à les régler. En éliminant de manière sûre les barrières réglementaires, le projet Accès-innovation encourage le développement et l'exploitation de services juridiques technologiques innovants qui peuvent rejoindre les consommateurs de droit de nouvelles façons, en particulier dans les domaines où les besoins juridiques sont criants. Pour participer, les fournisseurs de SJTN doivent démontrer qu'ils fournissent une qualité de service suffisante tout en atténuant les risques de préjudice pour les consommateurs. Une fois approuvés, les participants peuvent fournir des services pendant une période définie sous la supervision du Barreau de l'Ontario. Les participants qui répondent aux attentes au cours de cette période peuvent recevoir l'autorisation du Barreau de fournir des services juridiques en Ontario sur une base continue.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5, 8
Site web du projet : <https://iso.ca/about-iso/access-to-innovation>
Site web de l'organisation : <https://iso.ca/accueil>

2. AI in the Justice System

Law Commission of Ontario

Le projet pluriannuel « Intelligence artificielle, la PDA et le système judiciaire » de la Commission du droit de l'Ontario (CDO) rassemble des décideurs, des professionnels du droit, des technologues, des ONG et des membres de la communauté pour discuter du développement, du déploiement, de la réglementation et de l'impact de l'intelligence artificielle, de la prise de décision automatisée (PDA) et des algorithmes sur l'accès à la justice, les droits de la personne et l'application régulière de la loi.

Nombre de personnes affectées par ce projet :
Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5
Site web du projet : <https://www.lco-cdo.org/en/our-current-projects/ai-adm-and-the-justice-system/>
Site web de l'organisation : lco-cdo.org

1. Bac à sable sur l'intelligence artificielle

Barreau du Québec

Le Bac à sable sur l'intelligence artificielle est une entité opérationnelle et décisionnelle, dont les activités visent à (1) soutenir et encourager les initiatives existantes dans le domaine de l'intelligence artificielle et autres innovations technologiques en lien avec l'exercice de la profession d'avocat (2) aligner ces initiatives et innovations avec le régime réglementaire et législatif applicable à l'exercice de la profession juridique au Québec (3) le tout, en respectant notre mission de protection du public et de promotion de l'accès à la justice.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.barreau.qc.ca/fr/>

Objectif 8: Analyser et tirer des leçons

Pour apprendre, il est essentiel de comprendre les problèmes du point de vue des personnes qui les vivent. Les efforts pour faire en sorte que les décisions soient axées sur les utilisateurs et fondées sur des données probantes reposent sur la reconnaissance de nombreux points de vue et la collecte de données fiables.

Bien que les organismes du secteur de la justice assurent le suivi de leurs propres activités depuis longtemps, les recherches récentes sur l'accès à la justice se sont concentrées sur l'écoute des utilisateurs du système, la collecte de données qui résultent de l'expérience et la compréhension réelle des répercussions des problèmes juridiques sur des personnes, provenant d'un large éventail de collectivités et qui vivent des situations différentes.

En 2022, la collecte de données désagrégées, l'échange des connaissances, la collaboration et la mobilisation des intervenants ont été des éléments clés des projets d'accès à la justice. Les organismes se sont appuyés sur les groupes de discussion, les sondages et les consultations pour veiller à ce que la recherche, la conception de projets et les évaluations réalisées dans le cadre de projets pilotes soient fondées sur des données probantes, comme lors de l'atelier intensif ayant eu lieu dans le cadre de l'évaluation du projet pilote sur l'encadrement juridique et les services juridiques dégroupés, entrepris en Saskatchewan, et de la collecte de données à l'appui du modèle de règlement rapide et de gestion des instances, réalisée à Victoria.

8.1 Élaborer des indicateurs

Établir des données de référence et des indicateurs normalisés pour développer une compréhension partagée des services, des modèles et des besoins juridiques

8.2 Collaborer avec les chercheurs dans tous les domaines

Coordonner la recherche entre les institutions et les universités, et entre les experts en sciences

sociales, les économistes, les utilisateurs du système et les institutions juridiques en vue de mieux comprendre les problématiques

La Colombie-Britannique

1. Open Court Principle in Administrative Tribunals

[Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law "\(ACE\)"](#)

L'Access to Justice Centre for Excellence a lancé un projet de recherche qui étudie et rend compte de l'application du principe des tribunaux ouverts aux audiences virtuelles dans le contexte des tribunaux administratifs, afin de favoriser l'accès à la justice pour les justiciables et dans l'intérêt public en général.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 500

Autres ODJ avancé par ce projet : 3, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://bcace.org/>

2. Build capacity of ACE as a Research Institute

[Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law "\(ACE\)"](#)

L'Access to Justice Centre for Excellence (ACE) est un institut de recherche universitaire dont le mandat est de mener des recherches appliquées afin de trouver des solutions pratiques aux problèmes d'accès à la justice. Activités menées par le programme au cours de la période visée par le rapport : Au cours de cette période, l'ACE s'est concentré sur des projets de recherche spécifiques, sur la mobilisation des connaissances et sur le renforcement des capacités.

1.L'ACE s'est efforcé de développer son portefeuille de recherche en menant à bien des projets de recherche existants et en soumettant des demandes de subvention pour soutenir de nouveaux projets.

2.L'ACE a travaillé à développer l'intérêt et la capacité pour la recherche interdisciplinaire sur l'accès à la justice en Colombie-Britannique, notamment en soutenant les initiatives étudiantes et en s'engageant auprès des leaders universitaires et communautaires.

3.L'ACE s'est efforcé d'actualiser et d'améliorer sa capacité de mobilisation des connaissances.

4.L'ACE a renforcé sa capacité de mobilisation des intervenants en développant une nouvelle marque, un nouveau logo et un nouveau site Web.

5.L'ACE a renforcé la capacité de gouvernance interne par le biais de diverses mesures.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 1 000

Autres ODJ avancé par ce projet : 5, 6, 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://bcace.org/>

National

1. Ongoing SRL Research

[The National Self-Represented Litigants Project](#)

Le NSRLP a continué à favoriser la connaissance et la compréhension de l'expérience des parties non représentées au moyen d'une collecte de données continue et de la production de rapports. Le NSRLP mène une enquête auprès de parties non représentées afin de recueillir des données démographiques et expérimentales sur les plaideurs et analyse ces données et

produit des rapports sur celles-ci dans le cadre des rapports sur les parties non représentées (SRL Intake Reports) tous les ans et demi environ. Le NSRLP mène également d'autres recherches et rédige des rapports sur des questions précises liées aux parties non représentées au Canada, au fur et à mesure qu'elles se présentent (jugements sommaires, attribution de dépens, obstacles touchant l'accessibilité, caractère vexatoire, etc.).

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.representingyourselfcanada.com

2. Multi-Disciplinary Legal Problem Resolution

[Canadian Forum on Civil Justice \(CFCJ\) / Forum canadien sur la justice civile \(FCJC\)](#)

L'initiative de recherche sur les modèles multidisciplinaires de résolution des problèmes juridiques du Forum canadien sur la justice civile (FCJC) vise à examiner les programmes et les services qui abordent les dimensions non juridiques et juridiques des affaires relevant du droit civil et de la famille. Plus précisément, cette recherche vise à relever les succès, les forces, les défis et, dans la mesure du possible, les coûts et les économies générés par ces modèles de services.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 5

Site web du projet : <https://cfcj-fcjc.org/our-projects/multi-disciplinary-models-for-legal-problem-resolution/>

Site web de l'organisation : <https://cfcj-fcjc.org/?lang=fr>

3. Inclusion of a Justice Theme in Canada's 2022-2024 National Action Plan on Open Government

[Justice Canada](#)

En septembre 2022, le gouvernement du Canada a lancé son Plan d'action national pour un gouvernement ouvert 2022-2024. Le Plan d'action comprend un engagement du ministère de la Justice qui met en évidence une série d'initiatives visant à donner aux gens et aux organisations à l'échelle du pays l'accès aux données, aux renseignements et aux services dont ils ont besoin pour déterminer et régler leurs problèmes juridiques. Ces initiatives reflètent notre engagement à promouvoir une approche de la justice centrée sur les personnes et s'articulent autour de quatre étapes : recueillir des données et les partager, y compris des données désagrégées; faciliter l'acquisition de connaissances juridiques et l'autonomisation juridique; trouver les pratiques prometteuses et à les partager; et favoriser les partenariats et la collaboration pour faire progresser l'accès à la justice.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4, 5, 7

Site web du projet : <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/nouvelles/2022/09/le-canada-lance-le-plan-daction-national-pour-un-gouvernement-ouvert2022-2024.html>

Site web de l'organisation : <https://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/acces-access/index.html>

4. Employment Insurance Appeal Process Infographic

Social Security Tribunal of Canada

Les résultats des essais menés auprès d'utilisateurs de notre site Web nous indiquent que les personnes souhaitent une plus grande représentation visuelle de l'information. En septembre 2022, le TSS a lancé un outil visuel qui donne une vue d'ensemble du processus d'appel en matière d'assurance-emploi, du début à la fin. Ce schéma en ligne respecte les normes sur l'accessibilité des sites Web. On peut aussi l'imprimer. L'idée derrière la création du schéma est de permettre aux personnes de participer pleinement à leur appel, en les aidant à se sentir en confiance et bien préparées.

Nombre de personnes affectées par ce projet : 9 069

Autres ODJ avancé par ce projet : 3

Site web du projet : <https://sst-tss.gc.ca/fr/votre-appel/aperçu-du-processus-dappel-assurance-emploi>

Site web de l'organisation : <https://www.sst-tss.gc.ca/fr>

5. Community-Based Justice Research (CBJR)

Canadian Forum on Civil Justice (CFCJ) / Forum canadien sur la justice civile (FCJC)

Le projet de recherche sur la justice communautaire du FCJC vise à comparer les coûts, les avantages, les défis et les possibilités liés à la fourniture et à l'élargissement de l'accès aux services de justice communautaire au Canada, en Sierra Leone, au Kenya et en Afrique du Sud.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 5

Site web du projet : <https://cfcj-fcjc.org/our-projects/community-based-justice-research-cbjr/>

Site web de l'organisation : <https://cfcj-fcjc.org/?lang=fr>

6. Access to Justice through the Tribunal System

Canadian Forum on Civil Justice (CFCJ) / Forum canadien sur la justice civile (FCJC)

Le projet d'accès à la justice par le biais du système des tribunaux du CFCJ cherche à explorer : (i) les obstacles auxquels les Canadiens peuvent être confrontés pour résoudre des problèmes juridiques civils par le biais du système judiciaire; (ii) les avantages que les tribunaux offrent aux personnes qui recherchent la justice, par rapport à d'autres forums de règlement des différends; et (iii) la manière dont la conception et l'administration du système judiciaire font progresser ou entravent l'objectif d'une justice centrée sur les personnes, équitable, abordable, durable et accessible.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://cfcj-fcjc.org/our-projects/access-to-justice-through-the-tribunal-system/>

Site web de l'organisation : <https://cfcj-fcjc.org/?lang=fr>

La Nouvelle-Écosse

1. E-Warrants Working Group

[Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts](#)

Le groupe de travail sur les mandats électroniques (E-Warrants Working Group) s'est réuni tout au long de l'année 2022. Ce groupe de travail a été créé à l'origine pour examiner la façon dont les mandats de perquisition pourraient être autorisés d'une manière modernisée, efficace et efficiente dans le contexte de la COVID-19, en réduisant les contacts en personne requis. Une fois la solution élaborée et le projet pilote mis en place, le groupe de travail a commencé à préparer le projet de loi S-4. Entre autres modifications, le projet de loi S-4 remplace les dispositions du Code criminel relatives aux télémandats par un processus qui permet de demander et d'obtenir un large éventail de mandats de perquisition, d'autorisations et d'ordonnances par des moyens de télécommunication. En 2022, dans le cadre de la préparation en vue de ces changements législatifs, le groupe de travail a étudié la façon dont il pourrait élargir le projet pilote pour répondre à l'augmentation prévue du nombre de télémandats. Son objectif est désormais d'assurer une cohérence dans l'ensemble de la province grâce à des plateformes entièrement chiffrées accessibles à tous les services de police.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 3, 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.courts.ns.ca

Le Nunavut

1. Access to Justice Across Nunavut Internship

Law Society of Nunavut

Le projet de stage sur l'accès à la justice au Nunavut est un partenariat entre le Barreau du Nunavut, la Commission des services juridiques et Engage North. Un stagiaire a été engagé pour réaliser une analyse environnementale des acteurs, des intervenants et des détenteurs de connaissances dans le domaine de la justice au sein des communautés du Nunavut. Cette ressource contribuera à orienter les futurs travaux du Barreau du Nunavut en matière d'accès à la justice, y compris l'élaboration d'un manuel de ressources pour les prestataires de services.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 5

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : https://www.lawsociety.nu.ca/en/home?language_content_entity=en

L'Ontario

1. L'avenir de la défense des droits et des conditions de travail dans un contexte post-pandémique : Les points de vue de jeunes avocats

Advocates' Society

L'Advocates' Society a publié la 2^e édition de "The future of advocacy and work arrangements 'post'-pandemic: Perspectives of young advocates" (L'avenir de la défense des droits et des conditions de travail dans un contexte post-pandémique : Les points de vue de jeunes avocats). Ce sondage portant sur les récents appels visait à établir si la pandémie de COVID-19 avait donné lieu à la mise en place de nouvelles méthodes de travail qui devraient être explorées et maintenues après la pandémie.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 5

Site web du projet :

https://www.advocates.ca/Upload/Files/PDF/Community_Events/YASC/The-Future-of-Advocacy-Post-Pandemic-Perspectives-of-Young-Advocates.pdf

Site web de l'organisation : <https://www.advocates.ca/>

2. Paralegal Comprehensive Study

Law Society of Ontario

Le Barreau de l'Ontario a entrepris une étude approfondie du cadre réglementaire applicable aux parajuristes. Lors de la deuxième phase de l'étude approfondie sur les parajuristes en 2022, le Barreau de l'Ontario a mené des entretiens, des groupes de discussion et des enquêtes pour connaître l'état actuel de la formation, de l'autorisation d'exercer et du cadre réglementaire. En 2022, le Barreau de l'Ontario a examiné les résultats en vue de relever les points à améliorer et les possibilités de renforcer la profession de parajuriste afin que les parajuristes puissent continuer à assurer une représentation compétente et abordable.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://lso.ca/accueil>

3. Improving Protection Orders

Law Commission of Ontario

Le projet d'amélioration des ordonnances de protection de la Commission du droit de l'Ontario se penche sur les raisons pour lesquelles les ordonnances de protection ne sont pas efficaces pour prévenir le féminicide et la violence entre partenaires intimes en Ontario.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 4, 7

Site web du projet : <https://www.lco-cdo.org/en/our-current-projects/improving-protection-orders/>

Site web de l'organisation : www.lco-cdo.org

4. Creating a Client-Centered Response to Unmet Legal Needs

Pro Bono Ontario

En 2022, PBO a commencé à entreprendre ce projet de recherche en partenariat avec le National Self-Represented Litigants' Project afin de mieux comprendre comment les inefficacités structurelles (par exemple, les critères d'admissibilité disparates) ont une incidence sur les membres du public qui cherchent à obtenir une aide juridique pour leurs problèmes et sur les organismes de services juridiques de première ligne. L'objectif du projet est d'élaborer un modèle de prestation de services juridiques fondé sur les données qui répond aux préférences des clients (au lieu de les présumer), notamment en s'attaquant aux obstacles au service et en déterminant les meilleures pratiques pour une orientation et une collaboration interorganismes efficaces.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2, 5, 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.probonoontario.org

5. Consumer Protection in the Digital Marketplace

Law Commission of Ontario

Le projet « Protection des consommateurs sur le marché numérique » de la CDO étudie les stratégies juridiques et les possibilités de réforme du droit afin d'améliorer la protection des consommateurs dans les conditions de service en ligne ou les contrats consentis au moyen d'un simple clic. Nous envisageons de mettre à jour la Loi de 2022 de la protection du consommateur afin d'améliorer la notification en ligne, le consentement, les conditions de service et l'accès à la justice, compte tenu de l'évolution rapide de la technologie et du marché numérique.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 5, 7

Site web du projet : <https://www.lco-cdo.org/en/our-current-projects/consumer-protection-in-the-digital-marketplace/>

Site web de l'organisation : www.lco-cdo.org

6. Plan d'action de lutte contre le racisme

Legal Aid Ontario

Le projet financé par le Plan d'action de lutte contre le racisme analyse des données liées à la race, des données sur l'identité autochtone et les résultats des instances de mise en liberté sous caution en vue d'établir s'il existe de la disparité raciale dans les instances de mise en liberté sous caution. Le projet est géré en conjonction avec un autre projet pour lequel la Stratégie à l'intention des communautés racialisées a reçu des fonds par l'entremise de la Fondation du droit de l'Ontario.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 2

Site web du projet : <https://www.legalaid.on.ca/wp-content/uploads/LAO-annual-report-2021-22-EN.pdf>

Site web de l'organisation : <https://www.legalaid.on.ca/>

Le Québec

1. La Clinique

Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CIDSO)

La Clinique, soit une équipe multidisciplinaire de professeures et professeurs de l'Université d'Ottawa et de l'Université du Québec, a poursuivi ses travaux montrant la hausse des cas où des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale ou d'itinérance ont des démêlés avec le système de justice.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://www.uottawa.ca/faculte-droit/droit-civil/cidso>

2. Justice réparatrice et violence sexuelle : retour sur 5 années de pratiques Équijustice

Ce rapport de 2022 sur la justice réparatrice en matière de violence sexuelle a été rédigé à l'issue d'un projet de recherche réalisé en 2020-2021 dans le cadre de la subvention du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (FAVAC). L'objectif de cette étude était d'approfondir la compréhension de l'expérience telle que vécue par les victimes et les agresseurs ayant fait appel aux services de dialogue en justice réparatrice dispensés par les membres Équijustice.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1

Site web du projet : <https://equijustice.ca/data/la-justice-reparatrice-en-matiere-de-violences-sexuellesv15.pdf>

Site web de l'organisation : <https://equijustice.ca>

3. Recherche portant sur le projet pilote de caméras portatives de la Sûreté du Québec

IQRDJ - Institut de réforme du droit et de la justice

Le projet porte sur le projet de caméras portatives (parfois appelées caméras corporelles) dans le cadre des activités policières courantes, au Québec. Il est le produit d'un mandat confié à l'Institut de réforme du droit et de la justice (IQRDJ) par le ministère de la Sécurité publique. Il prévoit plus spécifiquement la tenue de trois chantiers de recherche complémentaires permettant de documenter la « réception sociale » de ces nouvelles technologies, les effets associés à leur implantation et à leur usage sur la pratique policière, et les effets du recours à ces appareils sur la nature (la structuration et la régulation) des relations entre policiers et citoyens. Le projet est fondé sur les données tirées de 4 projets pilotes initiés par la Sûreté du Québec. Les trois chantiers du projet portaient sur : 1) l'administration d'un sondage populationnel dans chaque MRC ; 2) la conduite d'entrevues auprès des policiers utilisateurs; 3) une étude des interactions entre policiers et citoyens.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 7

Site web du projet : <https://www.iqrdj.ca/projets-de-recherche#projet5>

Site web de l'organisation : <https://www.iqrdj.ca/>

La Saskatchewan

1. Saskatchewan Legal Coaching and Unbundled Legal Services Pilot Project

CREATE Justice

En 2022, la collecte de données associée au projet pilote Legal Coaching et Unbundled Legal Services en Saskatchewan s'est achevée. Un exemple des répercussions de ce projet a été la collaboration entre CREATE Justice, la Law Society of Saskatchewan et le ministère de la Justice pour organiser un atelier de formation professionnelle continue en 2022, qui s'est concentré en partie sur les résultats du projet pilote, et qui a attiré plus de 200 avocats de toute la Saskatchewan. Selon les commentaires des clients au cours du projet pilote, la prestation de services à portée limitée est une approche bien accueillie en Saskatchewan, de nombreux clients détaillant un certain nombre d'effets positifs qu'ils ont personnellement expérimentés, tels que « les services dégroupés sont encore chers, mais pas aussi intimidants » et « j'apprécie la tranquillité d'esprit que les conseils d'un avocat m'ont apportée ».

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 2, 4, 5, 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.law.usask.ca/createjustice

2. Improving Communication of Legal Information

CREATE Justice

Le projet visant à améliorer la communication de l'information juridique de CREATE Justice adopte une approche interdisciplinaire et axée sur la recherche pour évaluer l'accessibilité de l'information juridique. Plus particulièrement, le projet évaluera si les populations de nouveaux arrivants comprennent mieux certains modes de communication que d'autres. Au moyen de groupes de discussion et d'enquêtes expérimentales, CREATE étudiera les raisons pour lesquelles certaines méthodes de communication peuvent être plus efficaces que d'autres. Le projet s'appuiera sur les travaux existants des programmes provinciaux et nationaux de vulgarisation juridique. L'objectif visé est que la méthodologie d'essai par les utilisateurs fournisse une base probante pour le développement de futures ressources juridiques en langage clair.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 1, 7

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : www.law.usask.ca/createjustice

Objectif 9: Améliorer les stratégies de financement

Les priorités budgétaires du gouvernement sont généralement axées sur des domaines comme les soins de santé et l'éducation. Certes, ces secteurs sont importants pour les Canadiens.

Mais saviez-vous que les études canadiennes et mondiales confirment que les investissements pour rendre la justice plus accessible génèrent des rendements de l'ordre de 100 % à 2 000 %? Ces rendements se matérialisent souvent rapidement et ont des effets profonds au fil du temps et sur les générations futures.

L'amélioration des stratégies de financement permettrait d'affecter plus d'argent à l'aide juridique au Canada, au soutien des plus vulnérables, ainsi qu'à des approches préventives afin de mieux comprendre et gérer les conflits.

Les fondations et le secteur privé financent également l'innovation et des organismes sans but lucratif. Pour assurer une utilisation stratégique des fonds, il faut travailler ensemble dans tout le secteur de la justice, partout au pays, pour éviter les chevauchements et apprendre les uns des autres.

En 2022, les gouvernements, les fondations juridiques et d'autres établissements ont concentré leurs efforts sur la durabilité et le renforcement des capacités organisationnelles grâce au financement. Certaines fondations juridiques ont plus que doublé le montant des subventions qu'elles offrent et ont fait le passage d'une structure de subventions annuelles à une structure de subventions pluriannuelles.

9.1 Assurer une coordination pour dépenser intelligemment

Savoir quels sont les coûts réels associés aux problèmes juridiques et répartir le financement pour prévenir les problèmes juridiques et minimiser la demande relative aux autres services sociaux

9.2 Mieux financer l'aide juridique

Accroître le financement de l'aide juridique, afin de rendre davantage de personnes admissibles et d'élargir le type de problèmes juridiques pouvant être traités

9.3 Faire en sorte que l'argent dure le plus longtemps possible

Maintenir l'accent sur l'accès à la justice pour veiller à ce que les améliorations soient durables et que les changements soient financés indéfiniment

L'Alberta

1. Alberta Law Foundation External Grants

Alberta Law Foundation

En 2022, l'Alberta Law Foundation a accordé un total de 14 160 082 dollars à des organisations externes pour des projets d'accès à la justice.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <http://albertalawfoundation.org/wp-content/uploads/2022/10/ALF-2021-22-Annual-Report-FINAL.pdf>

Site web de l'organisation : <https://albertalawfoundation.org>

La Colombie-Britannique

1. Financement total en 2021

Law Foundation of British Columbia

En 2022, la Law Foundation of BC a déclaré avoir fourni 32 461 866 \$ en financement au titre de projets en matière de justice en 2021. En tout, 70 % de ce financement a été consacré à l'aide juridique. Abstraction faite de l'aide juridique, la Law Foundation of BC a octroyé 9,7 M\$ en financement pour des projets en matière de justice.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : https://www.lawfoundationbc.org/wp-content/uploads/2022/09/LFBC-2021-Annual-Report_2page.pdf

Site web de l'organisation : <https://www.lawfoundationbc.org/>

Le Manitoba

1. Manitoba Law Foundation External Grant Funding

Manitoba Law Foundation

En 2022, la Fondation manitobaine du droit a accordé 1 378 061 dollars à des initiatives externes et à des projets d'accès à la justice.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://www.manitobalawfoundation.org/wp-content/uploads/Final-to-Print-2021-22-MLF-Annual-Report.pdf>

Site web de l'organisation : <https://www.manitobalawfoundation.org>

National

1. The Indigenous Justice Strategy to address overrepresentation of Indigenous people in the criminal justice system

Justice Canada

En 2022, le ministère de la Justice du Canada, en tant que chef de file de l'élaboration de la Stratégie en matière de justice autochtone, a créé une nouvelle voie de financement par l'intermédiaire du Programme de justice autochtone existant. Grâce à un appel de propositions, le ministère de la Justice fournira un financement de 11 millions de dollars pour le développement des capacités que se partageront 38 partenaires et organisations autochtones pour qu'ils puissent mobiliser leurs membres et citoyens sur ce que pourrait ou devrait composer une Stratégie en matière de justice autochtone (SJA) au Canada. Le fait de fournir ce financement directement aux groupes autochtones leur permet de concevoir et de mener des consultations et des discussions qui sont culturellement appropriées et axées sur les priorités et les besoins de leurs communautés. Le ministère de la Justice entreprend également ses propres séances de consultation avec les partenaires autochtones, les provinces, les territoires et les praticiens afin d'éclairer l'élaboration de la SJA.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet : 5, 7

Site web du projet : <https://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/dja-ijr/sja-ijs/index.html>

Site web de l'organisation : <https://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/acces-access/index.html>

Le Nouveau-Brunswick

1. External Grants for Access to Justice Projects

Law Foundation of New Brunswick

Au cours de l'exercice financier terminé le 30 avril 2022, un total de 773 107 \$ (2021 – 667 126 \$) a été autorisé sous forme de subventions afin de poursuivre les objectifs de la Fondation dans le cadre de projets liés au droit.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://lawsociety-barreau.nb.ca/uploads/2022AnnualReport.pdf>

Site web de l'organisation : <https://lawsociety-barreau.nb.ca/fr>

La Nouvelle-Écosse

1. Financement pour l'African Nova Scotian Justice Institute

Nova Scotia Department of Justice

La province investit 4,1 millions de dollars dans l'African Nova Scotian Justice Institute, un institut communautaire établi il y a un peu plus d'un an pour aider à élaborer des politiques et appuyer des programmes en vue de lutter contre la surreprésentation des Noirs et le racisme

contre les Noirs dans le système de justice. L'institut, un des premiers en son genre au Canada atlantique, est dirigé par l'African Nova Scotian Decade for People of African Descent Coalition.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://novascotia.ca/news/release/?id=20221220006>

Site web de l'organisation : <https://novascotia.ca>

2. Law Foundation of Nova Scotia External Grant Funding

Law Foundation of Nova Scotia

La Nova Scotia Law Foundation a accordé 1 070 024 dollars à des initiatives externes et à des projets d'accès à la justice en 2022.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : https://3n39db.p3cdn1.secureserver.net/wp-content/uploads/2022/06/LFNS_AnnualReport_2022_June-8th-FINAL.pdf

Site web de l'organisation : <https://nslawfd.ca>

L'Ontario

1. Financement total en 2022

Law Foundation of Ontario

En 2022, la Fondation du droit de l'Ontario a déclaré avoir accordé 13 080 761 \$ à des projets axés sur l'accès à la justice.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : ~

Site web de l'organisation : <https://lawfoundation.on.ca>

L'Île-du-Prince-Édouard

1. Financement total accordé en 2022

Law Foundation of Prince Edward Island

En 2022, la Law Foundation of Prince Edward Island a fait savoir qu'au total, 154 240 \$ ont été accordés à des projets axés sur l'accès à la justice en 2021.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet :

<https://lawfoundationpei.ca/media/files/Final%20ANNUAL%20REPORT%20ending%20Decemb er%202021%20web%20.pdf>

Site web de l'organisation : <https://lawfoundationpei.ca>

Le Yukon

1. Attribution d'un financement à quatorze projets communautaires de prévention du crime et de services aux victimes

Yukon Department of Justice

Grâce au Fonds pour la prévention du crime et les services aux victimes, quatorze projets communautaires de prévention du crime et de services aux victimes d'actes criminels ont reçu 93 436 \$ en lien avec l'appel de propositions de l'automne 2021 et 334 175 \$ en lien avec l'appel de propositions du printemps 2022. Ces projets étaient très variés et comprenaient notamment une série d'ateliers destinés aux jeunes concernant le consentement, les façons de faire la fête en sécurité et la réduction des méfaits, ainsi que des projets d'encadrement et de mentorat à l'intention des jeunes.

Nombre de personnes affectées par ce projet :

Autres ODJ avancé par ce projet :

Site web du projet : <https://yukon.ca/en/news/fourteen-community-crime-prevention-and-victim-service-projects-awarded-funding>

Site web de l'organisation : <https://yukon.ca>